



centre
d'études et
de recherches
sur les
qualifications

STATISTIQUE
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE
CONTINUE FINANCEE
PAR LES ENTREPRISES

(TRAITEMENT DES DECLARATIONS
D'EMPLOYEURS N°2483)
ANNEES 1980-1981

NOVEMBRE 1982

CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS (CEREQ)

9, rue Sextius Michel, 75732 PARIS CEDEX 15 - Tél. : 575 62 63

Le Centre d'études et de recherches sur les qualifications, institué par le titre III du décret n°70-239 du 19 mars 1970, est un organisme public, placé auprès de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions, dont disposent en commun le ministre de l'Éducation nationale, qui en assure la tutelle, le ministre du Travail et les ministres de la Recherche et de l'Industrie et de l'Agriculture. Le Centre est également chargé d'apporter sa collaboration au Commissariat général du Plan, à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale, et au Comité interministériel de la Formation professionnelle et de la Promotion sociale.

Le CEREQ a pour mission de faire des études et de susciter des recherches tendant à améliorer la connaissance des activités professionnelles et de leur évolution. Il doit à cet effet :

- faire l'analyse des postes de travail et des métiers ;
- évaluer les transformations des qualifications dues à l'évolution des techniques ;
- étudier l'adaptation des formations et des méthodes d'enseignement en fonction des besoins constatés.

Ses programmes d'activités et de recherches sont soumis à une procédure d'approbation officielle et reçoivent une publicité nationale. Les Services d'information et d'orientation ainsi que les services de l'emploi participent activement à leur réalisation dans les régions.

Le Centre effectue lui-même ses études ou bien les suscite auprès des organismes publics ou privés. Dans tous les cas, il coordonne, exploite et diffuse les résultats.

Le Directeur du CEREQ est nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il est assisté dans son administration par un Conseil de Perfectionnement.

CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT

HUIT MEMBRES DE DROIT

- Le Directeur de l'ONISEP, président.
- Trois représentants du Ministre de l'Éducation nationale, nommés par arrêté de celui-ci.
- Le délégué à l'emploi.
- Le directeur général de l'enseignement et de la recherche au Ministère de l'Agriculture.
- Le directeur général de l'Industrie.
- Le directeur général de l'Administration et de la Fonction publique.

NEUF MEMBRES DÉSIGNÉS REPRÉSENTANT :

- Le Commissariat général du Plan.
- La Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
- Le Comité interministériel de la Formation professionnelle et de la promotion sociale.
- L'Institut national de la statistique et des études économiques.
- L'Institut national d'études démographiques.
- La Direction de la Prévision au Ministère de l'Économie et des Finances.
- Le Service de l'informatique de gestion et des statistiques au Ministère de l'Éducation nationale.
- L'Agence nationale pour l'Emploi.
- Le Centre national de la recherche scientifique.

DEUX MEMBRES ÉLUS PAR LE PERSONNEL SCIENTIFIQUE DU CENTRE

CINQ PERSONNALITÉS COOPTÉES EN RAISON DE LEUR COMPÉTENCE

- Devaud (Marcelle), présidente du Comité du Travail féminin, membre du Conseil économique et social.
- Eicher (Jean-Claude), directeur de l'Institut de recherche sur l'économie de l'Éducation de l'Université de Dijon.
- Geymond (Bernard), responsable du Département du personnel non-cadre à la société Ferrodo.
- Barret (Philippe) conseiller technique au Cabinet du Ministre de la Recherche et de l'Industrie.
- N ...

CONFÉRENCE DES CORRESPONDANTS PERMANENTS DES SYNDICATS ET DES PROFESSIONS

Blondeau (APCCI)
Bonhomme (représentant la CGT au Conseil d'administration de l'ONISEP)

Burande (CFTC)
Cayeux (de) (CNPF)
Darmais (CFDT)
Guillaume (FNSEA)
Houbart (CGT-FO)

Mille Richard (APCM)
Ripoche (FEN)
Roussel (APCA)
Teboul (CGC)
Terry (UIMM)

STATISTIQUE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

FINANCÉE PAR LES ENTREPRISES

(Traitement des déclarations d'employeurs n° 2483)

(Années 1980-1981)

Ce dossier a été réalisé par Emile-François VANPOULLE dans le cadre du Département de l'emploi et des prévisions. Les traitements informatiques ont été assurés par Kalthoum CHAUSSEPIED et Gilles LAURENT.

AVANT-PROPOS

Le CEREQ assure régulièrement pour le compte, à la demande et avec la participation financière des instances interministérielles de la Formation professionnelle, le traitement des déclarations d'employeurs relatives à la formation professionnelle continue et à son financement.

Les résultats provisoires pour 1981 semblent marquer un point d'inflexion. En effet, on constate, dès les résultats provisoires, une légère augmentation des indicateurs de participation financière principalement du fait des entreprises de grande taille, bien que, comme chaque année, un certain nombre d'entre elles n'aient pas expédié leur déclaration dans les délais.

L'autre évolution sensible est la stagnation des dépenses du fait des conventions, pour les entreprises de petite taille, et l'augmentation des sommes versées par elles aux Fonds d'Assurance Formation. Pour les entreprises moyennes et pour la répartition par catégories professionnelles des bénéficiaires de stages, la stabilité semble devenir la règle.

La constitution régulière d'une telle série de statistiques homogènes, qui sont autant d'indicateurs des pratiques des employeurs, permet de nourrir la réflexion des Pouvoirs publics et des partenaires sociaux dans un domaine où la concertation a toujours été une des caractéristiques de la manière de conduire l'action politique.

*Paul-Pierre VALLI
Directeur du Centre d'études
et de recherches sur les qualifications*

SOMMAIRE

| | Pages |
|---|-------|
| INTRODUCTION | 7 |
| 1/ <u>Le traitement des déclarations d'employeurs</u> | 10 |
| 11/ <u>La méthode employée</u> | 10 |
| 12/ <u>Le champ de la statistique</u> | 11 |
| 2/ <u>Données nationales globales (1980 et 1981)</u> | 13 |
| 21/ <u>Les dépenses de formation</u> | 13 |
| 22/ <u>Les entreprises ayant eu des stagiaires</u> | 15 |
| 23/ <u>Les stagiaires et les stages</u> | 16 |
| 3/ <u>Analyse géographique</u> | 18 |
| 31/ <u>Données régionales (1980 et 1981)</u> | 19 |
| 32/ <u>Données départementales (1980)</u> | 20 |
| 4/ <u>Analyse des données nationales par secteur d'activité économique (1980)</u> | 20 |
| 41/ <u>Champ de la statistique 1980 et 1979 par secteur</u> | 20 |
| 42/ <u>Les données sectorielles pour 1980</u> | 21 |
| 43/ <u>Typologie et description des secteurs</u> | 23 |
| CONCLUSION | 36 |
| ANNEXE (Tableaux) | 37 |
| <u>Liste des secteurs d'activité économique</u> | 80 |
| <u>Fac-similé de la déclaration 2483</u> | 82 |
| <u>Liste des tableaux et graphiques</u> | 85 |

INTRODUCTION

Depuis la loi du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue, le CEREQ est chargé par le Comité interministériel de la formation professionnelle du traitement statistique des déclarations que les entreprises sont tenues de déposer chaque année pour retracer l'emploi de leur participation au financement de la formation professionnelle continue.

Les résultats de ce traitement sont régulièrement diffusés auprès des instances administratives concernées : Délégation à la formation professionnelle, Missions régionales (services de contrôle de la formation professionnelle continue), ainsi qu'auprès de l'INSEE et de ses observatoires régionaux. L'essentiel en est repris chaque année par la Délégation à la formation professionnelle dans le document annexé à la loi de finances qui, conformément à l'article 11 de la loi, retrace l'emploi de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue.

Les principales données relatives aux premières années d'application de la loi ont été rassemblées dans des rapports (1) qui peuvent être consultés au CEREQ.

Quatre dossiers (2) plus largement diffusés ont fourni les résultats détaillés pour les années 1976 à 1980. Le présent dossier présente de façon comparable ceux des années 1980 (données définitives) et 1981 (données provisoires).

(1) CEREQ - Participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue. Traitement statistique des déclarations d'employeurs n° 2483.

Années 1972-1973-1974 (février 1976)

Années 1974-1975 (janvier 1977)

Années 1975-1976 (décembre 1977)

(2) CEREQ - Statistique de la formation professionnelle continue financée par les entreprises (Traitement des déclarations d'employeurs n° 2483)

Années 1976-1977 (octobre 1978)

Années 1977-1978 (octobre 1979)

Années 1978-1979 (novembre 1980)

Années 1979-1980 (novembre 1981)

La Documentation française

On a d'abord retracé l'évolution de trois indicateurs pour chaque année de 1972 à 1981 : le taux de participation financière, la proportion de salariés ayant bénéficié de stages, la durée moyenne des stages, qui remplace la répartition des stagiaires par catégorie professionnelle, car celle-ci ne varie pratiquement plus depuis plusieurs années (tableaux page 9).

L'estimation du champ de la statistique pour 1980 précède les résultats de 1980 et 1981, analysés successivement aux plans national, régional, départemental et sectoriel. Ils sont accompagnés de graphiques visualisant divers indicateurs pour 1980 ; on y a fait figurer aussi les valeurs de 1979, pour autant que celles de 1980 s'en écartent de façon significative.

Evolution des principaux indicateurs de 1972 à 1981

(1981 : données provisoires)

t₁ Taux de participation financière % (1)

| Année | | 1972 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 |
|----------|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Classe 1 | 10 à 19 sal. | 0,47 | 0,70 | 0,71 | 0,82 | 0,86 | 0,95 | 0,96 | 0,97 |
| Classe 2 | 20 à 49 sal. | 0,62 | 0,89 | 0,88 | 0,97 | 1,03 | 1,06 | 1,09 | 1,09 |
| Classe 3 | 50 à 499 sal. | 0,92 | 1,17 | 1,17 | 1,28 | 1,28 | 1,30 | 1,32 | 1,32 |
| Classe 4 | 500 à 1 999 sal. | 1,91 | 1,49 | 1,50 | 1,61 | 1,66 | 1,64 | 1,72 | 1,71 |
| Classe 5 | 2 000 sal. et plus | | 2,53 | 2,50 | 2,73 | 2,83 | 2,86 | 2,78 | 3,03 |
| Total | | 1,35 | 1,63 | 1,62 | 1,76 | 1,82 | 1,84 | 1,83 | 1,87 |

t₃ Pourcentage de salariés ayant bénéficié de stages

| | | | | | | | | | |
|----------|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Classe 1 | 10 à 19 sal. | 1,4 | 3,6 | 3,6 | 3,4 | 3,0 | 3,4 | 3,4 | 3 |
| Classe 2 | 20 à 49 sal. | 2,3 | 6,1 | 5,8 | 5,6 | 5,3 | 5,6 | 5,8 | 5 |
| Classe 3 | 50 à 499 sal. | 6,1 | 13,5 | 13,4 | 13,6 | 12,6 | 12,6 | 13,0 | 13,1 |
| Classe 4 | 500 à 1 999 sal. | 17,8 | 19,5 | 19,8 | 20,1 | 20,1 | 20,4 | 21,3 | 21,1 |
| Classe 5 | 2 000 sal. et plus | | 29,1 | 28,6 | 29,6 | 30,7 | 31,8 | 31,4 | 33,4 |
| Total | | 10,7 | 17,6 | 17,4 | 17,7 | 17,6 | 18,0 | 18,1 | 18,1 |

Durée moyenne des stages (heures de stage/stagiaire)

| | | | | | | | | | |
|----------|--------------------|----|----|----|----|----|----|----|----|
| Classe 1 | 10 à 19 sal. | 60 | 43 | 43 | 45 | 47 | 47 | 50 | 47 |
| Classe 2 | 20 à 49 sal. | 60 | 44 | 43 | 46 | 48 | 47 | 45 | 46 |
| Classe 3 | 50 à 499 sal. | 61 | 48 | 46 | 46 | 46 | 46 | 46 | 44 |
| Classe 4 | 500 à 1 999 sal. | 78 | 55 | 54 | 51 | 50 | 48 | 48 | 46 |
| Classe 5 | 2 000 sal. et plus | 74 | 69 | 69 | 66 | 64 | 62 | 61 | 61 |
| Total | | 62 | 60 | 59 | 57 | 57 | 55 | 54 | 53 |

(1) En 1972 et 1973, le taux légal était de 0,8 % des salaires ; de 1974 à 1977, il était de 1 % ; depuis 1978, il est de 1,1 %.

1/ Le Traitement statistique des déclarations d'employeurs

11/ La méthode employée

La loi du 16 juillet 1971 fait obligation à toutes les entreprises privées, aux établissements publics et semi-publics à caractère industriel et commercial, et aux services publics à caractère marchand (1), employant au moins 10 salariés, d'établir tous les ans une déclaration (n° 2483) retraçant leur participation à la formation professionnelle continue.

Le fac-similé de la déclaration figure en annexe page 82.

La méthode de traitement diffère très peu de celle décrite dans le précédent dossier.

Les déclarations, remises en avril aux services fiscaux départementaux, sont envoyées par ceux-ci en mai aux vingt deux services régionaux de contrôle de la formation professionnelle continue. Ces derniers les répartissent en cinq classes de taille :

| Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 | Classe 4 | Classe 5 |
|----------|----------|----------|-------------|--------------------------|
| 10 à 19 | 20 à 49 | 50 à 499 | 500 à 1 999 | 2 000 salariés ou plus ; |

ils tirent un échantillon aléatoire, au taux de 1/10 dans la première classe de taille et de 1/5 dans la deuxième ; les déclarations des autres classes de taille font l'objet d'un traitement exhaustif, sauf dans les régions les plus importantes où on tire un échantillon au taux 1/2 dans la classe 3.

Après un contrôle sommaire, les déclarations de l'échantillon sont saisies sur bande magnétique ; un programme informatique détecte les déclarations erronées, qui sont ensuite corrigées par les services régionaux de contrôle après contact avec les entreprises.

Le traitement informatique des déclarations correctes de ce premier échantillon permet de fournir en septembre des résultats provisoires nationaux, régionaux et départementaux.

En mai de l'année suivante sont fournis les résultats définitifs, qui comportent une analyse par secteur d'activité économique. Dans l'intervalle, on a saisi les caractéristiques de taille, localisation et activité de

(1) Pour la définition des services marchands, voir INSEE, Nomenclatures d'activités et de produits 1973 : une unité rend des services marchands lorsque les ressources de cette unité proviennent pour plus de 50 % de la vente de ces services.

toutes les entreprises ayant remis une déclaration, parmi lesquelles on a tiré un échantillon complémentaire calculé pour assurer des résultats significatifs dans chaque secteur, aussi bien au plan régional qu'au plan national, tout en minimisant l'importance de l'échantillon total.

12/ Le champ de la statistique

Le tableau 1 (1) donne les nombres d'entreprises et de leurs salariés, définitifs pour 1980, provisoires pour 1981. Les nombres d'entreprises constituant l'échantillon figurent au tableau 2.

On peut estimer le champ théorique - en nombres de salariés - des déclarations 2483, à l'aide de la statistique de l'UNEDIC : Nombre de salariés des établissements affiliés employant 10 salariés et plus au 31/12/80, par secteur d'activité économique.

Pour obtenir le champ théorique des déclarations 2483, il convient d'y ajouter les salariés des établissements semi-publics et du secteur coopératif, assujettis au financement de la formation professionnelle continue et ne cotisant pas à l'UNEDIC. Le champ théorique des déclarations 2483 peut ainsi être estimé à 11 145 000 salariés en 1980, secteur T 01 Agriculture exclu.

Il faut remarquer toutefois que les déclarations 2483 couvrent les établissements de moins de 10 salariés appartenant à des entreprises d'au moins 10 salariés, alors que ce n'est pas le cas de celles de l'UNEDIC, celles-ci étant établies par taille d'établissement et non d'entreprise. L'estimation ci-dessus du champ théorique des déclarations 2483 est donc sous-évaluée.

L'effectif des salariés des entreprises (hors Agriculture) ayant déposé une déclaration 2483 pour 1980 étant de 10 040 000, le champ théorique est couvert à 90 % au plus, ce qui permet de considérer les résultats comme très significatifs. On n'a opéré aucun redressement visant à fournir des résultats relatifs au champ théorique ; seules sont prises en compte les déclarations effectivement parvenues dans les services régionaux de contrôle.

(1) Tous les tableaux cités figurent en annexe, à la fin de ce dossier

L'unité statistique des déclarations 2483 étant l'entreprise, et celle de la statistique de l'UNEDIC étant l'établissement, cette dernière ne permet pas de déterminer les proportions des nombres d'entreprises ayant remis une déclaration 2483.

Cette comparaison est rendue possible par une étude de l'INSEE dont l'unité statistique est l'entreprise, et qui résulte de l'exploitation du fichier des Bénéfices industriels et commerciaux (BIC) (1). La dernière année pour laquelle cette statistique est disponible - mais non publiée - est 1979. Elle exclut les secteurs suivants :

T 01 Agriculture

T 38 Services non marchands

et parmi les Services marchands, (T 29, 30, 33, 34) ceux qui ne sont pas assujettis aux BIC : enseignement, recherche, santé, action sociale.

Le champ de la statistique des déclarations 2483 est toutefois un peu supérieur à celui de l'INSEE, car il inclut les entreprises ayant moins de 10 salariés au 31/12/79, mais en ayant eu au moins 10 en moyenne en 1979, alors que l'INSEE ne prend en compte que celles ayant eu 10 salariés ou plus au 31/12/79.

Dans ce champ, sur 131 851 entreprises assujetties en 1979, 113 363, soit 86 %, avaient remis une déclaration. Les pourcentages des nombres de ces entreprises par classe de taille étaient les suivants :

| Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 | Classe 4 | Classe 5 | Total |
|----------|----------|----------|----------|----------|-------|
| 76 % | 95 % | 92 % | 95 % | 100 % | 86 % |

Les résultats définitifs du traitement des déclarations 2483 pour 1980 sont disponibles, ainsi que les résultats provisoires pour 1981. Pour cette dernière année, comme le montre le tableau 1, le champ est moins bien couvert ; en effet, un certain nombre de déclarations n'étaient pas encore parvenues aux services régionaux de contrôle à la date du traitement. Etant donné l'importance du déficit dans la classe 5, le poids relatif de celle-ci s'en trouve réduit ; il s'ensuit une certaine distorsion des indices globaux, qui retrouveront sans doute leurs valeurs correctes lors du traitement définitif, comme cela a été le cas pour les déclarations de 1980.

(1) N° 64 E des Collections de l'INSEE : Les entreprises françaises, concentration et grandes entreprises des secteurs et des branches, année 1975

2/ Données nationales globales

21/ Les dépenses de formation

Le tableau 3 donne la répartition des entreprises selon leur taux de participation financière. En 1980, 51 % des entreprises, employant 32 % des salariés, étaient très proches du taux légal de 1,1 % des salaires. En 1981, le nombre d'entreprises très proches de ce taux est passé à 52 %, employant 33 % des salariés. Le nombre d'entreprises n'atteignant pas le taux légal est resté de 30 %, employant environ 16 % des salariés.

Depuis 1978, les entreprises sont tenues de verser au Trésor, le 15/9 au plus tard, 0,2 % de la masse salariale de l'année précédente majorée de 8 %, ce versement venant en exonération de l'obligation financière totale.

Le tableau ci-dessous donne les nombres d'entreprises ayant exposé des dépenses de formation autres que le poste obligatoire ci-dessus, et de celles ayant fait un versement au Trésor autre que celui de 0,2 % du 15/9.

Pourcentages d'entreprises, et de leurs salariés

- ayant fait des dépenses de formation autres que le versement de 0,2 % du 15/9 ;
- ayant fait des versements au Trésor (autres que le précédent).

(1981 : données provisoires)

| | | 1 | | 2 | | 3 | | 4 | | 5 | | TOTAL | |
|--|---------------|----------|----|----------|----|----------|-----|-------------|-----|----------------|-----|-------|------|
| | | 10 à 19 | | 20 à 49 | | 50 à 499 | | 500 à 1 999 | | 2 000 salariés | | | |
| | | salariés | | salariés | | salariés | | salariés | | ou plus | | 1980 | 1981 |
| Entreprises ayant fait des dépenses de formation | Entreprises % | 87 | 90 | 96 | 96 | 99 | 99 | 100 | 100 | 100 | 100 | 93 | 94 |
| | Salariés % | 88 | 90 | 96 | 97 | 99 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 98 | 98 |
| Entreprises ayant versé au Trésor | Entreprises % | 32 | 31 | 19 | 19 | 12 | 10 | 4 | 3 | 2 | 2 | 22 | 22 |
| | Salariés % | 31 | 30 | 18 | 18 | 9 | 9 | 3 | 3 | 1 | 1 | 9 | 8 |

Ce ne sont guère que les entreprises de moins de 50 salariés qui ne participent pas aux dépenses de formation, sinon par les versements obligatoires de 0,2 % ; le nombre des plus petites qui sont dans ce cas a encore légèrement diminué de 1980 à 1981. Au total, moins de 2 % des salariés dépendent de telles entreprises.

Depuis 1979, les entreprises qui ont atteint le seuil de 10 salariés pour la première fois au cours d'un exercice sont autorisées à opérer, sur le montant de leurs salaires constituant la base de leur participation légale, un abattement qui est de 360 000 F pour cet exercice, de 240 000 F pour le suivant et de 120 000 F pour le troisième. C'est le salaire net ainsi obtenu qui est désormais utilisé pour le calcul de la participation financière. En 1981, 3 100 entreprises - contre 3 600 en 1980 - ont opéré un abattement de 360 000 F, et 6 900 autres, de 240 000 F ou de 120 000 F, pour un montant total de 2 400 millions de francs. Il en est résulté une réfaction d'obligation financière de 26 M-F.

Le tableau 4 : données financières, montre que le taux de participation financière est resté stable pour les entreprises de moins de 2 000 salariés, celles de moins de 20 salariés restant encore assez éloignées du taux légal de 1,1 %. Il a augmenté dans la classe 5, le taux global s'établissant à 1,87 %. Au total, la masse de dépenses atteignait 12,4 milliards de francs en 1981, y compris les versements de 0,2 % des salaires, qui ont été déclarés pour 1 220 millions.

Le tableau 5 donne pour chaque classe de taille la structure des dépenses de formation selon leur nature. Comme antérieurement, la part des dépenses de fonctionnement interne et de rémunération des stagiaires croît avec la taille des entreprises ; la situation est inverse pour les dépenses de convention et les versements aux Fonds d'assurance formation. On notera la poursuite du mouvement de hausse de ces derniers dans les entreprises de moins de 500 salariés, au détriment de la rémunération des stagiaires et des dépenses en vertu de conventions. Quant au reste, la structure des dépenses a très peu varié de 1980 à 1981.

Les montants du versement de 0,2 % des salaires paraissent inférieurs à l'obligation légale. Il semble que certaines entreprises négligent de reporter sur leur déclaration 2483 le versement qu'elles ont fait à ce titre au Trésor. En 1981, 9 300 entreprises employant 380 000 salariés étaient encore dans ce cas ; le déficit apparent de versement est de l'ordre de 43 millions de francs.

On a indiqué au tableau 6 les nombres d'entreprises ayant fait des dépenses de chaque catégorie ; on n'a pris en compte que les entreprises qui ne sont pas limitées au seul versement de 0,2 %. On remarquera, compte tenu de la différence de champ, l'augmentation du nombre de petites entreprises qui cotisent à des Fonds d'assurance formation, et la diminution du nombre de celles qui font appel à des conventions ou qui rémunèrent des stagiaires ; cette évolution constatée les années précédentes se poursuit donc.

22/ Les entreprises ayant eu des stagiaires

Si la très grande majorité des entreprises consentent maintenant des dépenses de formation, il en va tout autrement de celles qui ont des stagiaires.

Pourcentages des nombres d'entreprises, et de leurs salariés,
ayant eu des stagiaires

(1981 : données provisoires)

| | Classe 1 | | Classe 2 | | Classe 3 | | Classe 4 | | Classe 5 | | Total | |
|---------------|----------|------|----------|------|----------|------|----------|------|----------|------|-------|------|
| | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 |
| Entreprises % | 19 | 18 | 38 | 35 | 69 | 67 | 90 | 89 | 93 | 93 | 37 | 36 |
| Salariés % | 20 | 19 | 40 | 37 | 75 | 73 | 90 | 90 | 96 | 96 | 74 | 73 |

Ces pourcentages sont en baisse dans les entreprises de moins de 500 salariés, à un niveau très faible pour les plus petites. Cette tendance est évidemment en corrélation avec l'augmentation du nombre de ces entreprises cotisant à des Fonds d'assurance formation, car elles ne déclarent pas leurs stagiaires formés grâce à l'intervention de ceux-ci.

23/ Les stagiaires et les stages

Le tableau 7 donne la répartition des salariés et des stagiaires par classe de taille ; il faudrait y ajouter le nombre de stagiaires formés grâce aux Fonds d'assurance formation, qui a été de 225 000 en 1980 et de 250 000 en 1981 (1). La répartition de ces stagiaires par classe de taille d'entreprise n'est pas connue.

En considérant le tableau ci-dessous :

Pourcentage des nombres de salariés ayant bénéficié de stages
(1981 : données provisoires)

| Classe de taille | 1 10 à 19 salariés | | 2 20 à 49 salariés | | 3 50 à 499 salariés | | 4 500 à 1 999 salariés | | 5 2 000 salariés ou plus | | TOTAL | |
|------------------|--------------------------|------|--------------------------|------|---------------------------|------|------------------------------|------|--------------------------------|------|-------|------|
| | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 |

dans l'ensemble des entreprises

| | | | | | | | | | | | | |
|--------|-----|-----|-----|-----|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Hommes | 3,5 | 3,1 | 6,1 | 5,3 | 14 | 14,1 | 23,2 | 23,2 | 34,1 | 36,5 | 20,1 | 20,2 |
| Femmes | 3,1 | 2,8 | 5,2 | 4,4 | 11,2 | 11,3 | 18,2 | 17,6 | 23,6 | 24,8 | 13,9 | 13,9 |
| TOTAL | 3,4 | 3 | 5,8 | 5 | 13 | 13,1 | 21,3 | 21,1 | 31,4 | 33,4 | 18,1 | 18,1 |

dans les seules entreprises ayant eu des stagiaires

| | | | | | | | | | | | | |
|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| TOTAL | 16,9 | 16,1 | 14,7 | 13,6 | 17,3 | 17,8 | 23,6 | 23,5 | 32,8 | 34,9 | 24,3 | 24,9 |
|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|

on voit que le pourcentage des salariés ayant suivi des stages, qui a un peu baissé de 1980 à 1981 dans les plus petites entreprises, est resté assez stable dans les autres. S'il reste très faible dans les plus petites, ceci est dû beaucoup plus au petit nombre d'entreprises ayant eu des stagiaires qu'à la proportion, dans ces dernières, des salariés ayant suivi des stages, proportion qui varie assez peu dans les entreprises de moins de 500 salariés.

(1) Source : Formation professionnelle et promotion sociale, annexes aux projets de loi de finances pour 1982 et 1983.

On remarquera d'autre part que le taux de stagiaires femmes, s'il est de 90 % de ceux des hommes dans les entreprises de 10 à 19 salariés, est de 80 % dans celles de 20 à 2 000 salariés, et à peine de 70 % dans celles de plus de 2 000 salariés, soit 70 % dans l'ensemble.

On trouvera dans le tableau 8 les nombres de stagiaires et d'heures de stage pour les quatre catégories professionnelles de la déclaration (1) pour chaque classe de taille.

Le tableau 9 indique la répartition des stagiaires selon ces catégories, en pourcentage. 60 % des stagiaires sont des ouvriers ou employés. Les petites entreprises forment relativement plus d'ingénieurs et cadres et moins d'agents de maîtrise et techniciens. Cette répartition est très stable depuis plusieurs années.

L'enquête "Structure des emplois en 1980" publiée par l'INSEE, permet d'établir la structure selon les quatre catégories professionnelles des salariés des entreprises ayant déposé une déclaration 2483 pour 1980. On a dû toutefois exclure le secteur Bâtiment - Génie civil, pour des raisons qui sont exposées au chapitre 43 de l'analyse sectorielle.

On en tire (tableau 10) la proportion des salariés de chacune des quatre catégories ayant suivi des stages. Cette proportion passe de 11 % pour les personnes non qualifiées à 35 % pour les ingénieurs et cadres ; mais, comme on le verra plus loin, les situations sont très diversifiées selon les secteurs d'activité économique.

La durée moyenne des stages est donnée par le tableau 11, selon la catégorie professionnelle et la classe de taille. En moyenne générale, cette durée décroît lentement mais régulièrement depuis 1975, cette diminution étant surtout sensible dans les entreprises de plus de 500 salariés ; toutefois, les stages restent plus longs dans les entreprises de plus de 2 000 salariés que dans les autres. Le personnel non qualifié et les techniciens - agents de maîtrise bénéficient de stages en moyenne plus longs que les deux autres catégories professionnelles.

Le tableau 12 donne les montants moyens de dépenses de formation par salarié.

-
- (1) - Manoeuvres - Ouvriers spécialisés - Employés non qualifiés
- Ouvriers et employés qualifiés
- Agents de maîtrise - Agents techniques - Techniciens
- Ingénieurs et cadres

Le tableau 13 fournit la répartition des stages individuels, selon qu'ils sont organisés à l'intérieur de l'entreprise ou en application de conventions, et selon les quatre types prévus par la loi, dont nous rappelons ci-dessous la définition succincte.

prévention : stages destinés aux travailleurs menacés de licenciement ;
adaptation : stages destinés à faciliter l'accès à un premier ou à un nouvel emploi ;
la dénomination des deux autres catégories de stage parle d'elle-même.

Un certain nombre de stagiaires ont bénéficié de plusieurs stages, puisque le nombre de ceux-ci excède d'environ 17 % le nombre de ceux-là. 52 % des stages sont organisés à l'intérieur des entreprises, et 48 % en application de conventions, sauf les stages de prévention et d'adaptation qui le sont respectivement pour 37 % et 77 % dans les entreprises.

D'autre part, 80 % environ des stages sont des stages d'entretien et de perfectionnement des connaissances, et même davantage dans les classes 1, 2 et 4.

Les graphiques du tableau 14 mettent en évidence les structures des nombres de stages individuels dans chaque classe de taille : comme on pouvait s'y attendre d'après la structure des dépenses, la proportion de stages organisés dans les entreprises croît fortement avec la taille, pour atteindre 73 % dans la classe 5 ; par contre, les proportions des quatre types de stage accusent des variations beaucoup plus faibles.

Enfin, le tableau 15 présente une analyse des nombres de congés de formation ; ils sont définis comme congés "accordés sur demande expresse du salarié". Toutefois, comme ils sont souvent repris dans le plan de formation de l'entreprise, leur nombre est probablement sous-estimé. On remarquera qu'en 1981 il a augmenté dans la classe 5 et diminué dans les autres.

3/ Analyse géographique

Les résultats fournis à l'échelon national ont été également établis pour chacune des vingt deux régions de programme et, avec un moindre détail, pour chacun des 95 départements.

Rappelons que chaque entreprise regroupe dans une unique déclaration 2483 les données relatives à l'ensemble de ses établissements, quelle qu'en soit la localisation, et qu'elle la dépose en général à la recette des impôts du département de son siège social. Il s'ensuit que les statistiques régionales et départementales ne fournissent pas la mesure des efforts de formation faits dans les établissements des diverses régions et départements, mais de ceux menés par les entreprises qui y ont déposé leurs déclarations.

Pour corriger cette déformation, le CEREQ mène tous les deux ans, auprès des moyennes et grandes entreprises exploitant plusieurs établissements (1), une enquête sur la formation continue dans chacun de ceux-ci. L'enquête portant sur l'année 1981 est en cours ; les résultats en seront connus au deuxième trimestre 1983.

31 / Données régionales

Le tableau 16 rassemble les principales données régionales ; nombres d'entreprises, nombres de salariés et structure par classe de taille, dépenses consenties, nombres de stagiaires, ainsi que les ratios déjà présentés précédemment.

Etant donné la très forte influence de la taille des entreprises sur tous les aspects de leur participation à la formation professionnelle continue, on a indiqué dans chaque région la structure (en pourcentage) des nombres de salariés par classe de taille. La très forte concentration dans la Région ILE DE FRANCE des entreprises de grande taille y entraîne celle des dépenses et des stagiaires. Notons que l'essentiel du déficit provisoire des déclarations de 1981 de la classe 5 mentionné plus haut se situe dans cette région, ce qui explique la diminution apparente du poids de cette classe dans la région.

Comme précédemment, les pourcentages des nombres d'entreprises ayant consenti des dépenses ne prennent en compte que celles qui ont fait d'autres dépenses que les versements de 0,2 % du 15/9 au Trésor.

Le tableau 17 donne les principales masses de dépenses par région : dépenses de fonctionnement des stages organisés dans l'entreprise, dépenses en vertu de conventions, rémunérations des stagiaires, versements à des Fonds d'assurance formation. Le poste "autres dépenses" inclut les versements de 0,2 % mentionnés ci-dessus.

(1) Usine, atelier, entrepôt, bureau, chantier, succursale, etc.

Le tableau 18 fournit les taux de participation financière par classe de taille ; le tableau 19 reprend ces taux sous forme de graphiques.

Enfin, le tableau 20 donne les nombres de stagiaires et d'heures de stage dans les quatre catégories professionnelles.

32/ Données départementales

Le tableau 21 fournit les principales données départementales pour 1980. Comme pour les données régionales, il s'agit de celles relatives aux entreprises déposant leur déclaration dans chaque département, et non aux établissements qui y sont situés.

4/ Analyse des données nationales par secteur d'activité économique (1980)

Cette analyse est faite selon les 38 secteurs d'activité économique, définis par la brochure de l'INSEE : "Regroupement des Nomenclatures d'activités et de produits 1973, Niveaux 15 et 40". Le regroupement adopté correspond au niveau 40 (code T 40), identique à la nomenclature SECT 38 de la Comptabilité nationale.

La liste des secteurs est donnée en annexe page 80.

41/ Champ de la statistique par secteur

Comme il a été dit plus haut, le champ théorique des déclarations 2483 pour 1980 peut être estimé à l'aide des indications fournies par la statistique précitée de l'UNEDIC, après correction des différences de champ. Le tableau 22 donne, en pourcentage des nombres de salariés, le taux de couverture du champ théorique par les déclarations 2483, par secteur.

Il subsiste toutefois une certaine incertitude sur le champ théorique des divers secteurs ; en effet, celui-ci est défini par l'activité principale des établissements, tandis que le champ des secteurs de la statistique des déclarations 2483 l'est par l'activité principale des entreprises, lesquelles peuvent

comporter divers établissements d'activités principales différentes, en particulier dans le domaine de certaines industries de transformation. Le regroupement de secteurs figurant également dans le tableau 22 fait disparaître en grande partie ces discordances.

Le tableau 23 fournit d'autre part, pour l'année 1979 et pour 13 secteurs agrégés selon le code U, la comparaison par classe de taille entre les nombres d'entreprises théoriquement assujetties, fournis par la statistique de l'INSEE des entreprises assujetties aux BIC, et de celles qui avaient envoyé leur déclaration 2483. Il s'agit ici dans les deux cas des secteurs d'activité principale des entreprises.

On voit que dans la classe 1, les trois quarts seulement des entreprises assujetties remettent une déclaration ; cette proportion est encore plus faible dans les secteurs U 02 Industries agricoles et alimentaires, U 07 Bâtiment - Travaux publics. Ce dernier secteur présente des taux de couverture nettement inférieurs à la moyenne dans toutes les classes de taille 1 à 4 ; il en va de même du secteur U 10 Services marchands dans les classes 3 et 4. Le champ théorique peut être considéré comme bien ou très bien couvert dans les autres strates : secteur X classe de taille 2 à 5. Rappelons aussi que pour les raisons mentionnées au chapitre 12, ces taux de couverture peuvent être surestimés.

42/ Les données sectorielles pour 1980

Les principales données par secteur figurent au tableau 24. Etant donné la grande influence de la taille des entreprises sur leurs efforts de formation, on a indiqué en colonne 4 la structure par classe de taille de chaque secteur, c'est-à-dire le pourcentage des salariés appartenant aux entreprises de chaque classe de taille.

Si dans presque tous les secteurs la proportion du nombre des entreprises consentant des dépenses de formation (col. 6) atteint ou même dépasse largement 90 %, il n'en va pas de même du nombre de celles qui ont des stagiaires (col. 8). Cet indicateur t2 mesure la diffusion dans les entreprises de la participation physique à la formation, tandis que t3 : pourcentage des salariés ayant suivi des stages (col. 9), mesure la diffusion de la formation parmi les salariés et, avec le nombre h d'heures de stage par salarié (col. 11), l'intensité de l'effort physique de formation des entreprises. Rappelons toutefois que les stagiaires formés grâce au concours des Fonds d'assurance formation ne sont pas compris dans ces statistiques.

Le graphique du tableau 25 situe la position de chaque secteur selon le taux t1 de participation financière (en abscisse) et le taux t3 du nombre de stagiaires (en ordonnée).

De façon analogue, le graphique du tableau 26 situe la position de chaque secteur selon la durée moyenne des stages (nombre moyen d'heures de stage par stagiaire) en abscisse, et le taux t3 du nombre de stagiaires en ordonnée. les hyperboles $d \times t3 = Cte$ (en tireté) sont les courbes de nombres égaux d'heures h de stage par salarié ; ce sont donc des courbes d'efforts physiques de formation égaux.

Sur ces deux graphiques, on a rappelé en rouge la position en 1979 des secteurs dont les variations d'une année sur l'autre sont significatives ; elles sont mentionnées par une flèche. Pour ne pas surcharger le graphique, la position en 1979 des secteurs qui ne sont pas dans ce cas n'a pas été figurée.

On voit que la quasi-stabilité des trois indicateurs ci-dessus recouvre des variations non négligeables dans certains secteurs, et qui seront analysées ci-après.

A l'aide du premier graphique, on reprendra plus loin la typologie des secteurs présentée dans les précédents documents ; le deuxième graphique permettra de l'affiner dans certains cas. Auparavant, on présentera les principaux indicateurs par classe de taille ; on a toutefois négligé les strates trop petites, c'est-à-dire contenant moins de 2 000 salariés.

Le tableau 27 donne les taux de participation financière t1 par classe de taille, et le tableau 28 reprend les mêmes taux sous forme de graphiques.

Les tableaux 29 et 30 présentent les mêmes graphiques pour les taux t2 d'entreprises ayant eu des stagiaires, et t3 de salariés ayant suivi des stages.

Sur les graphiques de t1 et t3, on a rappelé les valeurs de ces indicateurs en 1979 quand celles de 1980 s'en écartent de façon significative.

Les graphiques du tableau 31 permettent de comparer les taux de stagiaires hommes et femmes en 1980. Quelle que soit la strate secteur x taille, à part de rares exceptions, le taux de stagiaires femmes est toujours inférieur à celui des hommes, et parfois dans de fortes proportions.

Le tableau 32 donne pour chaque secteur la durée moyenne des stages pour chacune des quatre catégories professionnelles entre lesquelles la déclaration 2483 répartit les salariés.

Le tableau 33 fournit d'abord, en abscisse, la répartition en pourcentage des salariés de chaque secteur selon leur catégorie professionnelle, tirée de l'enquête "Structure des emplois 1980" déjà citée. Dans chaque case figure le pourcentage du nombre de salariés de la catégorie correspondante ayant suivi des stages. Il convient toutefois de rappeler ici l'incertitude qui peut affecter ces pourcentages dans certains secteurs, étant données les différences de champ entre l'enquête "structure des emplois", qui fournit la structure des salariés des établissements, et statistique des déclarations 2483, qui donne la structure des stagiaires des entreprises.

N'y figure pas l'important secteur 24 Bâtiment-génie civil, qui verse une grande partie de sa participation à un Fonds d'assurance formation, lequel forme des stagiaires qui ne sont pas repris dans les présentes statistiques, très peu significatives sur ce point pour ce secteur.

43/ Typologie et description des secteurs

Les secteurs ont été répartis en six groupes (1), le premier critère de classement étant le taux global de participation financière t1, le second, qui lui est subordonné, étant la proportion t3 des salariés ayant suivi des stages. Dans chaque groupe, les secteurs se différencient en outre par la durée moyenne des stages.

Dans chaque secteur, on étudiera d'abord les valeurs des trois indicateurs t1 t2 t3 selon la classe de taille ainsi que, s'il y a lieu, leurs variations par rapport à 1979. On examinera ensuite, pour chaque secteur pris dans son ensemble, le nombre d'heures de stage par salarié, ainsi que les valeurs des taux de stagiaires t3 selon les quatre catégories professionnelles et le sexe. Toutes ces données sont comparées aux valeurs moyennes pour l'ensemble des secteurs.

(1) Ces regroupements peuvent être assez différents de ceux de 1979, ce qui n'a d'autre signification que descriptive.

Groupe A

- 06 Electricité, gaz et eau
- 04 Charbon et cokéfaction
- 31 Transports
- 05 Pétrole et gaz naturel
- 37 Organismes financiers
- 36 Assurances

Tous ces secteurs ont un taux financier t1 supérieur à 2,5 %, atteignant même 5,8 % pour le premier. Les taux de stagiaires t3 sont compris entre 35 et 52 %, les nombres d'heures de stage par salarié, entre 22 et 33.

Les deux premiers, ainsi que le pétrole, sont extrêmement concentrés dans la classe 5, qui comprend 89 à 98 % des salariés, employés dans de très grandes entreprises presque toutes semi-publiques.

Dans le secteur Electricité, gaz et eau, les taux financiers et de stagiaires, déjà en hausse les années précédentes, ont continué à progresser en 1980, sans entraîner toutefois un effort physique de formation plus important, la durée moyenne des stages ayant un peu diminué.

Ce secteur emploie une très faible proportion de personnel non qualifié, et une très forte proportion de techniciens-agents de maîtrise. La proportion de stagiaires est faible pour le personnel non qualifié, et tend à s'égaliser pour les trois autres catégories. Les durées de stages sont élevées, surtout pour le personnel non qualifié.

Dans le secteur Charbon-cokéfaction on remarque, à effort physique de formation constant et élevé, une forte augmentation du taux financier et de la durée moyenne des stages, qui retrouvent des valeurs comparables à celles de 1978.

Dans ce secteur la structure des emplois est incertaine, du fait qu'une seule houillère de bassin sur trois a répondu à l'enquête de l'INSEE. Sous cette réserve, on y notera la forte proportion de qualifiés, le taux de stagiaires t3 en baisse pour la maîtrise et pour les cadres. Les non-qualifiés bénéficient d'un effort tout particulier, qui se manifeste par une proportion élevée de stagiaires et une longue durée des stages.

Dans ces deux secteurs, les taux de stagiaires femmes sont très inférieurs à ceux des hommes, et même à ceux de la moyenne nationale dans la classe 5.

Dans le secteur Pétrole-gaz naturel, les trois indicateurs sont restés stables en 1980. Il a une très faible proportion de non-qualifiés, de fortes proportions de maîtrise et d'ingénieurs-cadres. Les taux de stagiaires, partout supérieurs à la moyenne nationale, croissent fortement avec la qualification, les durées de stage sont un peu supérieures à la moyenne nationale, et très supérieures pour les non-qualifiés.

Le secteur Transports peut se subdiviser en deux sous-ensembles très dissemblables ; le premier est constitué d'un très petit nombre de très grandes entreprises semi-publiques, employant 55 % des salariés du secteur ; le second comprend un très grand nombre d'entreprises (plus de 5 700) réparties dans les quatre premières classes de taille.

Seul le premier sous-ensemble (classe 5) présente des taux t1 et t3 très supérieurs aux moyennes nationales. Dans les quatre autres classes, t1, t2 et t3 sont proches de celles-ci. Dans la classe 5, le taux de stagiaires femmes, tout en étant supérieur à la moyenne nationale, n'atteint que les deux tiers de celui des hommes.

Ce secteur emploie une proportion très élevée de personnel qualifié, et assez faible de personnel non-qualifié, ainsi que d'ingénieurs-cadres. Les taux de stagiaires sont surtout élevés pour les deux premières catégories. Les durées de stage sont longues pour les ingénieurs-cadres, et proches de la moyenne pour les quatre catégories.

Le secteur des Organismes financiers est très concentré. Les entreprises de plus de 500 salariés en emploient 80 %. Dans toutes les classes de taille, t1 t2 t3 sont largement supérieurs à la moyenne nationale. C'est le secteur où le taux de stagiaires femmes est de beaucoup le plus élevé, quoique inférieur à celui des hommes.

Ce secteur emploie une faible proportion de personnel non qualifié, et de fortes proportions des trois autres catégories. Le taux moyen de stagiaires est très élevé pour toutes les qualifications, et tout spécialement pour les qualifiés et les agents de maîtrise-techniciens. Les durées de stage ont un peu diminué en 1980 pour les qualifiés et les cadres.

Le secteur Assurances est à peine moins concentré que le précédent. Les indicateurs t1 et t3 sont partout supérieurs à la moyenne et croissent avec la taille. Les taux de stagiaires femmes, très inférieurs à ceux des hommes, ne dépassent que de peu les moyennes nationales.

Ce secteur emploie une proportion assez faible de non-qualifiés, élevée pour les deux catégories d'encadrement. Les taux de stagiaires sont supérieurs à la moyenne. Les durées de stage, dans l'ensemble peu éloignées de la moyenne, décroissent quand la qualification s'élève.

Groupe B

38 Services non marchands (1)

08 Métaux non ferreux

23 Caoutchouc-matières plastiques

11 Chimie de base-fils artificiels et synthétiques

Les secteurs de ce groupe ont des taux financiers compris entre 1,9 et 2,4 %, des taux de stagiaires compris entre 16 et 29 %, un nombre d'heures de stages de 15 par salarié, avec des durées moyennes de stage échelonnées de 48 à 100 heures.

Le secteur Services non marchands est assez peu concentré : 61 % des salariés appartiennent à des entreprises de moins de 500 salariés. Taux financier t1 et de stagiaires t3, tout en croissant fortement avec la taille, sont partout largement supérieurs à la moyenne nationale (sauf t3 pour la classe 5).

Ce secteur emploie relativement peu de non-qualifiés et de techniciens-maîtrise, et beaucoup de cadres (2). Les taux de stagiaires, comparables à la moyenne pour les qualifiés, leur sont supérieurs pour les techniciens-maîtrise. Les durées de stage sont élevées, et décroissent quand la qualification augmente.

(1) Une entreprise rend des Services non marchands quand plus de 50 % de ses ressources sont constituées d'impôts, cotisations sociales, transferts en provenance d'autres administrations, cotisations volontaires des ménages. Moins de 50 % de ses ressources proviennent alors de la vente de ses services.

(2) 11 % des salariés de ce secteur figurent sous la rubrique "métiers divers" dans l'enquête structure des emplois.

Le secteur des Métaux non ferreux est assez fortement concentré : les entreprises de la classe 5 emploient 53 % des salariés. Les divers indicateurs sont restés stables en 1980.

La structure des emplois est proche de la moyenne nationale ; les taux de stagiaires croissent régulièrement avec la qualification. Les durées de stage ne s'écartent des moyennes nationales que pour les non-qualifiés, où elles sont faibles.

Le secteur Caoutchouc-matières plastiques est moyennement concentré. Les taux t1 et t3 ont augmenté en 1980 dans la classe 4 - ainsi que la durée moyenne des stages qui atteint 101 heures. Sauf dans la classe 4, les taux de stagiaires sont inférieurs à la moyenne, surtout pour les femmes.

Ce secteur emploie une forte proportion de non-qualifiés, au détriment des effectifs des qualifiés. Les durées de stages sont très élevées chez les non-qualifiés et la maîtrise.

Le secteur Chimie de base-fils artificiels et synthétiques est plus fortement concentré que le précédent ; les entreprises de la classe 5 emploient 63 % des salariés. L'effort physique et la durée des stages ont légèrement augmenté. Les taux de stagiaires hommes et femmes sont peu différents dans les classes 4 et 5.

La proportion de non-qualifiés dans ce secteur est assez faible, celle des qualifiés et des techniciens-maîtrise, assez forte. Les taux de stagiaires t3 sont un peu supérieurs à la moyenne dans les quatre catégories, ainsi que les durées de stage.

Groupe C

- 15 Construction électrique et électronique
- 12 Parachimie, industrie pharmaceutique
- 16 Construction de véhicules de transport terrestre-automobile
- 07 Métaux ferreux-sidérurgie
- 10 Industrie du verre
- 17 Construction navale et aéronautique-armement
- 33 Services marchands aux entreprises

Ce groupe rassemble des secteurs dont les taux financiers s'échelonnent de 1,4 à 1,7 % ; les taux de stagiaires, encadrant la moyenne nationale, de 16 à 26 % ; les durées de stages, de 46 à 71 heures ; l'effort physique varie de 10 à 14 heures par salarié, à l'exception des Services aux entreprises, où il est de 8 heures par salarié seulement.

La Construction électrique et électronique est un secteur fortement concentré. Taux financier, durée des stages et effort physique de formation ont accusé une diminution sensible en 1980. Le taux de stagiaires t3 croît fortement avec la taille, mais reste pour les femmes très inférieur à celui des hommes.

Ce secteur se caractérise par une faible proportion de qualifiés, et une forte proportion de non-qualifiés. Les taux de stagiaires sont proches de la moyenne. Les durées de stage sont assez élevées, sauf pour les non-qualifiés.

Le secteur Parachimie-industrie pharmaceutique est peu concentré. Taux financier t1 et de stagiaires t3 croissent fortement avec la taille, ce dernier étant partout supérieur à la moyenne nationale, y compris pour les femmes, mais dans une moindre mesure que pour les hommes.

Caractérisé par une proportion élevée de techniciens et de cadres, ce secteur présente pour ces derniers un taux t3 de stagiaires élevé. Les durées de stage sont presque uniformes et assez faibles.

Le secteur Véhicules de transport-automobiles est fortement concentré : les entreprises de moins de 500 salariés en emploient moins de 12 %. Taux financier t1 et de stagiaires t3 - en particulier pour les femmes - sont inférieurs à la moyenne dans toutes les classes de taille.

Ce secteur emploie une très forte proportion de non-qualifiés et une faible proportion de qualifiés et surtout de cadres. Le taux de stagiaires t3 augmente avec la qualification. Par contre, les durées des stages sont longues pour les ouvriers et employés qualifiés, mais ont un peu diminué dans l'ensemble en 1980.

Le secteur Métaux ferreux-sidérurgie est aussi concentré que le précédent. La durée moyenne des stages et l'effort physique de formation, qui avaient baissé en 1979, ont sensiblement remonté en 1980.

La structure des emplois est proche de la moyenne, avec toutefois un net déficit en ingénieurs-cadres. Les pourcentages t3 de stagiaires sont partout moyens et les durées de stages sont assez élevées pour les qualifiés et les techniciens-maîtrise.

L'Industrie du verre est très concentrée. Pour les entreprises de plus de 500 salariés, les taux financier t1 et de stagiaires t3 sont faibles. La durée moyenne des stages a un peu baissé.

On rencontre dans ce secteur une importante proportion de personnels non qualifiés, et d'assez faibles proportions de personnels d'encadrement. Les taux de stagiaires sont élevés pour les non-qualifiés, et assez bas pour les qualifiés. A l'inverse, les durées de stage sont un peu en-dessous de la moyenne pour les non-qualifiés et les techniciens-maîtrise, et un peu supérieures pour les qualifiés.

Le secteur Construction navale et aéronautique-armement, très concentré, emploie très peu de non-qualifiés, et de fortes proportions de qualifiés et surtout de techniciens-maîtrise. Le taux de stagiaires, qui croît avec la taille, est plutôt en-dessous de la moyenne pour les trois premières catégories professionnelles. Les durées de stage sont longues pour les qualifiés, ce qui place ce secteur presque en tête de ce groupe pour l'effort physique de formation, malgré son taux financier assez faible.

Le secteur des Services marchands aux entreprises est très peu concentré ; c'est le troisième pour le nombre d'entreprises. Le taux de stagiaires t3 est dans chaque classe de taille - sauf dans la classe 5 - supérieur à la moyenne nationale ; il croît fortement avec la taille. Les taux de stagiaires femmes ne sont que de peu inférieurs à ceux des hommes.

Ce secteur se signale par une assez faible proportion de non-qualifiés, et une très forte proportion de cadres. Le taux de stagiaires, qui croît beaucoup avec la qualification, n'atteint la moyenne nationale que pour les cadres. Les durées de stage sont inférieures aux valeurs moyennes, sauf pour la maîtrise.

Dans l'ensemble des autres secteurs, le taux financier est inférieur à 1,4 %, et le taux de stagiaires, à 24 %, pour atteindre dans certains secteurs des valeurs très basses. Aussi l'effort physique de formation est-il toujours inférieur à 7 heures de stage par salarié. A la seule exception du Commerce de détail alimentaire, ces secteurs sont peu concentrés.

Groupe D

- 01 Agriculture-sylviculture-pêche
- 29 Réparation et commerce de l'automobile
- 27 Commerce de détail alimentaire
- 03 Industries agricoles et alimentaires, autres que viande-lait
- 02 Industries de la viande et du lait
- 21 Industrie du papier-carton
- 26 Commerce de gros non alimentaire
- 09 Matériaux de construction et minéraux divers

Les taux financiers dans ce groupe étant peu différents - 1,44 à 1,18 % - on a classé ces secteurs dans l'ordre des taux de stagiaires décroissants, de 23 à 14 %, qui coïncide à peu près avec l'ordre des durées moyennes de stage croissantes, de 23 à 47 heures. Ainsi, tous ces secteurs consentent un effort physique de formation de 5 à 7 heures par salarié.

Le secteur Agriculture-sylviculture-pêche présente des taux financiers t1 qui sont faibles pour les entreprises de 500 à 2 000 salariés ; par contre, le taux de stagiaires t3 est en forte hausse dans les classes 3 et 4.

La structure de salariés est proche de la structure nationale, les cadres étant un peu sous-représentés. Les taux de stagiaires, faibles pour les qualifiés, sont parmi les plus élevés pour le personnel d'encadrement. Par contre, les durées de stage sont particulièrement basses.

Dans le secteur Réparation et commerce de l'automobile, on note une légère augmentation de tous les indicateurs, ainsi que de la durée moyenne des stages et de l'effort physique de formation. Les taux financiers sont proches de la moyenne pour les entreprises de 10 à 500 salariés, qui emploient 90 % des salariés du secteur, le moins concentré de tous. Dans chaque classe de taille, les taux de stagiaires sont nettement supérieurs à la moyenne, mais pour les hommes seulement ; ils leur sont très inférieurs pour les femmes. On remarquera les proportions élevées de petites entreprises ayant des stagiaires.

Ce secteur emploie de faibles proportions de non-qualifiés et de techniciens-maîtrise, et une forte proportion de qualifiés. Les taux de stagiaires ont surtout augmenté pour le personnel d'encadrement. Les durées de stage, quoiqu'en hausse, restent assez faibles.

Le taux financier du Commerce de détail alimentaire, secteur assez concentré, ne croît que fort peu avec la taille. Les taux de stagiaires marquent une diminution certaine, tant pour les hommes que pour les femmes.

Ce secteur présente une forte proportion de qualifiés, et une faible proportion de personnel d'encadrement. La répartition des taux de stagiaires est proche de la moyenne nationale, les cadres étant toutefois un peu plus favorisés. Les durées des stages sont uniformément très courtes.

Le secteur des Autres industries agricoles et alimentaires (1) présente des taux financiers croissant assez peu avec la taille, mais le taux de stagiaires croît nettement avec celle-ci.

Il emploie beaucoup de non-qualifiés ; seul l'encadrement bénéficie d'un taux de stagiaires un peu supérieur à la moyenne ; pour les quatre catégories professionnelles, les durées de stage sont courtes.

Dans le secteur des Industries de la viande et du lait, le taux financier ne croît que faiblement avec la taille. Les taux de stagiaires sont proches de la moyenne dans les classes de taille 2 et 3, inférieures à celles-ci dans les classes 4 et 5.

C'est un secteur où la proportion de qualifiés et surtout de non-qualifiés est relativement élevée, et celle du personnel d'encadrement faible. Les pourcentages de stagiaires sont plutôt faibles pour les qualifiés, proches de la moyenne pour les autres catégories. Les durées de stage sont partout faibles.

Dans le secteur Papier-carton, les taux financiers sont partout inférieurs à la moyenne. Les taux de stagiaires, très bas pour les deux plus petites classes de taille, sont proches de la moyenne de 50 à 500 salariés ; pour les femmes, ces taux sont dans l'ensemble nettement plus faibles, sauf dans la classe 4.

Ce secteur emploie une très forte proportion de non-qualifiés, au détriment des trois autres catégories. Les taux de stagiaires dans les quatre catégories sont peu différents des moyennes nationales ; mais les durées de stage sont partout très courtes.

Dans toutes les classes de taille, sauf la classe 5, le secteur Commerce de gros non alimentaire, peu concentré, présente des taux de stagiaires t3 plutôt supérieurs à la moyenne, mais pour les hommes seulement.

(1) autres que celles de la viande et du lait

Il emploie une faible proportion de non-qualifiés, et une très forte proportion de personnel d'encadrement. Les taux de stagiaires, faibles pour les non-qualifiés, croissent avec la qualification, tout en restant inférieurs aux moyennes nationales. Les durées de stage sont assez faibles.

Le secteur Matériaux de construction est peu concentré. Le taux de stagiaires t3, partout inférieur à la moyenne, croît vivement avec la taille ; les taux de stagiaires femmes sont bas. La durée moyenne des stages, qui avait baissé en 1979, est remontée en 1980.

Il emploie une proportion élevée de non-qualifiés, et assez faible de personnel d'encadrement. Les taux de stagiaires, faibles pour les ouvriers et employés, sont proches du taux national pour les techniciens-maîtrise et pour les cadres. Les durées de stage décroissent quand la qualification augmente.

Groupe E

- 14 Construction mécanique
- 13 Fonderie et travail des métaux
- 22 Imprimerie-presse-édition
- 18 Textile et habillement
- 19 Cuir et chaussure
- 34 Services marchands aux particuliers
- 35 Location et crédit bañl immobilier

Ce groupe comprend des secteurs dont le taux financier est d'environ 1,2 %, et le taux de stagiaires de 8 à 13 %. Mais comme les durées de stage, sauf pour le dernier, s'étagent de 51 à 68 heures, leur effort physique de formation, de 5 à 7 heures par salarié, est comparable à celui du groupe D.

Les deux premiers secteurs :

Construction mécanique
Fonderie et travail des métaux

présentent des valeurs très voisines pour tous les indicateurs : taux financiers croissant peu avec la taille, faibles taux de stagiaires dans toutes les tailles, plus faibles encore pour les femmes. Les durées de stage sont d'environ 50 heures.

Le secteur Fonderie-travail des métaux se caractérise par une proportion élevée de non-qualifiés. Les taux de stagiaires sont particulièrement faibles pour les non-qualifiés dans les deux secteurs. Par contre, les durées de stage, un peu inférieures à la moyenne, décroissent quand la qualification augmente.

Le secteur Imprimerie-presse-édition emploie des proportions élevées de qualifiés et surtout de cadres. Dans les entreprises de moins de 500 salariés, les taux de stagiaires hommes et femmes sont comparables, mais inférieurs aux moyennes nationales, et dans toutes les catégories professionnelles.

Les durées de stage ont augmenté en 1980, dépassant légèrement les moyennes nationales.

Les deux secteurs :

Textile et habillement
Industries du cuir et de la chaussure

ont en commun :

- des taux financiers croissant faiblement avec la taille ;
 - de faibles proportions de petites entreprises ayant eu des stagiaires ;
 - des taux de stagiaires très inférieurs à la moyenne dans toutes les classes de taille, tant pour les hommes que pour les femmes ;
- Par contre, la durée des stages, de 68 heures pour le premier, a diminué en 1980 dans le second pour passer à 59 heures.

Ces deux secteurs emploient des proportions importantes de personnel ouvrier-employé, plus élevées pour les qualifiés dans le Textile-habillement, pour les non-qualifiés dans le Cuir-chaussure. Dans le premier secteur, les taux de stagiaires sont très bas pour les qualifiés, un peu plus élevés pour les non-qualifiés, lesquels bénéficient de durées de stage élevées.

Si le secteur Services marchands aux particuliers a un taux financier qui, quoique faible, croît régulièrement avec la taille, il présente des proportions d'entreprises ayant des stagiaires et des taux de stagiaires bien au-dessous de la moyenne. Mais il faut remarquer ici que ce secteur consacre 27 % de ses dépenses à cotiser à des Fonds d'assurance formation, et que 46 % des entreprises, employant 32 % des salariés (pourcentages qui sont d'ailleurs en hausse), y consacrent plus de 50 % de leurs dépenses. Or, pour éviter les doubles emplois, les stagiaires formés par l'intermédiaire de ces Fonds ne figurent pas sur la déclaration 2483.

Une analyse des taux de stagiaires selon la qualification est donc peu significative ; on se bornera à remarquer que ce secteur emploie près de 50 % de non-qualifiés, et que les durées des stages qu'il déclare sont plutôt élevées.

Le secteur Location et crédit bafl immobilier, d'importance minime, n'est mentionné ici que pour mémoire.

Groupe F

- 28 Commerce de détail non alimentaire
- 30 Hôtels-cafés-restaurants
- 25 Commerce de gros alimentaire
- 20 Industries du bois, de l'ameublement et diverses
- 24 Bâtiment-génie civil et agricole

Ce groupe comprend les secteurs où le taux financier est inférieur ou à peine égal au taux légal de 1,1 %. Avec des taux de stagiaires compris entre 3 et 14 % et des durées de stage de 30 à 48 heures, leur effort physique de formation ne dépasse guère 3 heures par salarié.

Le secteur du Commerce de détail non alimentaire, qui avait connu une augmentation du taux de stagiaires en 1979, a vu ce taux revenir à celui de 1978 en 1980, et même en-dessous pour les femmes. Les taux financiers croissent beaucoup moins avec la taille que les taux de stagiaires.

Ce secteur emploie peu de non-qualifiés, mais une forte proportion de qualifiés. Les taux de stagiaires sont faibles pour les techniciens-maîtrise, proches de la moyenne pour les autres catégories. Par contre, les durées de stage, bien qu'ayant un peu augmenté en 1980, restent partout très courtes.

Le secteur Hôtels-cafés-restaurants présente des valeurs très faibles pour tous les indicateurs. Il emploie une forte proportion de non-qualifiés, au détriment des qualifiés et de la maîtrise. C'est un secteur qui fait largement appel aux Fonds d'assurance formation ; il leur affecte 26 % de ses dépenses, et 43 % des entreprises, employant 31 % des salariés, leur consacrent plus de 50 % de celles-ci. On se bornera donc à remarquer que les durées des stages déclarés sont faibles dans les quatre catégories professionnelles.

Dans le secteur Commerce de gros alimentaire, les taux de stagiaires sont comparables à la moyenne, sauf toutefois dans la classe 5, dont le poids est d'ailleurs minime ; il en résulte un taux global t3 très faible.

Ce secteur présente une structure des emplois très proche de la moyenne. Dans toutes les catégories, le taux de stagiaires atteint à peine la moitié des taux nationaux, et les durées de stage sont uniformément courtes, en légère diminution en 1980.

Le secteur des Industries du bois, de l'ameublement et diverses présente dans toutes les classes de taille des taux financiers et de stagiaires très faibles. Il emploie une très forte proportion de non-qualifiés, au détriment des trois autres catégories ; toutes présentent des taux de stagiaires et des durées de stage faibles.

Enfin, les entreprises de l'important secteur Bâtiment-génie civil ont un taux financier presque uniforme de 1,1 % ; mais elles versent 40 % de leurs dépenses à leur Fonds d'assurance formation ; 56 % des entreprises, employant 52 % des salariés, lui consacrent plus de 50 % de leurs dépenses. Aussi, comme les années précédentes, une analyse des faibles taux de stagiaires serait-elle ici peu pertinente.

CONCLUSION

1981 est la cinquième année où l'obligation financière est de 1,1 % des salaires. Néanmoins, les taux financiers des entreprises de 10 à 19 salariés, n'atteignent pas encore ce taux légal en moyenne et semblent avoir cessé de croître.

Les taux financiers et de stagiaires marquent une grande stabilité dans les entreprises de moins de 2 000 salariés, la légère baisse du taux de stagiaires dans les classes 1 et 2 devant être mise en relation avec l'augmentation de leurs versements aux Fonds d'assurance formation. La hausse de ces taux dans la classe 5 en 1981 n'est peut-être pas significative, du fait de l'absence d'un assez grand nombre de déclarations dans cette classe ; elle devra être vérifiée lors de la statistique définitive.

Par contre, on continue à observer une certaine diminution de la durée des stages, surtout dans les grandes entreprises, et dans certains secteurs.

La mesure dans laquelle les salariés bénéficient effectivement de la formation professionnelle continue dépend toujours très largement de la taille et du secteur d'activité économique de leur entreprise, ainsi que de leur catégorie professionnelle et de leur sexe. Ces disparités considérables ne paraissent pas en voie d'être résorbées.

ANNEXES

Tableau 1 - Effectifs d'entreprises et de salariés

| Classe de taille | 1 10 à 19 salariés | 2 20 à 49 salariés | 3 50 à 499 salariés | 4 500 à 1 999 salariés | 5 2 000 sala- riés ou plus | TOTAL |
|-------------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|----------------------------------|------------|
| Nombres d'entreprises 1980 | 49 571 | 50 271 | 24 110 | 1 913 | 466 | 126 331 |
| 1981 (provisoire) | 47 192 | 47 710 | 22 758 | 1 891 | 389 | 119 940 |
| Nombres de salariés 1980 | 695 000 | 1 573 000 | 3 183 000 | 1 684 000 | 3 026 000 | 10 161 000 |
| 1981 (provisoire) | 669 000 | 1 499 000 | 3 004 000 | 1 678 000 | 2 602 000 | 9 452 000 |

Tableau 2 - Effectifs de l'échantillon (entreprises)

| Classe de taille | 1 10 à 19 salariés | 2 20 à 49 salariés | 3 50 à 499 salariés | 4 500 à 1 999 salariés | 5 2 000 sala- riés ou plus | TOTAL |
|------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|----------------------------------|--------|
| 1980 définitif | 11 050 | 16 089 | 18 218 | 1 871 | 466 | 47 694 |
| 1981 provisoire | 5 283 | 9 606 | 14 551 | 1 689 | 389 | 31 518 |

Tableau 3 - Répartition des entreprises selon le taux t₁
de leur participation aux dépenses de formation

| Taux de participation financière t ₁ | Nombres d'entreprises | % | Nombres de salariés | % | Montant des salaires (millions de F) | % | Dépenses réelles imputables (millions de F) | % |
|--|--------------------------|---|------------------------|---|--|---|---|---|
|--|--------------------------|---|------------------------|---|--|---|---|---|

1980

| | | | | | | | | |
|---------------------------------|---------|-----|------------|-----|---------|-----|--------|-----|
| Inférieur à 1,09 % | 38 129 | 30 | 1 721 000 | 17 | 94 166 | 15 | 717 | 6 |
| Compris entre 1,09 et 1,11 % | 64 451 | 51 | 3 267 000 | 32 | 175 681 | 28 | 1 933 | 17 |
| Supérieur à 1,11 % | 23 751 | 19 | 5 173 000 | 51 | 352 589 | 57 | 8 713 | 77 |
| Total | 126 331 | 100 | 10 161 000 | 100 | 622 436 | 100 | 11 363 | 100 |

1981 (provisoire)

| | | | | | | | | |
|---------------------------------|---------|-----|-----------|-----|---------|-----|--------|-----|
| Inférieur à 1,09 % | 35 759 | 30 | 1 545 000 | 16 | 96 099 | 15 | 805 | 7 |
| Compris entre 1,09 et 1,11 % | 62 773 | 52 | 3 136 000 | 33 | 191 137 | 29 | 2 103 | 17 |
| Supérieur à 1,11 % | 21 408 | 18 | 4 771 000 | 51 | 371 817 | 56 | 9 446 | 76 |
| Total | 119 940 | 100 | 9 452 000 | 100 | 659 053 | 100 | 12 354 | 100 |

Tableau 4 - Données financières (en Millions de francs)

| Classe de taille | 1 10 à 19 salariés | 2 20 à 49 salariés | 3 50 à 499 salariés | 4 500 à 1 999 salariés | 5 2 000 salariés ou plus | TOTAL |
|------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|--------------------------------|-------|
|------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|--------------------------------|-------|

1980

| | | | | | | |
|-------------------------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| Taux de participation % | 0,96 | 1,09 | 1,32 | 1,72 | 2,78 | 1,83 |
| Nombre d'entreprises | 49 571 | 50 271 | 24 110 | 1 913 | 466 | 126 331 |
| Nombre de salariés | 695 000 | 1 573 000 | 3 183 000 | 1 684 000 | 3 026 000 | 10 161 000 |
| Montant des salaires MF | 36 785 | 87 011 | 181 937 | 106 837 | 209 866 | 622 436 |
| Dépenses imputables MF | 355 | 952 | 2 395 | 1 833 | 5 828 | 11 363 |
| Versem. au Trésor MF | 78 | 91 | 52 | 4 | 0 | 225 |

1981 (provisoire)

| | | | | | | |
|--------------------------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Taux de participation % | 0,97 | 1,09 | 1,32 | 1,71 | 3,03 | 1,87 |
| Nombre d'entreprises | 47 192 | 47 710 | 22 758 | 1 891 | 389 | 119 940 |
| Nombre de salariés | 669 000 | 1 499 000 | 3 004 000 | 1 678 000 | 2 602 000 | 9 452 000 |
| Montant des sal. nets MF | 40 661 | 93 132 | 196 143 | 121 512 | 207 605 | 659 053 |
| Dépenses imputables MF | 394 | 1 017 | 2 583 | 2 072 | 6 288 | 12 354 |
| Versem. au Trésor MF | 83 | 91 | 53 | 4 | 0,5 | 231 |

Tableau 5 - Répartition des dépenses par catégorie,
en % des dépenses totales

| Classe de taille | 1980 | | | | | | TOTAL |
|---|--------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|----------------------------------|-----|-------|
| | 1 10 à 19 salariés | 2 20 à 49 salariés | 3 50 à 499 salariés | 4 500 à 1 999 salariés | 5 2 000 sala- riés et plus | | |
| Frais de personnel enseignant | 1 | 0,7 | 0,9 | 3 | 6 | 14 | 9 |
| Frais de personnel non enseignant | 2 | £ | £ | 1,3 | 4 | 7 | 5 |
| Fournitures et matières d'oeuvre | 3 | £ | £ | £ | £ | 1,5 | 0,9 |
| Autres frais de fonctionnement | 4 | £ | £ | £ | 1,3 | 4 | 2,3 |
| Total des dépenses de fonctionnement des stages organisés dans l'entreprise (1 à 4) | 5 | 1 | 1,5 | 5 | 12 | 26 | 17 |
| Dépenses d'équipement | 6 | £ | £ | £ | £ | 1,1 | 0,7 |
| Dépenses en application de conventions | 7 | 30 | 32 | 30 | 25 | 11 | 20 |
| dont : plan de formation | 7 | 30 | 32 | 29 | 24 | 11 | 19 |
| congés-formation | 8 | £ | £ | £ | 0,8 | £ | 0,5 |
| Rémunérations versées aux stagiaires | 9 | 11 | 15 | 29 | 39 | 50 | 40 |
| Transport et hébergement | 10 | 1,4 | 2,1 | 3 | 4 | 3 | 3 |
| Versements à des fonds d'assurance formation | 11 | 30 | 25 | 14 | 6 | 1,4 | 8 |
| Versements à des organismes agréés | 12 | 1,8 | 2,1 | 1,3 | £ | £ | 0,6 |
| Versements au titre d'une taxe parafiscale | 13 | 5 | 4 | 2,1 | 1 | £ | 1,3 |
| Contrib. aux frais de chambres de comm. et d'ind. affectée à la formation prof. cont. | 14 | 1,1 | 0,9 | 0,8 | 0,6 | 0,5 | 0,7 |
| Actions en faveur des demandeurs d'emplois | 15 | 0,8 | 0,7 | £ | £ | £ | 0,2 |
| Versement du 15/09/80 | 16 | 18 | 16 | 13 | 11 | 7 | 10 |
| Dépenses de stages pratiques | 17 | £ | £ | £ | £ | £ | 0,2 |
| TOTAL | 18 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Subventions perçues | 19 | 0,6 | 0,9 | 1 | 1,3 | 1 | 1 |
| Dépenses déductibles | 20 | 99,4 | 99,1 | 99 | 98,7 | 99 | 99 |

| 1981 (données provisoires) | | | | | | | |
|---|----|-----|------|------|------|------|------|
| Frais de personnel enseignant | 1 | £ | 0,6 | 2,6 | 6 | 13 | 8 |
| Frais de personnel non enseignant | 2 | £ | £ | 1 | 5 | 8 | 5 |
| Fournitures et matières d'oeuvre | 3 | £ | £ | £ | £ | 1,3 | 0,8 |
| Autres frais de fonctionnement | 4 | £ | £ | £ | 1,1 | 5 | 3 |
| Total des dépenses de fonctionnement des stages organisés dans l'entreprise (1 à 4) | 5 | 0,9 | 1 | 4 | 12 | 27 | 17 |
| Dépenses d'équipement | 6 | £ | £ | £ | £ | 1,3 | 0,8 |
| Dépenses en application de conventions | 7 | 29 | 29 | 29 | 25 | 10 | 19 |
| dont : plan de formation | 7 | 29 | 29 | 29 | 25 | 10 | 18 |
| congés-formation | 8 | £ | £ | £ | 0,8 | £ | 0,4 |
| Rémunérations versées aux stagiaires | 9 | 9 | 14 | 29 | 39 | 50 | 40 |
| Transport et hébergement | 10 | 1,2 | 1,9 | 3 | 4 | 3 | 3 |
| Versements à des fonds d'assurance formation | 11 | 32 | 28 | 16 | 6 | 1,2 | 8 |
| Versements à des organismes agréés | 12 | 2 | 2,2 | 1,3 | £ | £ | 0,6 |
| Versements au titre d'une taxe parafiscale | 13 | 5 | 4 | 2,2 | 0,5 | £ | 1,3 |
| Contrib. aux frais de chambres de comm. et d'ind. affectée à la formation prof. cont. | 14 | 1,1 | 1 | 0,8 | 0,6 | 0,5 | 0,6 |
| Actions en faveur des demandeurs d'emploi | 15 | 1,1 | 0,8 | £ | £ | £ | 0,2 |
| Versement du 15/09/81 | 16 | 18 | 16 | 14 | 11 | 6 | 10 |
| Dépenses de stages pratiques | 17 | £ | 0,5 | £ | £ | £ | 0,3 |
| TOTAL | 18 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Subventions perçues | 19 | £ | 0,5 | 0,9 | 1,3 | 1,3 | 1,1 |
| Dépenses déductibles | 20 | 100 | 99,5 | 99,1 | 98,7 | 98,7 | 98,9 |

Tableau 6 - Nombres d'entreprises ayant fait des dépenses de chaque catégorie

| Classe de taille | 1 10 à 19 salariés | 2 20 à 49 salariés | 3 50 à 499 salariés | 4 500 à 1 999 salariés | 5 2 000 sala- riés et plus | TOTAL |
|------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|----------------------------------|-------|
|------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|----------------------------------|-------|

1980

Seules sont prises en compte les entreprises ayant fait d'autres dépenses que le versement du 15/09/80

| | | | | | | | |
|--|----|--------|--------|--------|-------|-----|---------|
| Frais de personnel enseignant | 1 | 260 | 880 | 2 320 | 850 | 364 | 4 690 |
| Frais de personnel non enseignant | 2 | 80 | 400 | 820 | 500 | 323 | 2 130 |
| Fournitures et matières d'oeuvre | 3 | 150 | 550 | 1 510 | 660 | 294 | 3 160 |
| Autres frais de fonctionnement | 4 | 130 | 410 | 1 280 | 670 | 355 | 2 840 |
| Total des dépenses de fonctionnement des stages organisés dans l'entreprise (1 à 4) | 5 | 500 | 1 600 | 3 680 | 1 170 | 402 | 7 340 |
| Dépenses d'équipement | 6 | 150 | 500 | 1 270 | 530 | 280 | 2 740 |
| Dépenses en application de conventions | | 18 540 | 26 330 | 16 960 | 1 680 | 434 | 63 950 |
| dont : plan de formation | 7 | 18 450 | 26 170 | 16 870 | 1 680 | 434 | 63 600 |
| congés-formation | 8 | 160 | 320 | 610 | 320 | 189 | 1 600 |
| Rémunérations versées aux stagiaires | 9 | 8 290 | 16 970 | 15 450 | 1 670 | 434 | 42 810 |
| Transport et hébergement | 10 | 4 680 | 10 150 | 11 280 | 1 530 | 416 | 28 050 |
| Versements à des fonds d'assurance formation | 11 | 18 940 | 20 530 | 8 630 | 460 | 97 | 48 660 |
| Versements à des organismes agréés | 12 | 8 170 | 11 480 | 5 610 | 290 | 65 | 25 610 |
| Versements au titre d'une taxe parafiscale | 13 | 8 510 | 10 080 | 4 170 | 220 | 77 | 23 060 |
| Contrib. aux frais de chambre de comm. et d'ind. affectée à la formation prof. cont. | 14 | 26 310 | 31 150 | 16 480 | 1 400 | 397 | 75 750 |
| Actions en faveur des demandeurs d'emploi | 15 | 710 | 990 | 480 | 40 | 16 | 2 230 |
| Versement du 15/09/80 | 16 | 42 550 | 46 740 | 22 950 | 1 870 | 460 | 114 560 |
| Dépenses de stages pratiques | 17 | 1 360 | 2 160 | 1 560 | 190 | 101 | 5 360 |
| Dépenses de toutes catégories | 18 | 43 210 | 48 020 | 23 900 | 1 910 | 466 | 117 510 |
| Subventions perçues | 19 | 250 | 510 | 630 | 170 | 121 | 1 680 |
| Dépenses déductibles | 20 | 43 210 | 48 020 | 23 900 | 1 910 | 466 | 117 510 |

1981 (données provisoires)

Seules sont prises en compte les entreprises ayant fait d'autres dépenses que le versement du 15/09/81

| | | | | | | | |
|---|----|--------|--------|--------|-------|-----|---------|
| Frais de personnel enseignant | 1 | 320 | 630 | 1 990 | 810 | 307 | 4 060 |
| Frais de personnel non enseignant | 2 | 120 | 210 | 630 | 490 | 257 | 1 700 |
| Fournitures et matières d'oeuvre | 3 | 200 | 360 | 1 260 | 620 | 244 | 2 680 |
| Autres frais de fonctionnement | 4 | 120 | 320 | 1 080 | 670 | 288 | 2 470 |
| Total des dépenses de fonctionnement des stages organisés dans l'entreprise (1 à 4) | 5 | 600 | 1 120 | 3 110 | 1 100 | 331 | 6 260 |
| Dépenses d'équipement | 6 | 210 | 410 | 1 100 | 530 | 238 | 2 490 |
| Dépenses en application de conventions | | 17 050 | 22 780 | 15 430 | 1 650 | 360 | 57 270 |
| dont : plan de formation | 7 | 16 910 | 22 630 | 15 380 | 1 640 | 360 | 56 930 |
| congés-formation | 8 | 240 | 310 | 480 | 340 | 146 | 1 510 |
| Rémunérations versées aux stagiaires | 9 | 7 620 | 15 220 | 14 280 | 1 640 | 359 | 39 120 |
| Transport et hébergement | 10 | 3 860 | 8 860 | 10 350 | 1 480 | 342 | 24 890 |
| Versements à des fonds d'assurance formation | 11 | 18 990 | 21 230 | 8 710 | 460 | 79 | 49 480 |
| Versements à des organismes agréés | 12 | 8 570 | 10 950 | 5 250 | 260 | 56 | 25 090 |
| Versements au titre d'une taxe parafiscale | 13 | 8 020 | 9 660 | 3 990 | 220 | 61 | 21 950 |
| Contrib. aux frais de chambres de comm. et d'ind. affectée à la formation prof. cont. | 14 | 26 970 | 30 910 | 15 930 | 1 360 | 338 | 75 500 |
| Actions en faveur des demandeurs d'emploi | 15 | 810 | 920 | 340 | 40 | 21 | 2 120 |
| Versement du 15/09/81 | 16 | 41 870 | 44 780 | 21 770 | 1 830 | 380 | 110 620 |
| Dépenses de stages pratiques | 17 | 1 870 | 3 120 | 1 840 | 210 | 97 | 7 140 |
| Dépenses de toutes catégories | 18 | 42 230 | 45 950 | 22 620 | 1 890 | 389 | 113 080 |
| Subventions perçues | 19 | 180 | 390 | 530 | 160 | 111 | 1 370 |
| Dépenses déductibles | 20 | 42 230 | 45 950 | 22 620 | 1 890 | 389 | 113 080 |

Tableau 7 - Répartition des salariés et des stagiaires par classe de taille

1980

| Classe de taille | Effectifs salariés | | | Nombres de stagiaires | | |
|--------------------|--------------------|------------------|-------------------|-----------------------|----------------|------------------|
| | Hommes | Femmes | TOTAL | Hommes | Femmes | TOTAL |
| 10 à 19 salariés | 466 000 | 229 000 | 695 000 | 16 300 | 7 000 | 23 300 |
| 20 à 49 salariés | 1 053 000 | 520 000 | 1 573 000 | 64 000 | 27 000 | 91 000 |
| 50 à 499 salariés | 2 000 000 | 1 183 000 | 3 183 000 | 280 400 | 132 000 | 412 400 |
| 500 à 1 999 sal. | 1 059 000 | 625 000 | 1 684 000 | 245 400 | 113 600 | 359 000 |
| 2 000 sal. et plus | 2 236 000 | 790 000 | 3 026 000 | 763 500 | 186 400 | 949 900 |
| TOTAL | 6 814 000 | 3 347 000 | 10 161 000 | 1 369 600 | 466 000 | 1 835 600 |

1981 (provisoire)

| Classe de taille | Effectifs salariés | | | Nombres de stagiaires | | |
|--------------------|--------------------|------------------|------------------|-----------------------|----------------|------------------|
| | Hommes | Femmes | TOTAL | Hommes | Femmes | TOTAL |
| 10 à 19 salariés | 453 000 | 216 000 | 669 000 | 14 200 | 6 100 | 20 300 |
| 20 à 49 salariés | 1 012 000 | 487 000 | 1 499 000 | 53 200 | 21 400 | 74 600 |
| 50 à 499 salariés | 1 905 000 | 1 099 000 | 3 004 000 | 268 000 | 124 300 | 392 300 |
| 500 à 1 999 sal. | 1 054 000 | 624 000 | 1 678 000 | 244 800 | 109 800 | 354 600 |
| 2 000 sal. et plus | 1 911 000 | 691 000 | 2 602 000 | 697 700 | 171 500 | 869 200 |
| TOTAL | 6 335 000 | 3 117 000 | 9 452 000 | 1 277 900 | 433 100 | 1 711 000 |

Tableau 8 - Nombres de stagiaires (St) et d'heures de stage (H) selon la classe de taille des entreprises et le niveau de qualification initial des stagiaires

| Niveau de qualification initial Classe de taille | | | | | | TOTAL |
|---|---|--|--|----------------------|--|-------|
| | Manoeuvres Ouvriers spécial. Employés non qual. | Ouvriers qualifiés Employés qualifiés | Agents de maîtrise Agents techniques Techniciens | Ingénieurs et cadres | | |

1980

| | | | | | | |
|---------------------------|----|------------|------------|------------|------------|------------|
| 10 à 19 salariés | H | 220 000 | 450 000 | 270 000 | 230 000 | 1 170 000 |
| | St | 2 500 | 10 500 | 4 100 | 6 200 | 23 300 |
| 20 à 49 salariés | H | 670 000 | 1 890 000 | 680 000 | 900 000 | 4 140 000 |
| | St | 11 500 | 42 100 | 15 600 | 21 800 | 91 000 |
| 50 à 499 salariés | H | 3 750 000 | 8 110 000 | 3 970 000 | 3 330 000 | 19 160 000 |
| | St | 65 100 | 183 300 | 85 900 | 78 100 | 412 400 |
| 500 à 1 999 salariés | H | 2 980 000 | 7 100 000 | 4 080 000 | 2 950 000 | 17 110 000 |
| | St | 57 500 | 149 500 | 84 100 | 67 900 | 359 000 |
| 2 000 salariés et plus | H | 9 520 000 | 25 350 000 | 16 690 000 | 6 540 000 | 58 100 000 |
| | St | 126 200 | 443 500 | 260 700 | 119 500 | 949 900 |
| TOTAL | H | 17 140 000 | 42 900 000 | 25 690 000 | 13 950 000 | 99 680 000 |
| | St | 262 800 | 828 900 | 450 400 | 293 500 | 1 835 600 |

1981 (provisoire)

| | | | | | | |
|---------------------------|----|------------|------------|------------|------------|------------|
| 10 à 19 salariés | H | 150 000 | 470 000 | 170 000 | 160 000 | 950 000 |
| | St | 1 800 | 10 000 | 3 500 | 5 000 | 20 300 |
| 20 à 49 salariés | H | 530 000 | 1 610 000 | 580 000 | 690 000 | 3 410 000 |
| | St | 8 800 | 35 300 | 12 700 | 17 800 | 74 600 |
| 50 à 499 salariés | H | 2 990 000 | 7 610 000 | 3 690 000 | 3 040 000 | 17 330 000 |
| | St | 60 800 | 177 900 | 79 700 | 73 900 | 392 300 |
| 500 à 1 999 salariés | H | 2 730 000 | 6 790 000 | 4 050 000 | 2 910 000 | 16 480 000 |
| | St | 52 100 | 150 100 | 84 800 | 67 600 | 354 600 |
| 2 000 salariés et plus | H | 8 130 000 | 22 930 000 | 15 950 000 | 6 260 000 | 53 270 000 |
| | St | 108 300 | 401 900 | 249 400 | 109 600 | 869 200 |
| TOTAL | H | 14 530 000 | 39 410 000 | 24 440 000 | 13 060 000 | 91 440 000 |
| | St | 231 800 | 775 200 | 430 100 | 273 900 | 1 711 000 |

Tableau 9 - Répartition des stagiaires selon leur catégorie professionnelle

1981 (données provisoires)

| Classe de taille | 1 10 à 19 salariés | | 2 20 à 49 salariés | | 3 50 à 499 salariés | | 4 500 à 1 999 salariés | | 5 2 000 salariés ou plus | | TOTAL | |
|--|--------------------------|------|--------------------------|------|---------------------------|------|------------------------------|------|--------------------------------|------|-------|------|
| | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 |
| Manoeuvres - OS | 11 | 9 | 13 | 12 | 16 | 16 | 16 | 15 | 13 | 12 | 14 | 14 |
| Ouvriers qualifiés Employés qualifiés | 45 | 49 | 46 | 47 | 44 | 45 | 42 | 42 | 47 | 46 | 45 | 45 |
| Agents de maîtrise Agents techniques | 17 | 17 | 17 | 17 | 21 | 20 | 23 | 24 | 27 | 29 | 25 | 25 |
| Ingénieurs - Cadres | 27 | 25 | 24 | 24 | 19 | 19 | 19 | 19 | 13 | 13 | 16 | 16 |
| TOTAL | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Tableau 10 - Pourcentage des nombres de salariés ayant bénéficié de stages
selon leur catégorie professionnelle

1980 (sauf Secteur 24 : Bâtiment - Génie civil)

| | |
|---|------|
| | % |
| Manoeuvres-OS-Employés non qualifiés | 10,5 |
| Ouvriers qualifiés-Employés qualifiés | 19 |
| Agents de maîtrise-Agents techniques-Techniciens | 29,4 |
| Ingénieurs-Cadres | 34,6 |
| Ensemble | 19,6 |

Tableau 11 - Durée moyenne des stages (heures)

(1981 : données provisoires)

| Classe de taille | 1 10 à 19 salariés | | 2 20 à 49 salariés | | 3 50 à 499 salariés | | 4 500 à 1 999 salariés | | 5 2 000 salariés ou plus | | TOTAL | |
|--|--------------------------|------|--------------------------|------|---------------------------|------|------------------------------|------|--------------------------------|------|-------|------|
| | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 |
| Manoeuvres - OS | 87 | 86 | 59 | 60 | 58 | 49 | 52 | 52 | 75 | 75 | 65 | 63 |
| Ouvriers qualifiés Employés qualifiés | 43 | 46 | 44 | 46 | 44 | 43 | 47 | 45 | 57 | 57 | 52 | 51 |
| Agents de maîtrise Agents techniques | 66 | 47 | 44 | 45 | 46 | 46 | 48 | 48 | 64 | 64 | 57 | 57 |
| Ingénieurs - Cadres | 38 | 33 | 42 | 39 | 43 | 41 | 43 | 43 | 55 | 57 | 48 | 48 |
| TOTAL | 50 | 47 | 45 | 46 | 46 | 44 | 48 | 46 | 61 | 61 | 54 | 53 |

Tableau 12 - Dépenses moyennes de formation par salarié (francs)

(1981 : données provisoires)

| Classe de taille | 1 10 à 19 salariés | | 2 20 à 49 salariés | | 3 50 à 499 salariés | | 4 500 à 1 999 salariés | | 5 2 000 salariés ou plus | | TOTAL | |
|----------------------|--------------------------|------|--------------------------|------|---------------------------|------|------------------------------|-------|--------------------------------|-------|-------|-------|
| | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 |
| Dépenses par salarié | 510 | 589 | 605 | 678 | 752 | 860 | 1 089 | 1 234 | 1 926 | 2 417 | 1 118 | 1 307 |

Tableau 13 - Répartition des stages individuels

| Nombre total de stages individuels organisés : | | | | |
|--|----------------------------------|----------------------------------|-------|---|
| Types de stages | à l'intérieur de l'entreprise | en application de conventions | Total | dont jeunes travailleurs stagiaires |

Année 1980

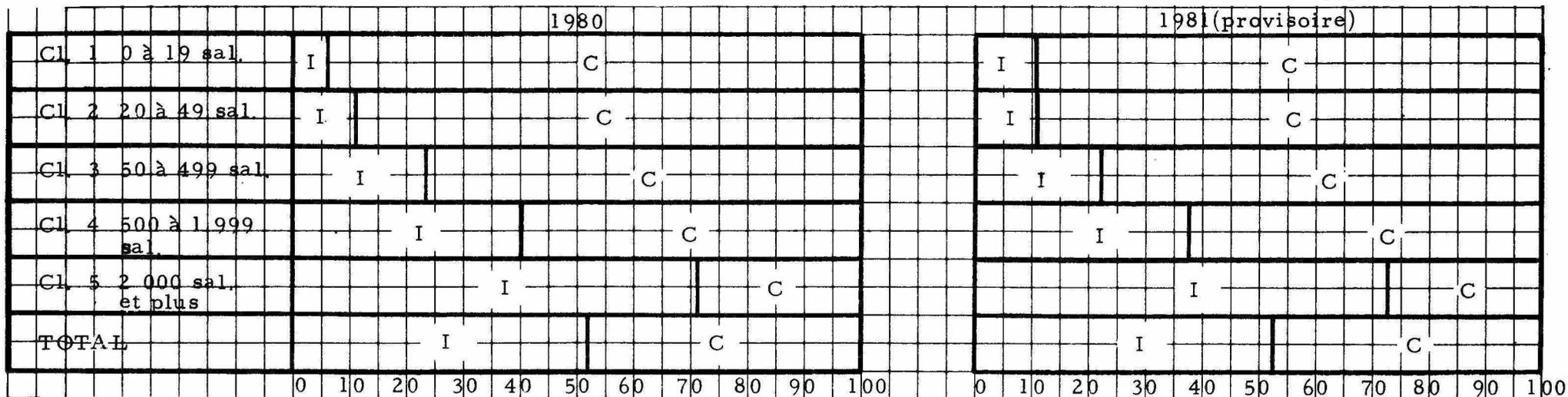
| | | | | |
|-------------------------------|------------------|------------------|------------------|---------------|
| Prévention | 25 000 | 37 500 | 62 500 | 700 |
| Adaptation | 184 800 | 54 700 | 239 500 | 10 400 |
| Promotion professionnelle | 89 000 | 87 900 | 176 900 | 3 600 |
| Entretien ou perfectionnement | 781 000 | 859 200 | 1 640 200 | 11 700 |
| Totaux | 1 079 800 | 1 039 300 | 2 119 100 | 26 400 |

Année 1981 (données provisoires)

| | | | | |
|-------------------------------|------------------|----------------|------------------|---------------|
| Prévention | 21 500 | 35 900 | 57 400 | 600 |
| Adaptation | 160 500 | 49 100 | 209 600 | 7 400 |
| Promotion professionnelle | 82 600 | 75 900 | 158 500 | 2 800 |
| Entretien ou perfectionnement | 782 500 | 968 600 | 1 590 100 | 11 500 |
| Totaux | 1 047 100 | 968 500 | 2 015 600 | 22 300 |

Tableau 14 - Structure des nombres de stages individuels (en %)

Selon qu'ils sont organisés à l'intérieur de l'entreprise (I) ou en application de conventions (C)



Selon leur type : Prévention (P), Adaptation (A), Promotion Professionnelle (PP)
Entretien ou perfectionnement des connaissances (EP)

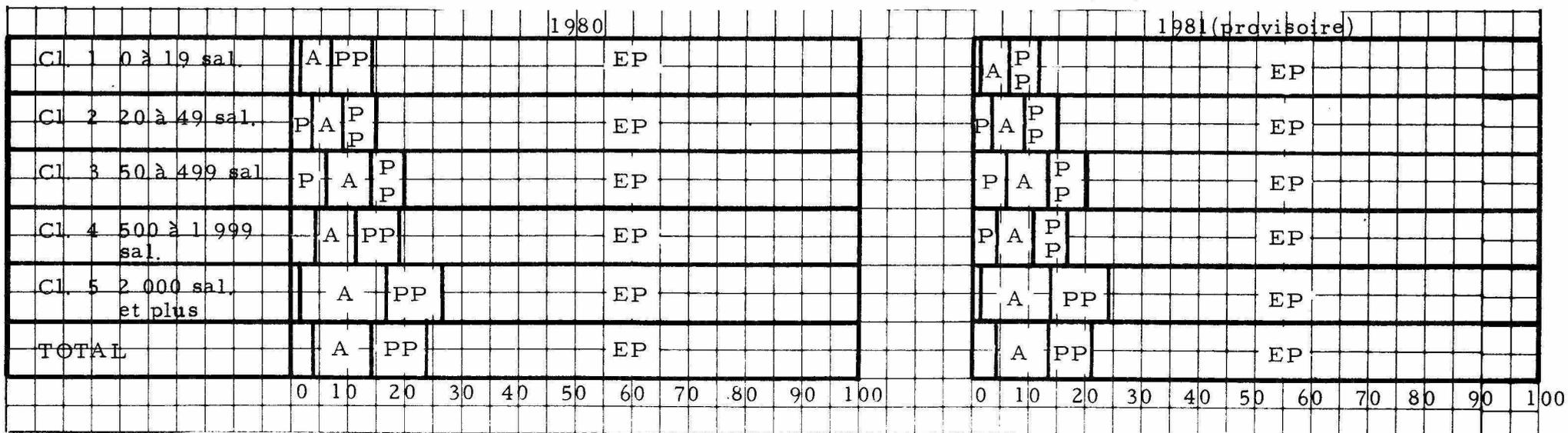


Tableau 15 - Répartition des congés de formation

(1981 : données provisoires)

Selon le genre de bénéficiaires

| | Jeunes | Rémunérés par l'entreprise | Non rémunérés par l'entreprise | TOTAL |
|------|--------|----------------------------|--------------------------------|--------|
| 1980 | 800 | 34 400 | 4 800 | 40 000 |
| 1981 | 400 | 39 100 | 4 300 | 43 800 |

Selon la catégorie professionnelle

| | Manoeuvres-OQ | Ouvriers qualifiés Employés qualifiés | Agents de maîtrise Agents techniques | Ingénieurs-Cadres | TOTAL |
|------|---------------|--|---|-------------------|--------|
| 1980 | 6 800 | 20 600 | 9 000 | 3 600 | 40 000 |
| 1981 | 12 400 | 20 500 | 7 500 | 3 400 | 43 800 |

Selon la classe de taille des entreprises

| | 1 10 à 19 salariés | 2 20 à 49 salariés | 3 50 à 499 salariés | 4 500 à 1 999 salariés | 5 2 000 salariés ou plus | TOTAL |
|------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|--------------------------------|--------|
| 1980 | - | 1 000 | 3 400 | 10 000 | 25 600 | 40 000 |
| 1981 | 200 | 400 | 2 300 | 8 700 | 32 200 | 43 800 |

Tableau 16 - Principales données régionales - 1980

| REGION | Entreprises | Salariés | | | | | | | Dépenses consenties | | | Stagiaires | | | Ratio 8/3 t3 % | Heures de stage (milliers) |
|------------------------|-------------|----------|-------------------------------|-------|-------|-------|-------|-----------------------|---------------------|-----------|---------|---------------|-----------|----|----------------------|----------------------------------|
| | | Nombres | Structure par Cl. de taille % | | | | | Millions de francs | Entr. % | Sal. % | Nombres | Entr. t2 % | Sal. % | | | |
| | | | 4 | | | | | | | | | | | 8 | | |
| 1 | 2 | 3 | Cl. 1 | Cl. 2 | Cl. 3 | Cl. 4 | Cl. 5 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | |
| ILE DE FRANCE | 11 | 31 655 | 4 551 000 | 4 | 8 | 21 | 16 | 51 | 6 942 | 92 | 99 | 1 117 200 | 38 | 84 | 25 | 61 660. |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 21 | 3 360 | 200 000 | 9 | 21 | 46 | 16 | 8 | 132 | 92 | 97 | 24 100 | 45 | 74 | 12 | 1 100. |
| PICARDIE | 22 | 3 649 | 204 000 | 10 | 22 | 43 | 16 | 9 | 142 | 91 | 97 | 25 600 | 41 | 71 | 13 | 1 090. |
| HAUTE-NORMANDIE | 23 | 3 457 | 211 000 | 9 | 21 | 41 | 24 | 5 | 155 | 91 | 97 | 26 900 | 41 | 72 | 13 | 1 290. |
| CENTRE | 24 | 4 996 | 271 000 | 10 | 23 | 47 | 18 | 2 | 201 | 94 | 98 | 34 400 | 33 | 62 | 13 | 1 480. |
| BASSE-NORMANDIE | 25 | 2 459 | 141 000 | 9 | 23 | 44 | 12 | 12 | 96 | 94 | 98 | 14 700 | 34 | 54 | 10 | 610. |
| BOURGOGNE | 26 | 3 481 | 191 000 | 10 | 23 | 45 | 14 | 8 | 132 | 95 | 98 | 22 600 | 35 | 62 | 12 | 1 040. |
| NORD | 31 | 8 470 | 624 000 | 7 | 17 | 36 | 18 | 22 | 490 | 92 | 98 | 93 100 | 47 | 79 | 15 | 4 630. |
| LORRAINE | 41 | 4 592 | 356 000 | 7 | 15 | 38 | 17 | 23 | 325 | 96 | 99 | 44 200 | 26 | 59 | 12 | 3 050. |
| ALSACE | 42 | 3 579 | 272 000 | 7 | 16 | 36 | 22 | 19 | 223 | 98 | 100 | 35 800 | 36 | 62 | 13 | 1 650. |
| FRANCHE-COMTE | 43 | 2 456 | 149 000 | 9 | 20 | 41 | 16 | 14 | 105 | 98 | 99 | 17 800 | 31 | 61 | 12 | 770. |
| PAYS DE LA LOIRE | 52 | 5 867 | 365 000 | 8 | 21 | 43 | 23 | 5 | 273 | 93 | 98 | 47 600 | 37 | 65 | 13 | 2 410. |
| BRETAGNE | 53 | 5 549 | 272 000 | 12 | 25 | 45 | 15 | 3 | 208 | 95 | 98 | 37 200 | 37 | 59 | 14 | 1 630. |
| POITOU-CHARENTES | 54 | 3 162 | 172 000 | 10 | 23 | 42 | 12 | 13 | 147 | 94 | 98 | 22 200 | 43 | 68 | 13 | 1 250. |
| AQUITAINE | 72 | 5 633 | 273 000 | 12 | 26 | 41 | 14 | 7 | 214 | 86 | 95 | 32 900 | 38 | 67 | 12 | 1 610. |
| MIDI-PYRENEES | 73 | 4 888 | 234 000 | 12 | 27 | 42 | 15 | 4 | 165 | 93 | 98 | 24 400 | 30 | 56 | 10 | 1 270. |
| LIMOUSIN | 74 | 1 454 | 81 000 | 10 | 21 | 47 | 13 | 9 | 55 | 95 | 99 | 10 500 | 41 | 70 | 13 | 470. |
| RHONE-ALPES | 82 | 14 273 | 902 000 | 9 | 20 | 36 | 18 | 16 | 740 | 95 | 99 | 121 700 | 41 | 72 | 14 | 6 400. |
| AUVERGNE | 83 | 2 577 | 178 000 | 8 | 18 | 32 | 10 | 32 | 222 | 96 | 99 | 26 200 | 37 | 75 | 15 | 3 150. |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 91 | 3 033 | 124 000 | 15 | 31 | 39 | 12 | 3 | 90 | 87 | 95 | 13 300 | 34 | 60 | 11 | 730. |
| PROV. -ALPES-C. D'AZUR | 93 | 7 441 | 380 000 | 11 | 26 | 36 | 17 | 10 | 301 | 93 | 98 | 42 800 | 32 | 61 | 11 | 2 370. |
| CORSE | 94 | 240 | 9 000 | 16 | 36 | 48 | 0 | 0 | 5 | 92 | 95 | 400 | 16 | 26 | 5 | 20. |
| FRANCE ENTIERE | | 126 331 | 10 161 000 | 7 | 15 | 31 | 17 | 30 | 11 363 | 93 | 98 | 1 835 600 | 37 | 74 | 18,1 | 99 680. |

Colonne 6 Proportion de nombres d'entreprises, et : Colonne 7 de leurs salariés, ayant : consenti des dépenses autres que le versement du 15/9/80
 " 9 " " " " 10 " " " " eu des stagiaires

Tableau 17 - Principales masses de dépenses par Région (Millions de francs)

| REGION | 1980 | | | | | | 1981 (données provisoires) | | | | | | |
|-----------------------|------------------------|-------------|---------------------|-------|--------|-------|----------------------------|-------------|---------------------|-------|--------|-------|--------|
| | Fonctionnement interne | Conventions | Rémunér. stagiaires | FAF | Autres | Total | Fonctionnement interne | Conventions | Rémunér. stagiaires | FAF | Autres | Total | |
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| ILE DE FRANCE | 11 | 1 514 | 1 211 | 3 083 | 238 | 949 | 6 995 | 1 686 | 1 243 | 3 386 | 262 | 1 014 | 7 591 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 21 | 6,1 | 41 | 40 | 15 | 31 | 133 | 6,6 | 42 | 41 | 18 | 35 | 143 |
| PICARDIE | 22 | 8,8 | 48 | 42 | 12 | 32 | 143 | 9,7 | 53 | 47 | 14 | 38 | 162 |
| HAUTE-NORMANDIE | 23 | 8,6 | 40 | 47 | 26 | 35 | 157 | 9,1 | 41 | 50 | 34 | 39 | 174 |
| CENTRE | 24 | 14 | 53 | 57 | 33 | 45 | 202 | 13 | 58 | 61 | 38 | 47 | 217 |
| BASSE-NORMANDIE | 25 | 4,2 | 21 | 24 | 25 | 23 | 97 | 4,3 | 21 | 19 | 31 | 23 | 98 |
| BOURGOGNE | 26 | 8,2 | 34 | 39 | 23 | 31 | 135 | 6,4 | 32 | 33 | 28 | 30 | 129 |
| NORD | 31 | 61 | 127 | 182 | 30 | 100 | 500 | 60 | 137 | 203 | 41 | 112 | 553 |
| LORRAINE | 41 | 42 | 47 | 129 | 63 | 55 | 336 | 49 | 57 | 156 | 72 | 65 | 399 |
| ALSACE | 42 | 20 | 38 | 64 | 59 | 44 | 225 | 21 | 42 | 73 | 69 | 51 | 256 |
| FRANCHE-COMTE | 43 | 7 | 22 | 30 | 23 | 25 | 107 | 6,1 | 20 | 24 | 24 | 26 | 100 |
| PAYS DE LA LOIRE | 52 | 23 | 66 | 87 | 47 | 55 | 278 | 22 | 68 | 89 | 58 | 65 | 302 |
| BRETAGNE | 53 | 14 | 48 | 63 | 38 | 48 | 211 | 15 | 48 | 69 | 46 | 52 | 230 |
| POITOU-CHARENTES | 54 | 15 | 33 | 54 | 16 | 30 | 148 | 13 | 37 | 53 | 17 | 35 | 155 |
| AQUITAINE | 72 | 21 | 56 | 68 | 24 | 47 | 216 | 20 | 58 | 65 | 23 | 47 | 213 |
| MIDI-PYRENEES | 73 | 8,5 | 37 | 48 | 36 | 38 | 168 | 9,1 | 41 | 53 | 40 | 43 | 186 |
| LIMOUSIN | 74 | 3,2 | 16 | 18 | 5,5 | 13 | 56 | 2,9 | 17 | 21 | 7,3 | 16 | 64 |
| RHONE-ALPES | 82 | 69 | 189 | 249 | 92 | 151 | 750 | 79 | 193 | 257 | 119 | 169 | 817 |
| AUVERGNE | 83 | 36 | 22 | 123 | 18 | 36 | 235 | 42 | 23 | 131 | 21 | 42 | 259 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 91 | 5,5 | 24 | 26 | 15 | 21 | 92 | 7,5 | 33 | 33 | 24 | 30 | 127 |
| PROV. ALPES-C. D'AZUR | 93 | 26 | 77 | 90 | 44 | 67 | 304 | 24 | 84 | 88 | 51 | 70 | 317 |
| CORSE | 94 | 0,2 | 0,6 | 0,9 | 2,3 | 1,2 | 5,2 | 0,3 | 0,5 | 0,5 | 2,2 | 1,6 | 4,6 |
| FRANCE ENTIERE | | 1 915 | 2 251 | 4 564 | 885 | 1 878 | 11 493 | 2 106 | 2 350 | 4 953 | 1 038 | 2 049 | 12 496 |

Col. 6 = Total, y compris subventions perçues

Tableau 18 - Taux de participation financière t₁ %, par Région

(1981 : données provisoires)

| Classe de taille | 1 10 à 19 salariés | | 2 20 à 49 salariés | | 3 50 à 499 salariés | | 4 500 à 1 999 salariés | | 5 2 000 salariés et plus | | TOTAL | | |
|------------------------|--------------------------|------|--------------------------|------|---------------------------|------|------------------------------|------|--------------------------------|------|-------|------|------|
| | Année | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 | 1980 | 1981 |
| REGION | | | | | | | | | | | | | |
| ILE DE FRANCE | 11 | 0,9 | 0,9 | 1,05 | 1,05 | 1,32 | 1,32 | 1,73 | 1,73 | 2,92 | 3,22 | 2,19 | 2,31 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 21 | 0,9 | 0,9 | 1,1 | 1,15 | 1,29 | 1,28 | 1,43 | 1,45 | 1,24 | 1,11 | 1,24 | 1,24 |
| PICARDIE | 22 | 0,95 | 0,9 | 1,05 | 1,05 | 1,29 | 1,31 | 1,66 | 1,70 | 1,46 | 1,49 | 1,29 | 1,31 |
| HAUTE-NORMANDIE | 23 | 0,95 | 0,9 | 1,05 | 1,2 | 1,26 | 1,27 | 1,60 | 1,55 | 1,20 | 1,15 | 1,28 | 1,30 |
| CENTRE | 24 | 1,0 | 0,95 | 1,1 | 1,1 | 1,36 | 1,37 | 1,87 | 1,88 | 1,23 | 1,30 | 1,37 | 1,38 |
| BASSE-NORMANDIE | 25 | 1,0 | 0,9 | 1,1 | 1,0 | 1,28 | 1,28 | 1,77 | 1,49 | 1,48 | 1,67 | 1,31 | 1,26 |
| BOURGOGNE | 26 | 1,0 | 1,0 | 1,15 | 1,1 | 1,34 | 1,28 | 1,76 | 1,72 | 1,20 | 1,27 | 1,31 | 1,29 |
| NORD | 31 | 0,95 | 0,95 | 1,05 | 1,05 | 1,27 | 1,27 | 1,61 | 1,53 | 2,0 | 2,27 | 1,46 | 1,48 |
| LORRAINE | 41 | 1,05 | 1,1 | 1,15 | 1,35 | 1,32 | 1,32 | 1,50 | 1,48 | 2,63 | 2,46 | 1,66 | 1,68 |
| ALSACE | 42 | 1,1 | 1,25 | 1,15 | 1,15 | 1,33 | 1,32 | 1,63 | 1,71 | 1,68 | 1,72 | 1,43 | 1,45 |
| FRANCHE-COMTE | 43 | 1,1 | 1,15 | 1,15 | 1,15 | 1,34 | 1,34 | 1,56 | 1,30 | 1,53 | 1,38 | 1,34 | 1,29 |
| PAYS DE LA LOIRE | 52 | 1,0 | 1,0 | 1,1 | 1,1 | 1,28 | 1,31 | 1,92 | 1,79 | 2,12 | 1,96 | 1,43 | 1,39 |
| BRETAGNE | 53 | 1,0 | 1,05 | 1,2 | 1,1 | 1,40 | 1,39 | 2,05 | 1,97 | 2,84 | 3,36 | 1,46 | 1,44 |
| POITOU-CHARENTES | 54 | 1,1 | 1,0 | 1,2 | 1,05 | 1,33 | 1,29 | 1,94 | 1,95 | 3,11 | 2,59 | 1,62 | 1,52 |
| AQUITAINE | 72 | 0,8 | 0,9 | 1,05 | 1,05 | 1,33 | 1,30 | 1,60 | 1,79 | 2,99 | 3,01 | 1,44 | 1,46 |
| MIDI-PYRENEES | 73 | 1,05 | 0,95 | 1,15 | 1,1 | 1,40 | 1,36 | 1,65 | 1,74 | 1,59 | 1,75 | 1,35 | 1,35 |
| LIMOUSIN | 74 | 1,2 | 1,0 | 1,15 | 1,15 | 1,39 | 1,39 | 1,57 | 1,79 | 1,10 | 1,10 | 1,33 | 1,34 |
| RHONE-ALPES | 82 | 1,0 | 0,95 | 1,1 | 1,1 | 1,28 | 1,26 | 1,61 | 1,56 | 2,10 | 2,19 | 1,44 | 1,42 |
| AUVERGNE | 83 | 1,05 | 1,15 | 1,1 | 1,1 | 1,41 | 1,40 | 1,52 | 1,82 | 4,04 | 4,00 | 2,29 | 2,31 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 91 | 1,0 | 1,05 | 1,1 | 1,1 | 1,41 | 1,48 | 2,33 | 2,25 | * | * | 1,36 | 1,48 |
| PROV. -ALPES-C. D'AZUR | 93 | 0,95 | 0,95 | 1,1 | 1,1 | 1,25 | 1,35 | 1,94 | 1,81 | 2,14 | 2,15 | 1,39 | 1,39 |
| CORSE | 94 | 1,0 | 1,05 | 0,95 | 1,0 | 1,48 | 1,26 | - | - | - | - | 1,24 | 1,13 |
| FRANCE ENTIERE | | 0,96 | 0,97 | 1,09 | 1,09 | 1,32 | 1,32 | 1,72 | 1,71 | 2,78 | 3,03 | 1,83 | 1,87 |

La Région 91 LANGUEDOC-ROUSSILLON ne comportant qu'une entreprise de la classe 5, les données correspondantes ne sont pas fournies.

Tableau 19 - Taux de participation financière t₁ en 1980, par Région



Tableau 20 - Nombre de stagiaires (St) et d'heures de stage, en milliers (KH) par Région selon le niveau de qualification initial des stagiaires

1980

| REGION | NIVEAU | KH St | Manoeuvres Ouvriers spécial. | | Ouvriers qualifiés Employés qual. | | Agents de maîtr. Agents techniques Techniciens | | Ingénieurs Cadres | | TOTAL |
|----------------------|--------|----------|---------------------------------|--|--------------------------------------|--|--|--|----------------------|--|----------------------|
| | | | | | | | | | | | |
| ILE DE FRANCE | 11 | KH St | 7 660. 128 300 | | 26 740. 500 400 | | 17 910. 302 600 | | 9 350. 185 900 | | 61 660. 1 117 200 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 21 | KH St | 320. 5 300 | | 440. 10 600 | | 210. 4 800 | | 130. 3 400 | | 1 100. 24 100 |
| PICARDIE | 22 | KH St | 230. 5 200 | | 470. 11 000 | | 210. 4 900 | | 180. 4 500 | | 1 090. 25 600 |
| HAUTE-NORMANDIE | 23 | KH St | 250. 4 400 | | 660. 13 500 | | 220. 5 000 | | 160. 4 000 | | 1 290. 26 900 |
| CENTRE | 24 | KH St | 320. 6 000 | | 650. 16 200 | | 260. 6 200 | | 250. 6 000 | | 1 480. 34 400 |
| BASSE-NORMANDIE | 25 | KH St | 150. 2 800 | | 260. 6 900 | | 120. 3 000 | | 80. 2 000 | | 610. 14 700 |
| BOURGOGNE | 26 | KH St | 270. 4 700 | | 450. 10 400 | | 190. 4 300 | | 130. 3 200 | | 1 040. 22 600 |
| NORD | 31 | KH St | 1 440. 23 500 | | 1 990. 39 400 | | 740. 18 300 | | 460. 11 900 | | 4 630. 93 100 |
| LORRAINE | 41 | KH St | 950. 8 000 | | 1 340. 22 200 | | 530. 8 700 | | 230. 5 300 | | 3 050. 44 200 |
| ALSACE | 42 | KH St | 270. 5 400 | | 790. 16 800 | | 340. 7 600 | | 250. 6 000 | | 1 650. 35 800 |
| FRANCHE-COMTE | 43 | KH St | 190. 2 700 | | 290. 8 000 | | 170. 4 300 | | 120. 2 800 | | 770. 17 800 |
| PAYS DE LA LOIRE | 52 | KH St | 630. 9 000 | | 1 060. 22 600 | | 470. 10 000 | | 250. 6 000 | | 2 410. 47 600 |
| BRETAGNE | 53 | KH St | 420. 8 100 | | 670. 16 700 | | 310. 6 700 | | 230. 5 700 | | 1 630. 37 200 |
| POITOU-CHARENTES | 54 | KH St | 180. 3 100 | | 710. 11 700 | | 200. 4 000 | | 160. 3 400 | | 1 250. 22 200 |
| AQUITAINE | 72 | KH St | 300. 5 000 | | 670. 15 100 | | 360. 7 200 | | 280. 5 600 | | 1 610. 32 900 |
| MIDI-PYRENEES | 73 | KH St | 250. 3 900 | | 580. 10 800 | | 270. 5 700 | | 170. 4 000 | | 1 270. 24 400 |
| LIMOUSIN | 74 | KH St | 110. 2 200 | | 180. 4 600 | | 120. 2 500 | | 60. 1 200 | | 470. 10 500 |
| RHONE-ALPES | 82 | KH St | 1 090. 18 300 | | 2 950. 54 600 | | 1 500. 28 300 | | 860. 20 500 | | 6 400. 121 700 |
| AUVERGNE | 83 | KH St | 1 260. 8 100 | | 650. 9 600 | | 1 070. 6 000 | | 170. 2 500 | | 3 150. 26 200 |
| LANGUEDOC-ROUSS. | 91 | KH St | 210. 2 400 | | 320. 6 700 | | 120. 2 300 | | 80. 1 900 | | 730. 13 300 |
| PROV. -ALPES-C. D'A. | 93 | KH St | 640. 6 400 | | 1 020. 20 900 | | 370. 7 900 | | 340. 7 600 | | 2 370. 42 800 |
| CORSE | 94 | KH St | 3. 30 | | 8. 250 | | 3. 70 | | 7. 80 | | 21. 430 |
| FRANCE ENTIERE | | KH St | 17 140. 262 800 | | 42 900. 828 900 | | 25 690. 450 400 | | 13 950. 293 500 | | 99 680. 1 835 600 |

Tableau 20 - Nombre de stagiaires (St) et d'heures de stage, en milliers (KH) par Région selon le niveau de qualification initial des stagiaires

1981 (provisoire)

| REGION | NIVEAU | KH St | Manoeuvres | Ouvriers qualifiés | Agents de maotr. | Ingénieurs | TOTAL |
|----------------------|--------|----------|--------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|----------------------|
| | | | Ouvriers spécial. | Employés qual. | Agents techniques Techniciens | Cadres | |
| ILE DE FRANCE | 11 | KH St | 6 940. 111 600 | 24 070. 468 700 | 16 820. 291 300 | 8 750. 172 200 | 56 580. 1 043 800 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 21 | KH St | 210. 4 900 | 420. 10 200 | 180. 4 300 | 140. 3 300 | 950. 22 700 |
| PICARDIE | 22 | KH St | 160. 4 000 | 470. 10 700 | 250. 5 100 | 180. 4 400 | 1 060. 24 200 |
| HAUTE-NORMANDIE | 23 | KH St | 230. 4 500 | 570. 12 800 | 210. 4 700 | 170. 3 500 | 1 180. 25 500 |
| CENTRE | 24 | KH St | 220. 4 000 | 640. 15 300 | 240. 5 600 | 230. 5 300 | 1 330. 30 200 |
| BASSE-NORMANDIE | 25 | KH St | 80. 2 400 | 220. 5 300 | 90. 2 200 | 60. 1 700 | 450. 11 600 |
| BOURGOGNE | 26 | KH St | 200. 3 100 | 320. 7 500 | 150. 3 300 | 110. 2 600 | 780. 16 500 |
| NORD | 31 | KH St | 1 500. 23 500 | 1 740. 33 800 | 720. 16 800 | 450. 11 900 | 4 410. 86 000 |
| LORRAINE | 41 | KH St | 720. 7 600 | 1 470. 21 500 | 630. 8 900 | 210. 4 700 | 3 030. 42 700 |
| ALSACE | 42 | KH St | 260. 4 400 | 780. 16 200 | 410. 8 100 | 230. 5 800 | 1 680. 34 500 |
| FRANCHE-COMTE | 43 | KH St | 120. 1 800 | 300. 6 000 | 120. 2 800 | 70. 1 800 | 610. 12 400 |
| PAYS DE LA LOIRE | 52 | KH St | 510. 8 000 | 990. 22 800 | 480. 10 100 | 240. 6 100 | 2 220. 47 000 |
| BRETAGNE | 53 | KH St | 360. 7 400 | 650. 16 100 | 320. 6 000 | 220. 5 500 | 1 550. 35 000 |
| POITOU-CHARENTES | 54 | KH St | 170. 3 200 | 620. 10 900 | 150. 3 700 | 140. 3 300 | 1 080. 21 100 |
| AQUITAINE | 72 | KH St | 190. 4 400 | 550. 12 900 | 320. 6 600 | 230. 4 800 | 1 290. 28 700 |
| MIDI-PYRENEES | 73 | KH St | 150. 3 000 | 590. 10 300 | 250. 5 100 | 170. 4 100 | 1 160. 22 500 |
| LIMOUSIN | 74 | KH St | 130. 2 000 | 190. 4 400 | 110. 2 600 | 60. 1 400 | 490. 10 400 |
| RHONE-ALPES | 82 | KH St | 800. 16 200 | 2 770. 50 800 | 1 410. 26 700 | 810. 19 100 | 5 790. 112 800 |
| AUVERGNE | 83 | KH St | 1 050. 8 100 | 620. 9 800 | 1 100. 6 900 | 190. 3 000 | 2 960. 27 800 |
| LANGUEDOC-ROUSS. | 91 | KH St | 140. 1 600 | 390. 9 400 | 140. 2 900 | 120. 3 000 | 790. 16 900 |
| PROV. -ALPES-C. D'A. | 93 | KH St | 390. 5 900 | 1 010. 19 600 | 340. 6 600 | 280. 6 400 | 2 020. 38 500 |
| CORSE | 94 | KH St | 4. 20 | 4. 120 | 2. 40 | 2. 50 | 12. 230 |
| FRANCE ENTIERE | | KH St | 14 530. 231 800 | 39 410. 775 200 | 24 440. 430 100 | 13 060. 273 900 | 91 440. 1 711 000 |

Tableau 21 - Principales données départementales - 1980

| Département | | Entreprises | Salariés | Dépenses millions de F. | Taux de p. financière t ₁ % | Nombre de stagiaires | Ratio 6/3 t ₃ % | Heures de stage (milliers) |
|-------------------------|----|-------------|----------|----------------------------|--|-------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| 1 | | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| AIN | 01 | 1 143 | 60 400 | 40. | 1,22 | 5 900 | 10 | 260. |
| AISNE | 02 | 1 209 | 63 100 | 43. | 1,27 | 7 100 | 11 | 360. |
| ALLIER | 03 | 766 | 34 900 | 24. | 1,31 | 3 600 | 10 | 180. |
| ALPES DE HAUTE PROVENCE | 04 | 202 | 6 900 | 6,4 | 1,72 | 900 | 13 | 50. |
| HAUTES ALPES | 05 | 226 | 7 800 | 5,8 | 1,30 | 500 | 6 | 21. |
| ALPES MARITIMES | 06 | 1 860 | 76 800 | 59. | 1,30 | 8 100 | 11 | 450. |
| ARDECHE | 07 | 490 | 24 200 | 16. | 1,24 | 3 000 | 12 | 110. |
| ARDENNES | 08 | 655 | 35 100 | 23. | 1,23 | 3 300 | 9 | 160. |
| ARIEGE | 09 | 264 | 12 400 | 8,3 | 1,27 | 800 | 6 | 40. |
| AUBE | 10 | 809 | 54 700 | 33. | 1,21 | 6 400 | 12 | 350. |
| AUDE | 11 | 438 | 15 400 | 9,3 | 1,27 | 1 100 | 7 | 80. |
| AVEYRON | 12 | 551 | 25 800 | 19,5 | 1,53 | 3 100 | 12 | 140. |
| BOUCHES-DU-RHONE | 13 | 3 273 | 208 800 | 172. | 1,44 | 26 200 | 13 | 1 510. |
| CALVADOS | 14 | 1 133 | 69 400 | 48. | 1,30 | 7 500 | 11 | 290. |
| CANTAL | 15 | 226 | 9 500 | 5,7 | 1,22 | 1 100 | 12 | 50. |
| CHARENTE | 16 | 680 | 40 700 | 28. | 1,27 | 4 400 | 11 | 220. |
| CHARENTE-MARITIME | 17 | 956 | 42 600 | 30. | 1,39 | 5 100 | 12 | 250. |
| CHER | 18 | 597 | 32 600 | 25. | 1,49 | 4 400 | 13 | 230. |
| CORREZE | 19 | 506 | 21 900 | 14. | 1,27 | 1 900 | 9 | 120. |
| CORSE | 20 | 240 | 9 000 | 5,2 | 1,24 | 400 | 4 | 21. |
| COTE D'OR | 21 | 1 127 | 65 100 | 49. | 1,40 | 7 400 | 11 | 330. |
| COTES-DU-NORD | 22 | 966 | 41 200 | 33. | 1,56 | 5 700 | 14 | 290. |
| CREUSE | 23 | 190 | 6 700 | 4,9 | 1,46 | 700 | 10 | 40. |
| DORDOGNE | 24 | 720 | 32 000 | 17,3 | 1,14 | 2 800 | 9 | 150. |
| DOUBS | 25 | 1 086 | 70 600 | 53. | 1,45 | 9 400 | 13 | 420. |
| DROME | 26 | 1 092 | 61 000 | 47. | 1,37 | 7 300 | 12 | 380. |
| EURE | 27 | 778 | 44 700 | 32. | 1,30 | 5 800 | 13 | 280. |
| EURE-ET-LOIR | 28 | 818 | 39 800 | 32. | 1,42 | 4 600 | 12 | 200. |
| FINISTERE | 29 | 1 750 | 93 300 | 73. | 1,48 | 12 300 | 13 | 500. |
| GARD | 30 | 914 | 41 600 | 28. | 1,26 | 4 500 | 11 | 260. |
| HAUTE-GARONNE | 31 | 1 676 | 93 100 | 72. | 1,37 | 12 000 | 13 | 620. |
| GERS | 32 | 287 | 12 000 | 7,5 | 1,21 | 900 | 8 | 60. |
| GIRONDE | 33 | 2 391 | 115 900 | 81. | 1,27 | 12 900 | 11 | 630. |
| HERAULT | 34 | 1 060 | 46 500 | 40. | 1,56 | 5 900 | 13 | 320. |
| ILLE-ET-VILAINE | 35 | 1 604 | 82 400 | 65. | 1,47 | 12 900 | 16 | 550. |
| INDRE | 36 | 548 | 27 700 | 15,9 | 1,17 | 2 300 | 8 | 100. |

Tableau 21 - Principales données départementales - 1980
(Suite)

| Département | Entreprises | Salariés | Dépenses millions de F. | Taux de p. financière t ₁ % | Nombre de stagiaires | Ratio 6/3 t ₃ % | Heures de stage (milliers) | |
|----------------------|-------------|----------|----------------------------|--|-------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--------|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | |
| INDRE-ET-LOIRE | 37 | 1 083 | 57 200 | 40. | 1,36 | 7 900 | 14 | 320. |
| ISERE | 38 | 2 208 | 147 200 | 131. | 1,53 | 23 700 | 16 | 1 320. |
| JURA | 39 | 730 | 37 200 | 26. | 1,24 | 4 200 | 11 | 150. |
| LANDES | 40 | 585 | 26 400 | 18,2 | 1,29 | 3 300 | 13 | 140. |
| LOIR-ET-CHER | 41 | 638 | 37 000 | 27. | 1,30 | 4 600 | 12 | 190. |
| LOIRE | 42 | 2 154 | 140 100 | 122. | 1,58 | 17 800 | 13 | 1 100. |
| HAUTE-LOIRE | 43 | 446 | 21 100 | 13,2 | 1,29 | 1 600 | 8 | 90. |
| LOIRE-ATLANTIQUE | 44 | 1 996 | 124 800 | 97. | 1,39 | 16 400 | 13 | 920. |
| LOIRET | 45 | 1 323 | 78 700 | 64. | 1,41 | 11 200 | 14 | 480. |
| LOT | 46 | 254 | 13 800 | 11,7 | 1,64 | 1 600 | 12 | 120. |
| LOT-ET-GARONNE | 47 | 608 | 27 800 | 18,3 | 1,30 | 3 400 | 12 | 160. |
| LOZERE | 48 | 99 | 3 200 | 2,1 | 1,26 | 200 | 6 | 14. |
| MAINE-ET-LOIRE | 49 | 1 556 | 93 600 | 60. | 1,30 | 10 400 | 11 | 510. |
| MANCHE | 50 | 732 | 40 300 | 27. | 1,26 | 3 800 | 9 | 160. |
| MARNE | 51 | 1 375 | 78 600 | 57. | 1,27 | 10 500 | 13 | 460. |
| HAUTE-MARNE | 52 | 523 | 31 800 | 20. | 1,20 | 4 100 | 13 | 150. |
| MAYENNE | 53 | 479 | 24 800 | 22. | 1,69 | 3 500 | 14 | 130. |
| MEURTHE-ET-MOSELLE | 54 | 1 260 | 98 800 | 81. | 1,45 | 12 000 | 12 | 670. |
| MEUSE | 55 | 412 | 25 400 | 18,2 | 1,41 | 3 100 | 12 | 190. |
| MORBIHAN | 56 | 1 233 | 55 300 | 38. | 1,34 | 6 700 | 12 | 310. |
| MOSELLE | 57 | 1 982 | 165 400 | 188. | 1,97 | 23 700 | 14 | 1 960. |
| NIEVRE | 58 | 415 | 21 000 | 14,3 | 1,29 | 3 000 | 14 | 160. |
| NORD | 59 | 5 898 | 475 700 | 392. | 1,51 | 74 400 | 16 | 3 710. |
| OISE | 60 | 1 339 | 80 100 | 60. | 1,29 | 10 700 | 13 | 440. |
| ORNE | 61 | 598 | 31 900 | 22. | 1,40 | 3 400 | 11 | 170. |
| PAS-DE-CALAIS | 62 | 2 581 | 151 100 | 105. | 1,28 | 19 700 | 13 | 980. |
| PUY-DE-DOME | 63 | 1 144 | 113 000 | 180. | 2,79 | 19 800 | 18 | 2 830. |
| PYRENEES-ATLANTIQUES | 64 | 1 332 | 71 300 | 80. | 1,85 | 10 700 | 15 | 550. |
| HAUTES-PYRENEES | 65 | 461 | 21 200 | 13,3 | 1,22 | 2 100 | 10 | 100. |
| PYRENEES-ORIENTALES | 66 | 546 | 19 900 | 15,4 | 1,43 | 2 400 | 12 | 130. |
| BAS-RHIN | 67 | 2 252 | 175 800 | 142. | 1,42 | 23 400 | 13 | 990. |
| HAUT-RHIN | 68 | 1 329 | 96 600 | 82. | 1,44 | 12 800 | 13 | 680. |
| RHONE | 69 | 4 785 | 348 700 | 299. | 1,45 | 50 100 | 14 | 2 630. |
| HAUTE-SAONE | 70 | 421 | 25 400 | 15,6 | 1,24 | 2 000 | 8 | 100. |
| SAONE-ET-LOIRE | 71 | 1 204 | 66 500 | 42. | 1,20 | 8 200 | 12 | 350. |
| SARTHE | 72 | 832 | 66 300 | 55. | 1,53 | 11 000 | 17 | 560. |

Tableau 21 - Principales données départementales - 1980
(Suite)

| Département | Entreprises | Salariés | Dépenses millions de F. | Taux de p. financière t ₁ % | Nombre de stagiaires | Ratio 6/3 t ₃ % | Heures de stage (milliers) | |
|-----------------------|-------------|----------|----------------------------|--|-------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---------|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | |
| SAVOIE | 73 | 909 | 47 000 | 37. | 1,40 | 5 900 | 13 | 290. |
| HAUTE-SAVOIE | 74 | 1 497 | 75 800 | 59. | 1,29 | 9 500 | 13 | 440. |
| VILLE DE PARIS | 75 | 14 756 | 2 758 900 | 4 972. | 2,56 | 812 700 | 29 | 45 610. |
| SEINE-MARITIME | 76 | 2 684 | 165 800 | 123. | 1,27 | 21 000 | 13 | 1 020. |
| SEINE-ET-MARNE | 77 | 1 604 | 87 700 | 78. | 1,46 | 12 000 | 14 | 640. |
| YVELINES | 78 | 1 919 | 151 100 | 131. | 1,31 | 21 300 | 14 | 1 020. |
| DEUX-SEVRES | 79 | 778 | 53 500 | 64. | 2,21 | 8 100 | 15 | 570. |
| SOMME | 80 | 1 106 | 60 500 | 41. | 1,31 | 8 200 | 14 | 320. |
| TARN | 81 | 1 045 | 42 700 | 27. | 1,25 | 3 100 | 7 | 150. |
| TARNE-ET-GARONNE | 82 | 360 | 14 500 | 8,8 | 1,27 | 1 000 | 7 | 40. |
| VAR | 83 | 989 | 43 200 | 34. | 1,35 | 4 500 | 10 | 250. |
| VAUCLUSE | 84 | 976 | 39 300 | 28. | 1,31 | 3 800 | 10 | 180. |
| VENDEE | 85 | 1 000 | 55 100 | 39. | 1,44 | 6 200 | 11 | 280. |
| VIENNE | 86 | 752 | 35 400 | 26. | 1,42 | 4 800 | 14 | 230. |
| HAUTE-VIENNE | 87 | 763 | 53 000 | 36. | 1,31 | 7 800 | 15 | 320. |
| VOSGES | 88 | 949 | 65 800 | 39. | 1,23 | 5 300 | 8 | 243. |
| YONNE | 89 | 739 | 38 000 | 27. | 1,34 | 3 900 | 10 | 210. |
| TERRITOIRE-DE-BELFORT | 90 | 233 | 15 600 | 11,1 | 1,29 | 2 100 | 13 | 110. |
| ESSONNE | 91 | 1 598 | 138 700 | 197. | 2,19 | 26 100 | 19 | 1 010. |
| HAUTS-DE-SEINE | 92 | 4 603 | 948 000 | 1 183. | 1,71 | 187 300 | 20 | 10 620. |
| SEINE-SAINT-DENIS | 93 | 2 699 | 204 000 | 154. | 1,20 | 26 100 | 13 | 1 070. |
| VAL-DE-MARNE | 94 | 3 014 | 200 600 | 167. | 1,31 | 24 100 | 12 | 1 240. |
| VAL D'OISE | 95 | 1 471 | 76 600 | 70. | 1,41 | 10 600 | 14 | 520. |

Tableau 22 - Taux de réponse par secteur, en % - 1980
(effectifs des salariés des entreprises ayant remis une déclaration 2483/
effectifs théoriques)

| | T | % | | T | % |
|--|----|-----|--|--------------------|-----|
| Ind. viande et lait | 02 | 95* | Commerce de gros aliment. | 25 | 104 |
| Autres ind. agric. et alim. | 03 | 93 | Commerce de gros non aliment. | 26 | 94 |
| Prod. de combustibles minér. solides et cokéfaction | 04 | 100 | Commerce de détail aliment. | 27 | 99 |
| Prod. de pétrole et gaz nat. | 05 | 115 | Commerce de détail non aliment. | 28 | 89 |
| Eau, gaz, électricité | 06 | 87 | Réparation et commerce de l'automobile | 29 | 83 |
| Sidérurgie | 07 | 92 | Hôtels, cafés, restaurants | 30 | 76 |
| Métaux non ferreux | 08 | 108 | Transports | 31 | 98 |
| Mat. constr., minerais div. | 09 | 89 | Services marchands aux entr. | 33 | 81 |
| Ind. du verre | 10 | 96 | Services marchands aux part. | 34 | 76 |
| Chimie | 11 | 94 | Location, créd. bafl immob. | 35 | /// |
| Parachimie | 12 | 92 | Assurances | 36 | 99 |
| Fonderie et travail des métaux | 13 | 92 | Organismes financiers | 37 | 95 |
| Construction mécanique | 14 | 94 | Services non marchands | 38 | 92 |
| Const. électri. et électronique | 15 | 89 | | | |
| Const. véhicules auto et autres mat. de transp. terr. | 16 | 98 | <u>Récapitulatif</u> | | |
| Const. navale et aéronaut., armement | 17 | 90 | Energie | 04, 05, 06 | 94 |
| Ind. textile et de l'habillement | 18 | 89 | Industries extractives et de transformation | 02, 03 07 à 23 | 92 |
| Ind. du cuir et de la chaussure | 19 | 91 | Ind. mise en oeuvre bât., génie civil et agricole | 24 | 84 |
| Ind. du bois, de l'ameublement, ind. diverses | 20 | 90 | Commerces | 25 à 28 | 95 |
| Ind. du papier-carton | 21 | 84 | Transports | 31 | 98 |
| Imprimerie, presse, édition | 22 | 90 | Services | 29, 30, 33, 34, 38 | 82 |
| Ind. du caoutchouc, transf. des matières plastiques | 23 | 88 | Assurances, organismes financiers | 36, 37 | 96 |
| Ind. mise en oeuvre bâtiment, génie civil et agricole | 24 | 84 | Total | | 90 |
| * Estimation | | | | | |

Tableau 23 - Comparaison du champ des statistiques de l'INSEE (Description des entreprises françaises selon leur taille et leur secteur d'activité en 1979) et des déclarations 2483 de 1979

Année 1979

| Secteurs d'activité | | | Nombres d'entreprises | | | | | | | | | | | |
|---------------------|----------------------------------|--|--------------------------|--------|--------------------------|--------|---------------------------|--------|------------------------------|-------|--------------------------------|------|---------|---------|
| | | | Classe 1 10 à 19 sal. | | Classe 2 20 à 49 sal. | | Classe 3 50 à 499 sal. | | Classe 4 500 à 1 999 sal. | | Classe 5 2 000 sal. ou plus | | TOTAL | |
| U | T | | INSEE | 2483 | INSEE | 2483 | INSEE | 2483 | INSEE | 2483 | INSEE | 2483 | INSEE | 2483 |
| 02 | 02, 03 | Industries agricoles et alimentaires | 2 163 | 1 504 | 1 707 | 1 755 | 1 035 | 1 120 | 89 | 101 | 22 | 22 | 5 016 | 4 502 |
| 03 | 04, 05, 06 | Energie | 69 | 52 | 90 | 85 | 74 | 67 | 9 | 11 | 13 | 14 | 255 | 229 |
| 04 | 07, 08, 09, 10 11, 13, 21, 23 | Industrie des biens intermédiaires | 4 422 | 3 558 | 4 748 | 4 602 | 3 031 | 2 814 | 305 | 279 | 80 | 78 | 12 586 | 11 331 |
| 05 A et B | 14, 15, 17 | Industrie des biens d'équipement professionnels et ménagers | 2 409 | 1 861 | 2 956 | 2 858 | 2 148 | 2 053 | 259 | 239 | 83 | 82 | 7 855 | 7 093 |
| 05 C | 16 | Matériel de transport terrestre | 192 | 168 | 298 | 292 | 287 | 279 | 63 | 67 | 28 | 27 | 868 | 833 |
| 06 | 12, 18, 19, 20, 22 | Industrie des biens de consommation courante | 5 914 | 4 602 | 6 446 | 6 087 | 4 146 | 3 949 | 305 | 295 | 27 | 26 | 16 838 | 14 959 |
| 07 | 24 | Bâtiment, génie civil et agricole | 12 135 | 8 245 | 8 768 | 7 823 | 3 263 | 2 859 | 160 | 145 | 34 | 33 | 24 360 | 19 105 |
| 08 | 25, 26, 27, 28 | Commerce | 15 883 | 12 554 | 10 706 | 10 348 | 3 732 | 3 440 | 208 | 192 | 63 | 66 | 30 592 | 26 600 |
| 09 | 31, 32 | Transports, Télécom. (P et T exclus) | 2 888 | 2 242 | 2 500 | 2 398 | 1 031 | 998 | 79 | 77 | 19 | 19 | 6 517 | 5 734 |
| 10 | 29, 30, 33, 34 | Services marchands sauf 82, 83, 84, 85 | 11 949 | 9 676 | 8 544 | 8 191 | 3 788 | 3 060 | 204 | 182 | 33 | 37 | 24 518 | 21 146 |
| 11 | 35 | Location, crédit bail immobilier | 833 | 139 | 505 | 147 | 229 | 111 | 5 | 3 | 1 | 0 | 1 573 | 400 |
| 12 | 36 | Assurances | 24 | 66 | 39 | 113 | 96 | 169 | 30 | 30 | 14 | 16 | 203 | 394 |
| 13 | 37 | Organismes financiers | 145 | 245 | 151 | 313 | 235 | 338 | 118 | 119 | 21 | 22 | 670 | 1 037 |
| U2 à 13 | | TOTAL | 59 026 | 44 912 | 47 458 | 45 012 | 23 095 | 21 257 | 1 834 | 1 740 | 438 | 442 | 131 851 | 113 363 |
| | | % | | 76 | | 95 | | 92 | | 95 | | 100 | | 86 |

Tableau 24 - Principales données sectorielles - 1980

| SECTEUR D'ACTIVITE ECONOMIQUE | Entreprises | Salariés | | | | | | | Dép. consenties | | Stagiaires | | Ratio 7/3 t ₃ % | Heures de stage (milliers) | Ratio 10/3 (heures) |
|---|-------------|----------|--------------------------------|-------|-------|-------|-------|-----------------------|-----------------|---------|---------------------------|----|----------------------------------|----------------------------------|---------------------------|
| | | Nombres | Structures par Cl. de taille % | | | | | Millions de francs | Entr. % | Nombres | Entr. t ₂ % | | | | |
| | | | Cl. 1 | Cl. 2 | Cl. 3 | Cl. 4 | Cl. 5 | | | | | | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | | | | | |
| Agriculture, sylviculture, pêche | T 01 | 2 377 | 92 000 | 18 | 29 | 30 | 4 | 19 | 63 | 82 | 21 400 | 33 | 23 | 500. | 5,4 |
| Industrie de la viande et du lait | T 02 | 1 554 | 165 000 | 3 | 13 | 39 | 27 | 18 | 116 | 94 | 25 400 | 43 | 15 | 820. | 5 |
| Autres industries alimentaires | T 03 | 2 957 | 237 000 | 7 | 15 | 35 | 24 | 19 | 198 | 90 | 38 200 | 43 | 16 | 1 370. | 5,8 |
| Prod. de combustibles minéraux solides et cokéfaction | T 04 | 9 | 64 000 | - | - | - | 2 | 98 | 182 | 100 | 30 000 | 78 | 47 | 2 120. | 33,4 |
| Prod. de pétrole et gaz naturel | T 05 | 60 | 44 000 | - | 2 | 5 | 2 | 91 | 162 | 98 | 18 700 | 73 | 43 | 1 150. | 26,3 |
| Prod. et distr. d'électricité, distr. de gaz et eau | T 06 | 157 | 142 000 | - | 1 | 5 | 5 | 89 | 611 | 95 | 56 800 | 76 | 40 | 4 320. | 30,5 |
| Prod. minerais-métaux ferreux, prem. transform. de l'acier | T 07 | 231 | 158 000 | - | 1 | 12 | 15 | 72 | 185 | 98 | 29 100 | 63 | 19 | 2 060. | 13,1 |
| Prod. minerais, métaux et demi-produits non ferreux | T 08 | 164 | 70 000 | 1 | 2 | 15 | 29 | 53 | 106 | 98 | 20 800 | 66 | 30 | 1 000. | 14,3 |
| Prod. matériaux de construct. et minéraux divers | T 09 | 2 143 | 153 000 | 7 | 19 | 34 | 23 | 17 | 134 | 95 | 21 500 | 42 | 14 | 1 020. | 6,7 |
| Industrie du verre | T 10 | 297 | 62 000 | 3 | 6 | 14 | 20 | 57 | 59 | 89 | 12 100 | 36 | 20 | 640. | 10,4 |
| Chimie de base, prod. fils et fibres artificiels et synthét. | T 11 | 435 | 139 000 | 1 | 3 | 19 | 14 | 63 | 221 | 97 | 34 500 | 63 | 25 | 2 040. | 14,7 |
| Parachimie et ind. pharmaceut. | T 12 | 1 004 | 166 000 | 2 | 6 | 37 | 36 | 19 | 237 | 97 | 42 700 | 60 | 26 | 1 960. | 11,8 |
| Fonderie et travail des métaux | T 13 | 5 804 | 416 000 | 7 | 19 | 43 | 14 | 17 | 289 | 94 | 43 300 | 39 | 10 | 2 220. | 5,3 |
| Construction mécanique | T 14 | 4 805 | 431 000 | 5 | 15 | 41 | 24 | 15 | 349 | 95 | 57 300 | 47 | 13 | 2 990. | 6,9 |
| Construction élect. et électron. | T 15 | 2 031 | 500 000 | 1 | 5 | 20 | 20 | 54 | 596 | 94 | 96 200 | 53 | 19 | 5 990. | 12 |
| Constr. véhicules auto et autres mat. de transport terrestre | T 16 | 823 | 488 000 | - | 2 | 10 | 11 | 77 | 524 | 96 | 88 100 | 50 | 18 | 6 120. | 12,5 |
| Constr. navale et aéron., armem. | T 17 | 333 | 147 000 | 1 | 2 | 11 | 17 | 69 | 169 | 95 | 29 100 | 61 | 20 | 1 720. | 11,8 |
| Ind. textile et de l'habillement | T 18 | 5 290 | 455 000 | 4 | 15 | 50 | 20 | 11 | 237 | 91 | 42 200 | 39 | 9 | 2 880. | 6,3 |
| Ind. du cuir et de la chaussure | T 19 | 1 080 | 98 000 | 4 | 14 | 51 | 22 | 9 | 49 | 89 | 9 300 | 38 | 10 | 560. | 5,6 |
| Ind. du bois, de l'ameublement, ind. diverses | T 20 | 4 582 | 252 000 | 9 | 25 | 49 | 14 | 3 | 138 | 93 | 20 000 | 35 | 8 | 850. | 3,4 |
| Ind. du papier-carton | T 21 | 838 | 101 000 | 3 | 10 | 48 | 24 | 15 | 76 | 93 | 15 400 | 52 | 15 | 540. | 5,3 |
| Imprimerie, presse, édition | T 22 | 2 790 | 164 000 | 9 | 22 | 43 | 22 | 4 | 154 | 96 | 17 100 | 38 | 10 | 1 010. | 6,2 |
| Ind. du caoutchouc, transf. des matières plastiques | T 23 | 1 452 | 202 000 | 3 | 10 | 28 | 16 | 43 | 245 | 95 | 33 200 | 45 | 16 | 3 340. | 16,5 |

Colonne 6 : Pourcentages des nombres d'entreprises ayant eu des dépenses autres que le versement du 15/9/80

" 8 : " " " " " des stagiaires

Tableau 24 - Principales données sectorielles - 1980 (suite)

| SECTEUR D'ACTIVITE ECONOMIQUE | Entreprises | Salariés | | | | | | Dép. consenties | | Stagiaires | | Ratio 7/3 t3 % | Heures de stage (milliers) | Ratio 10/3 (heures) |
|---|-------------|------------|--------------------------------|-------|-------|-------|-------|-----------------------|------------|------------|---------------|----------------------|----------------------------------|---------------------------|
| | | Nombres | Structures par Cl. de taille % | | | | | Millions de francs | Entr. % | Nombres | Entr. t2 % | | | |
| | | | 4 | Cl. 1 | Cl. 2 | Cl. 3 | Cl. 4 | | | | | | | |
| 1 | 2 | 3 | Cl. 1 | Cl. 2 | Cl. 3 | Cl. 4 | Cl. 5 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 |
| Ind. mise en oeuvre bâtiment, génie civil et agricole T 24 | 18 829 | 943 000 | 12 | 25 | 34 | 14 | 15 | 552 | 97 | 28 800 | 14 | 3 | 1 380. | 1,5 |
| Commerce de gros alimentaire T 25 | 5 056 | 213 000 | 15 | 29 | 42 | 7 | 7 | 139 | 92 | 23 200 | 36 | 11 | 790. | 3,7 |
| Commerce de gros non alimentaire T 26 | 11 687 | 521 000 | 14 | 28 | 38 | 13 | 7 | 456 | 94 | 75 200 | 43 | 14 | 3 110. | 6 |
| Commerce de détail alimentaire T 27 | 2 954 | 313 000 | 5 | 12 | 18 | 17 | 48 | 187 | 91 | 53 500 | 29 | 17 | 1 560. | 5 |
| Commerce de détail non alimentaire T 28 | 6 911 | 292 000 | 19 | 23 | 24 | 14 | 20 | 163 | 89 | 41 700 | 32 | 14 | 1 230. | 4,2 |
| Réparation et commerce de l'auto. T 29 | 4 825 | 180 000 | 16 | 36 | 36 | 2 | 10 | 130 | 97 | 33 300 | 60 | 18 | 1 090. | 6,1 |
| Hôtels-café-restaurants T 30 | 3 815 | 153 000 | 19 | 27 | 25 | 7 | 22 | 81 | 86 | 16 900 | 15 | 11 | 490. | 3,2 |
| Transports T 31 | 5 780 | 686 000 | 5 | 11 | 20 | 9 | 55 | 1 672 | 93 | 274 000 | 43 | 40 | 14 980. | 21,8 |
| Services marchands aux entrepr. T 33 | 10 567 | 586 000 | 11 | 21 | 37 | 16 | 15 | 603 | 91 | 96 500 | 46 | 16 | 4 570. | 7,8 |
| Services marchands aux particul. T 34 | 7 294 | 476 000 | 7 | 20 | 45 | 20 | 8 | 290 | 88 | 37 800 | 31 | 8 | 2 450. | 5,1 |
| Location et crédit-bail immobilier T 35 | 395 | 25 000 | 7 | 18 | 63 | 12 | 0 | 15 | 90 | 2 600 | 37 | 10 | 90. | 3,5 |
| Assurances T 36 | 395 | 142 000 | 1 | 3 | 19 | 22 | 55 | 273 | 98 | 57 600 | 72 | 41 | 3 110. | 21,9 |
| Organismes financiers T 37 | 1 054 | 368 000 | 1 | 3 | 16 | 30 | 50 | 991 | 100 | 191 200 | 75 | 52 | 9 750. | 26,5 |
| Services non marchands T 38 | 5 479 | 515 000 | 4 | 14 | 43 | 20 | 19 | 709 | 95 | 100 400 | 54 | 20 | 7 800. | 15,2 |
| TOTAL | 126 331 | 10 161 000 | 7 | 15 | 31 | 17 | 30 | 11 363 | 93 | 1 835 600 | 37 | 18,1 | 99 680. | 9,8 |

Colonne 6 : Pourcentages des nombres d'entreprises ayant eu des dépenses autres que le versement du 15/9/80
 " 8 : " " " " " des stagiaires

Tableau 25 - Répartition des secteurs selon leur taux de participation financière t1
 et le pourcentage de salariés ayant suivi des stages t3
 1980 1981

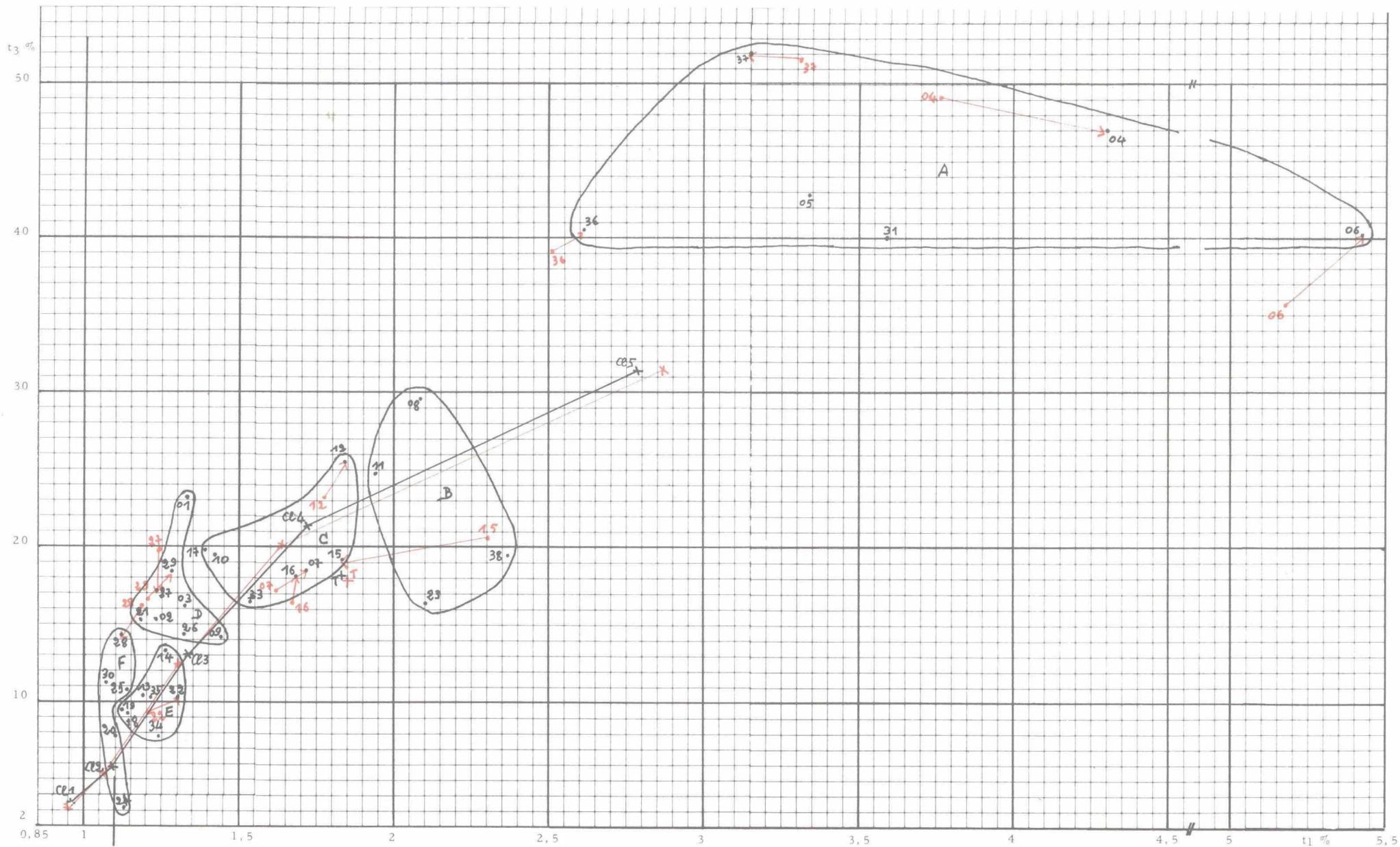


Tableau 26 - Répartition des secteurs selon la durée moyenne des stages
et le pourcentage de salariés ayant suivi des stages t₃

1980 1981

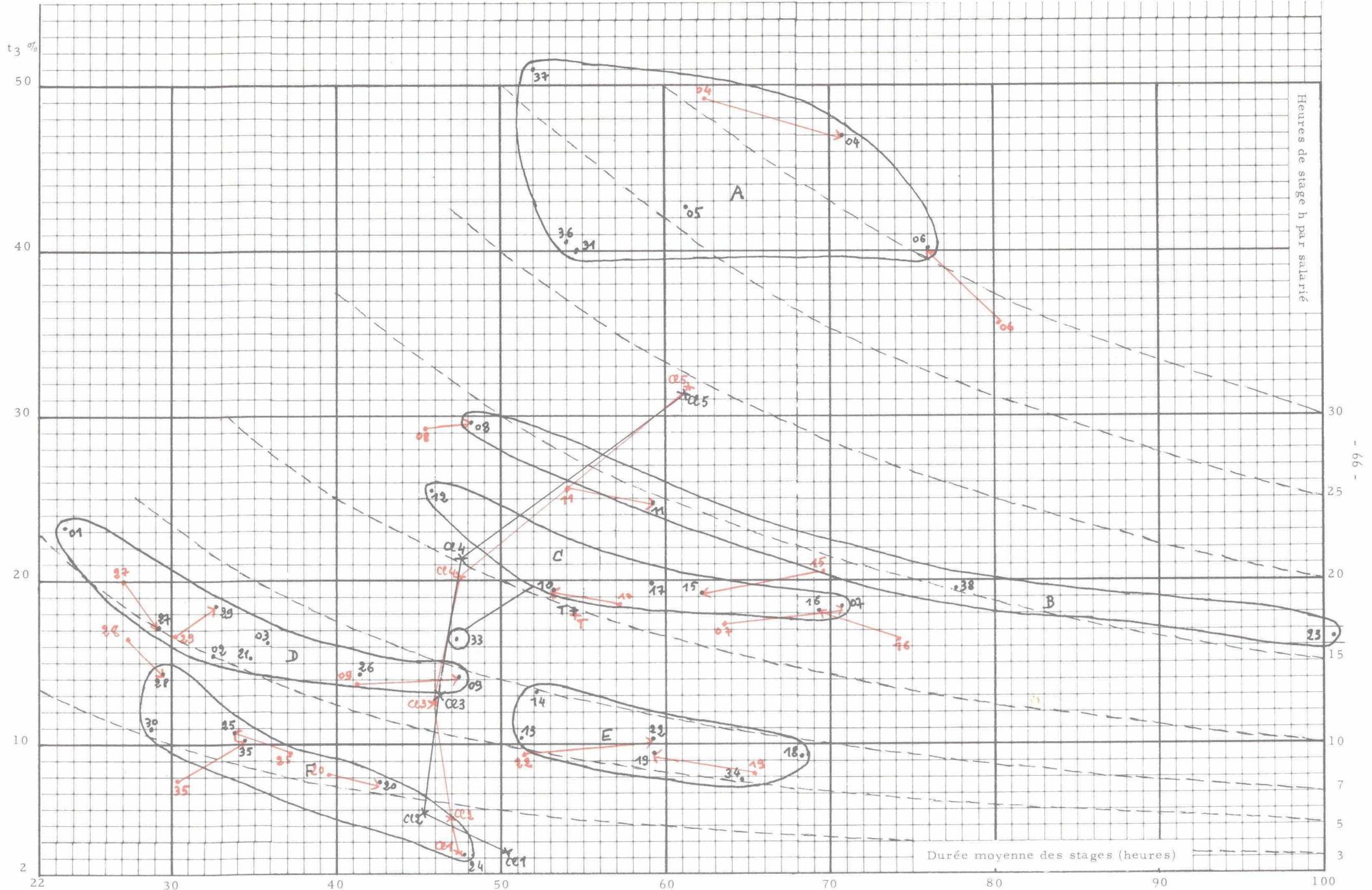


Tableau 27 - Taux de participation financière t₁ % selon le secteur d'activité économique
et la classe de taille - 1980

| SECTEUR | | 1 10 à 19 salariés | 2 20 à 49 salariés | 3 50 à 499 salariés | 4 500 à 1 999 salariés | 5 2 000 sala- riés et plus | TOTAL |
|---|------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|----------------------------------|-------|
| Agriculture, sylviculture, pêche | T 01 | 0,95 | 1,0 | 1,17 | 1,3 | * | 1,33 |
| Industries de la viande et du lait | T 02 | 0,95 | 1,1 | 1,12 | 1,22 | 1,56 | 1,23 |
| Autres industries alimentaires | T 03 | 0,9 | 1,05 | 1,18 | 1,41 | 1,68 | 1,32 |
| Prod. de combustibles minéraux solides et cokéfaction | T 04 | - | - | - | * | 4,37 | 4,3 |
| Prod. de pétrole et gaz naturel | T 05 | - | - | 2,23 | * | 3,47 | 3,34 |
| Prod. et distr. d'électricité, distr. de gaz et eau | T 06 | - | - | 1,7 | 1,85 | 5,9 | 5,42 |
| Prod. minerais-métaux ferreux, première transformation de l'acier | T 07 | - | - | 1,25 | 1,43 | 1,85 | 1,72 |
| Prod. minerais, métaux et demi-produits non ferreux | T 08 | - | - | 1,46 | 2,09 | 2,25 | 2,08 |
| Prod. matériaux de construction et minéraux divers | T 09 | 0,95 | 1,1 | 1,19 | 1,38 | 2,33 | 1,44 |
| Industrie du verre | T 10 | - | 0,85 | 1,29 | 1,27 | 1,55 | 1,42 |
| Chimie de base, prod. fils et fibres arti- ficiels et synthétiques | T 11 | - | 1,15 | 1,35 | 1,54 | 2,23 | 1,94 |
| Parachimie et ind. pharmaceutique | T 12 | 0,8 | 1,55 | 1,48 | 1,82 | 2,69 | 1,84 |
| Fonderie et travail des métaux | T 13 | 0,9 | 1,05 | 1,17 | 1,24 | 1,43 | 1,19 |
| Construction mécanique | T 14 | 0,9 | 1,1 | 1,15 | 1,51 | 1,44 | 1,26 |
| Construction électrique et électronique | T 15 | 0,9 | 1,1 | 1,28 | 1,64 | 2,14 | 1,83 |
| Constr. véhicules auto et autres mat. de transport terrestre | T 16 | 0,8 | 0,95 | 1,17 | 1,27 | 1,8 | 1,68 |
| Constr. navale et aéronautique, armement | T 17 | - | 0,95 | 1,19 | 1,23 | 1,45 | 1,38 |
| Ind. textile et de l'habillement | T 18 | 0,85 | 1,0 | 1,17 | 1,14 | 1,3 | 1,14 |
| Ind. du cuir et de la chaussure | T 19 | 0,85 | 0,9 | 1,1 | 1,18 | 1,47 | 1,12 |
| Ind. du bois, de l'ameublement, ind. diverses | T 20 | 0,9 | 1,05 | 1,14 | 1,24 | 1,1 | 1,1 |
| Ind. du papier-carton | T 21 | 0,85 | 0,95 | 1,14 | 1,4 | 1,15 | 1,18 |
| Imprimerie, presse, édition | T 22 | 1,0 | 1,1 | 1,26 | 1,55 | 1,97 | 1,3 |
| Ind. du caoutchouc, transf. des matières plastiques | T 23 | 0,9 | 1,0 | 1,15 | 1,46 | 3,16 | 2,1 |
| Ind. mise en oeuvre bâtiment, génie civil et agricole | T 24 | 1,05 | 1,1 | 1,12 | 1,27 | 1,15 | 1,13 |
| Commerce de gros alimentaire | T 25 | 0,95 | 1,0 | 1,21 | 1,29 | 1,55 | 1,14 |
| Commerce de gros non alimentaire | T 26 | 0,9 | 1,1 | 1,35 | 1,87 | 1,89 | 1,32 |
| Commerce de détail alimentaire | T 27 | 0,85 | 1,0 | 1,16 | 1,27 | 1,33 | 1,23 |
| Commerce de détail non alimentaire | T 28 | 0,85 | 1,0 | 1,15 | 1,42 | 1,32 | 1,12 |
| Réparation et commerce de l'automobile | T 29 | 1,0 | 1,22 | 1,3 | 1,8 | 1,72 | 1,28 |
| Hôtels, cafés, restaurants | T 30 | 0,8 | 0,95 | 1,13 | 1,31 | 1,36 | 1,07 |
| Transports | T 31 | 0,9 | 1,05 | 1,21 | 1,47 | 5,17 | 3,59 |
| Services marchands aux entreprises | T 33 | 1,1 | 1,2 | 1,47 | 1,85 | 2,39 | 1,53 |
| Services marchands aux particuliers | T 34 | 0,9 | 1,0 | 1,14 | 1,43 | 2,02 | 1,24 |
| Location et crédit-bafl immobilier | T 35 | - | 1,2 | 1,23 | 1,46 | - | 1,21 |
| Assurances | T 36 | - | 1,25 | 2,04 | 2,38 | 3,0 | 2,61 |
| Organismes financiers | T 37 | 1,6 | 1,65 | 2,24 | 3,16 | 3,54 | 3,15 |
| Services non marchands | T 38 | 1,3 | 1,25 | 1,96 | 2,64 | 3,8 | 2,37 |
| TOTAL | | 0,96 | 1,09 | 1,32 | 1,72 | 2,78 | 1,83 |

* Cette classe de taille ne comprenant qu'une seule entreprise, les données y relatives ne sont pas fournies

Tableau 28 - Taux de participation financière t_1 , par secteur
 • ————— 1980
 * - - - - - 1979

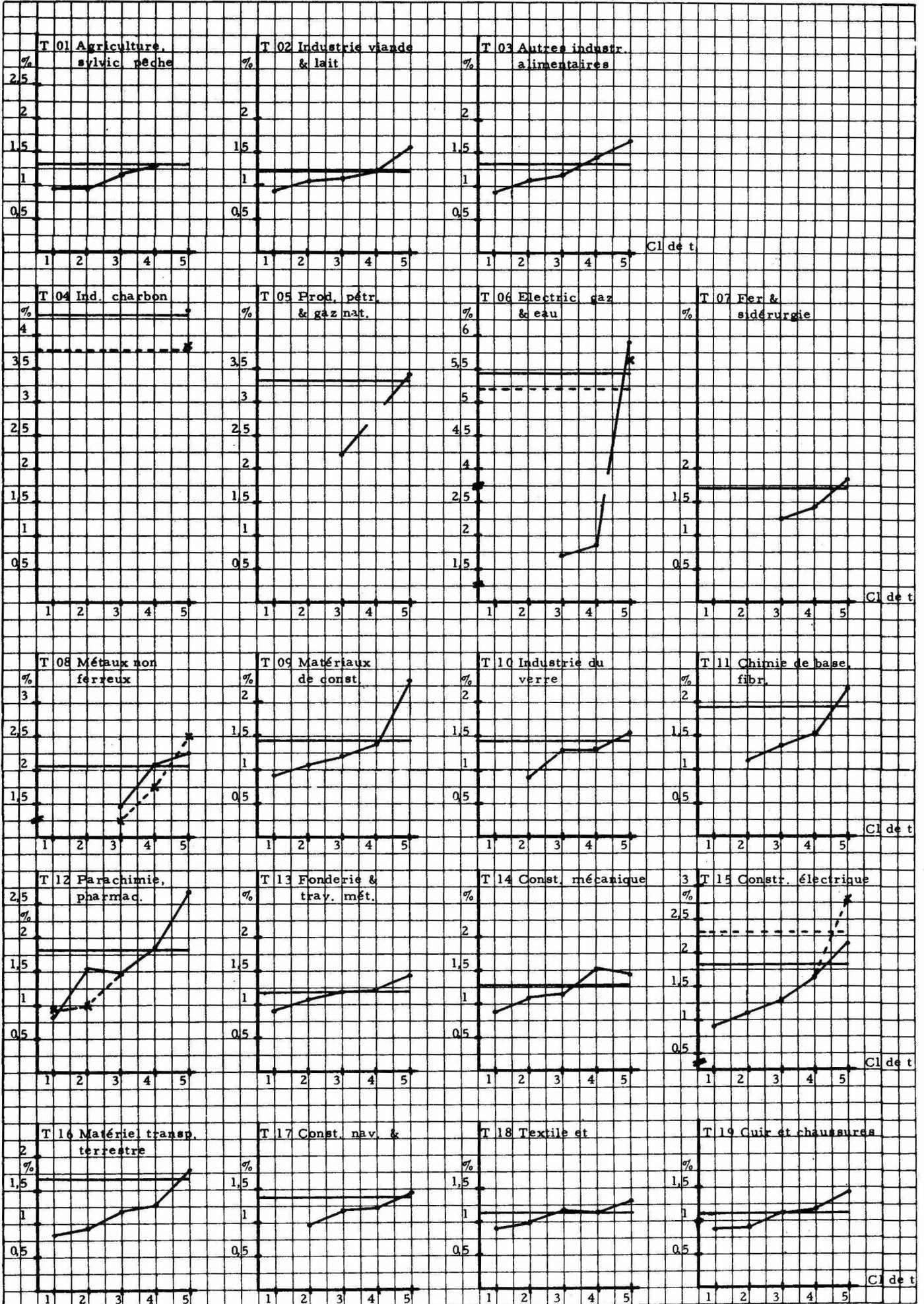


Tableau 28 - Taux de participation financière t₁, par secteur
 ●----- 1980
 *----- 1979

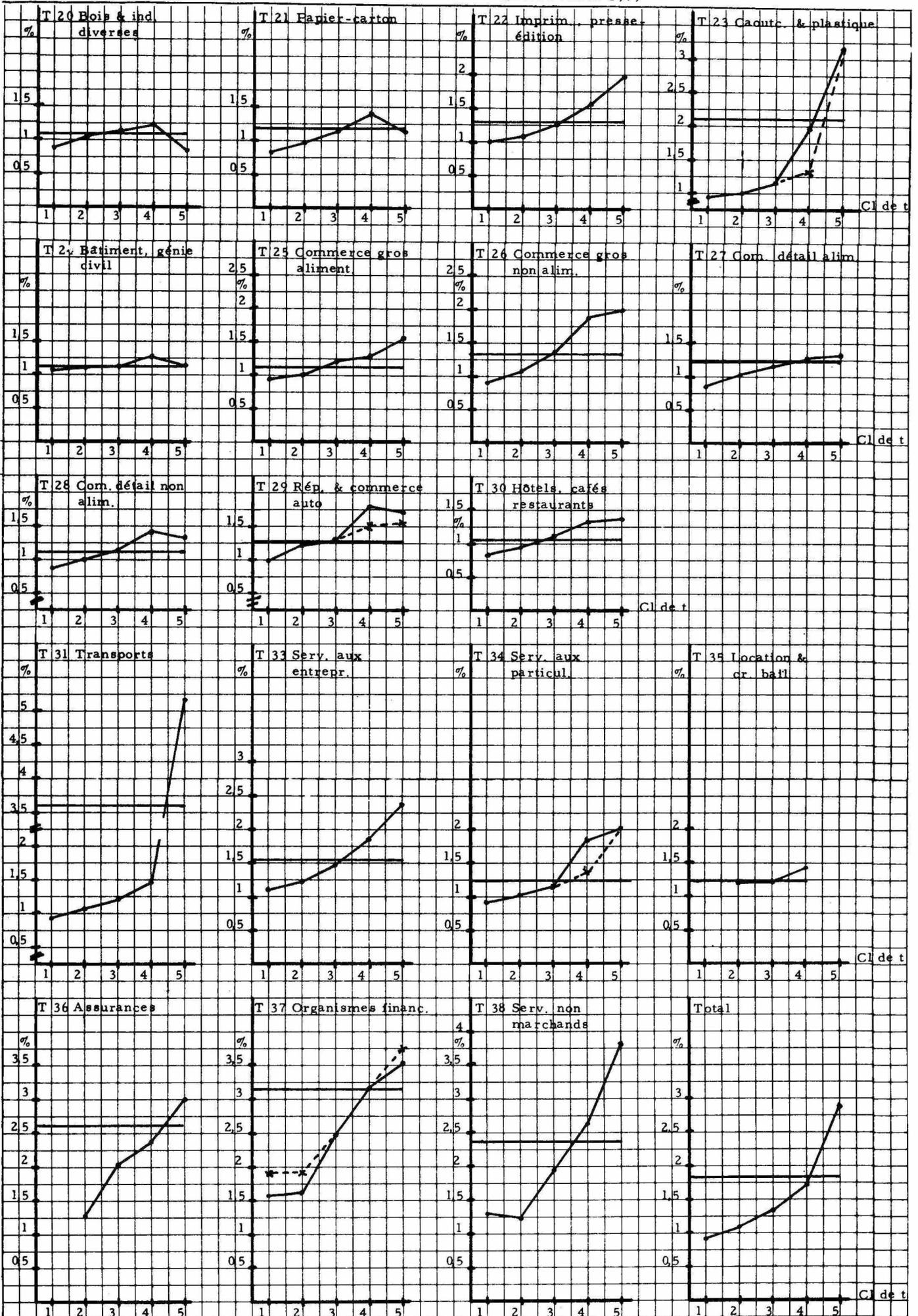


Tableau 29 - Pourcentages des nombres d'entreprises t₂ ayant eu des stagiaires en 1980, par secteur

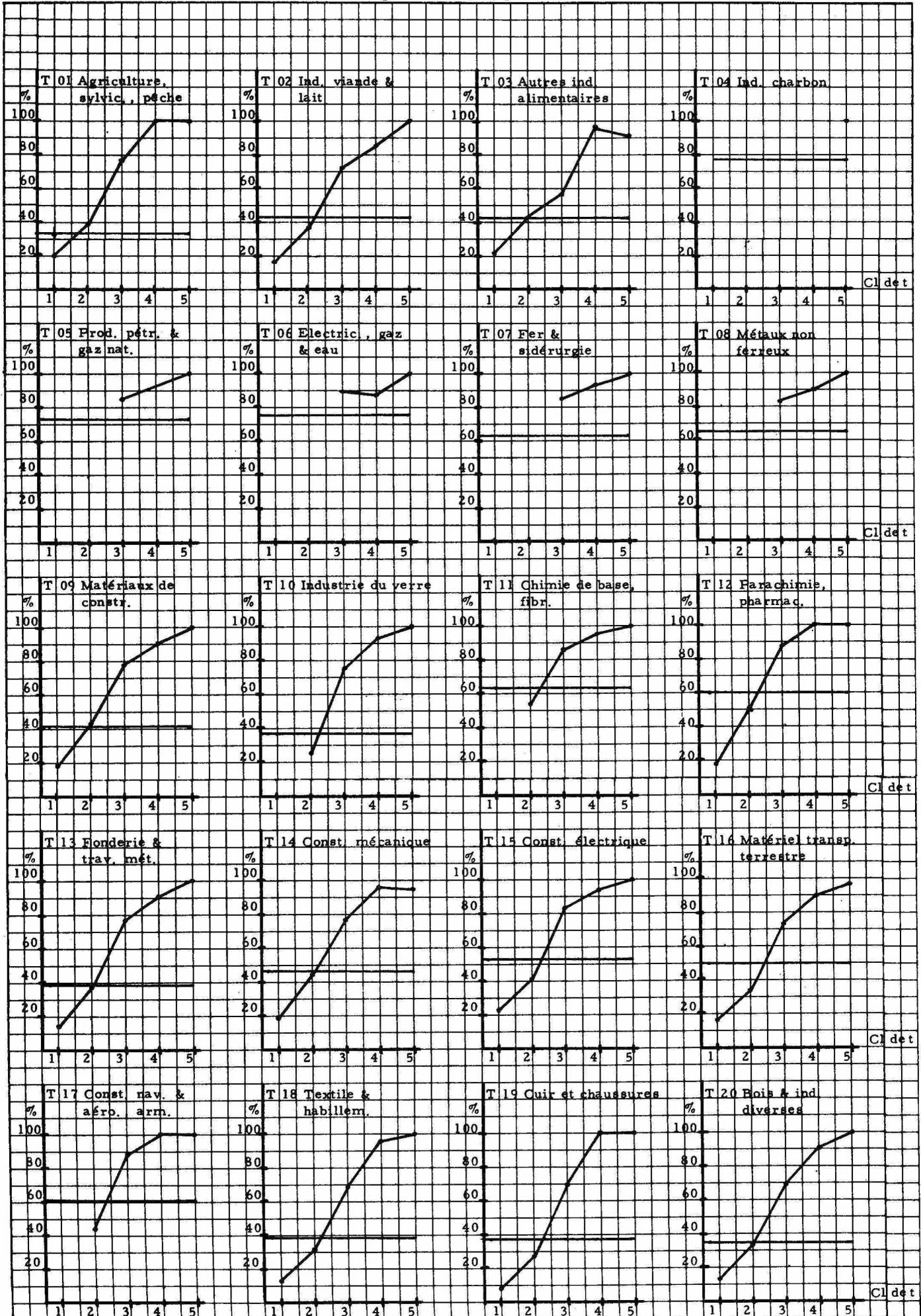


Tableau 29 - Pourcentages des nombres d'entreprises t₂ ayant eu des stagiaires en 1980, par secteur

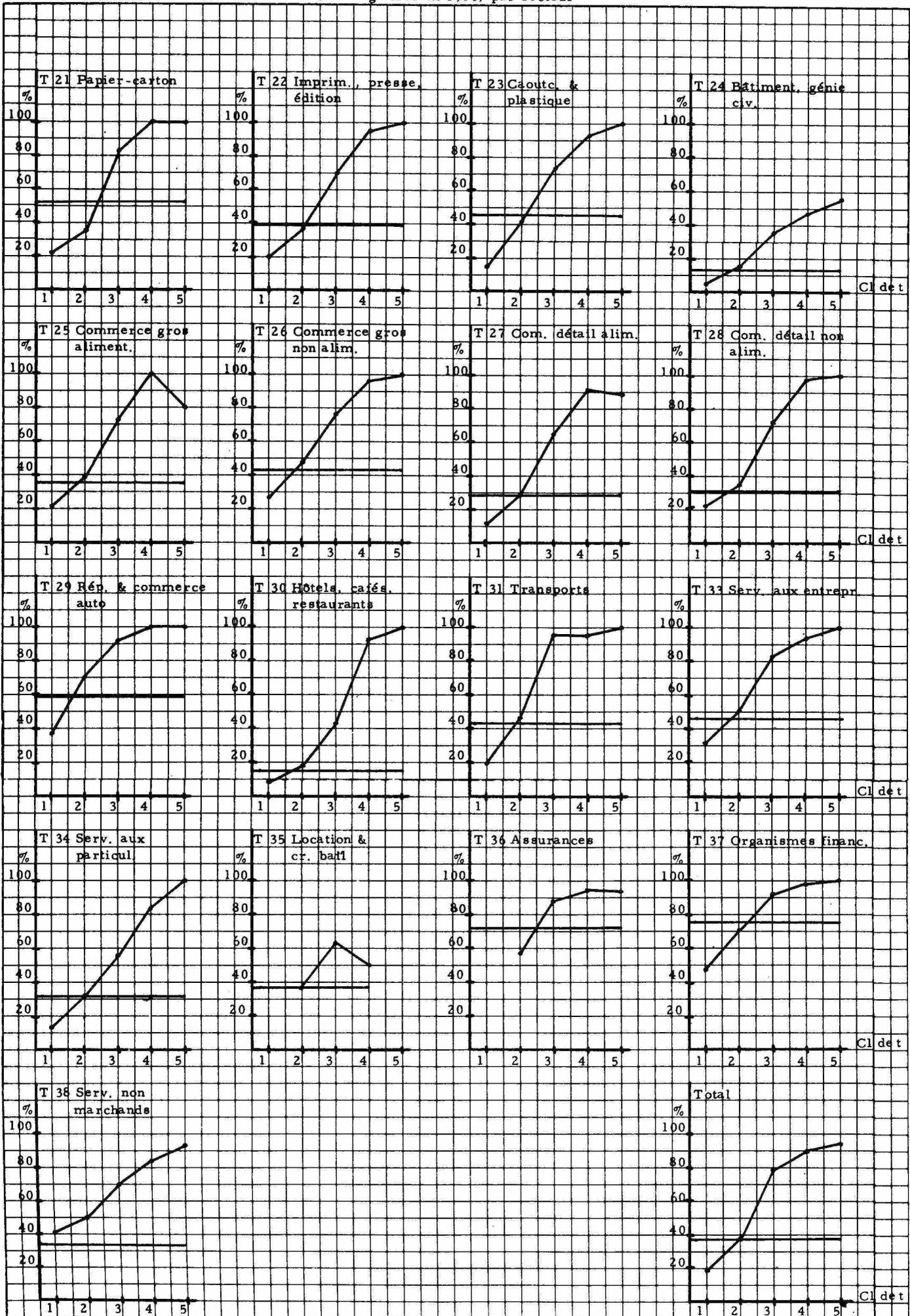


Tableau 30 - Pourcentages t₃ de salariés ayant suivi des stages, par secteur

● ————— 1980 ✕ - - - - - 1979

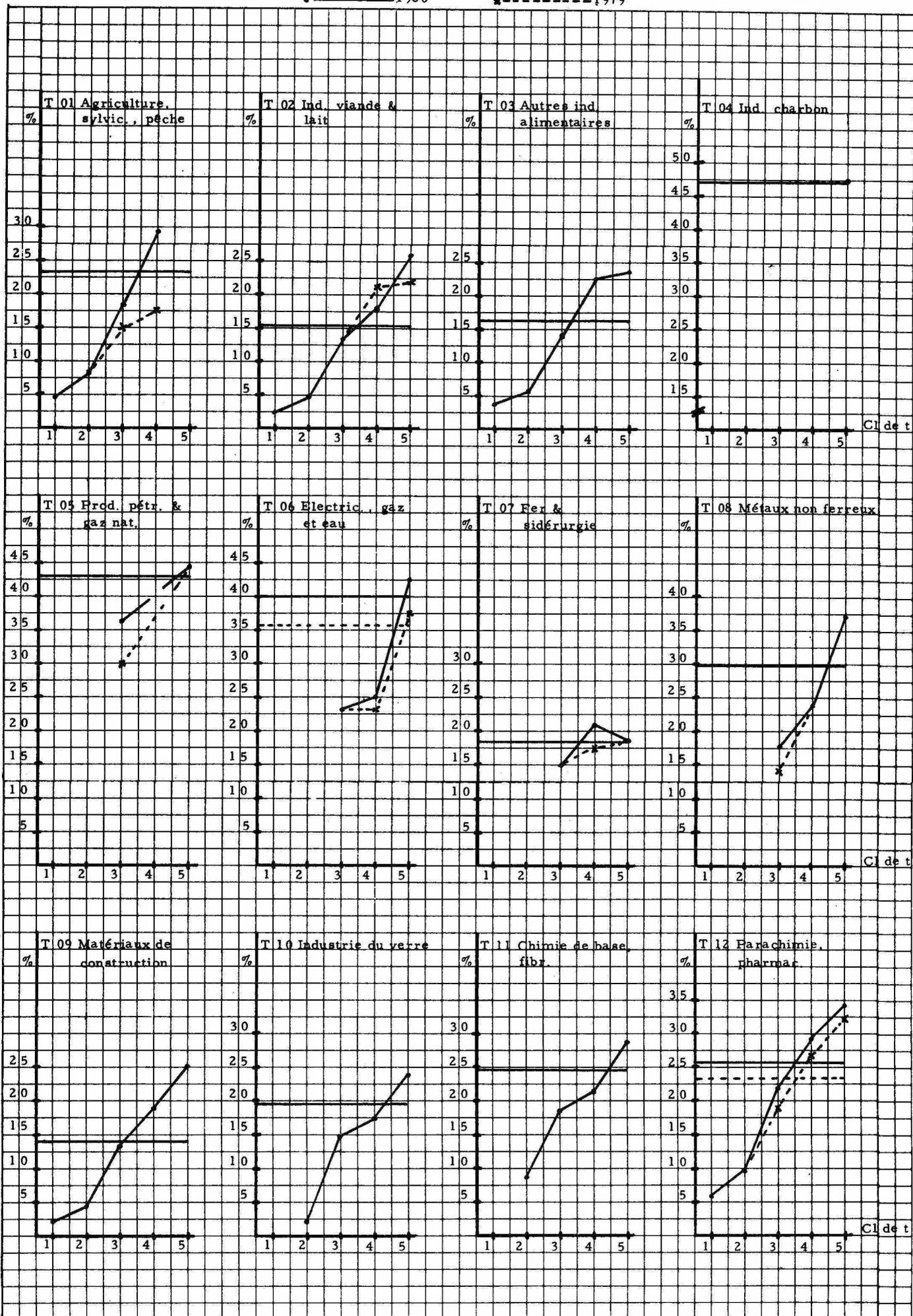


Tableau 30 - Pourcentages t₃ de salariés ayant suivi des stages, par secteur
 •-----1980 *-----1979

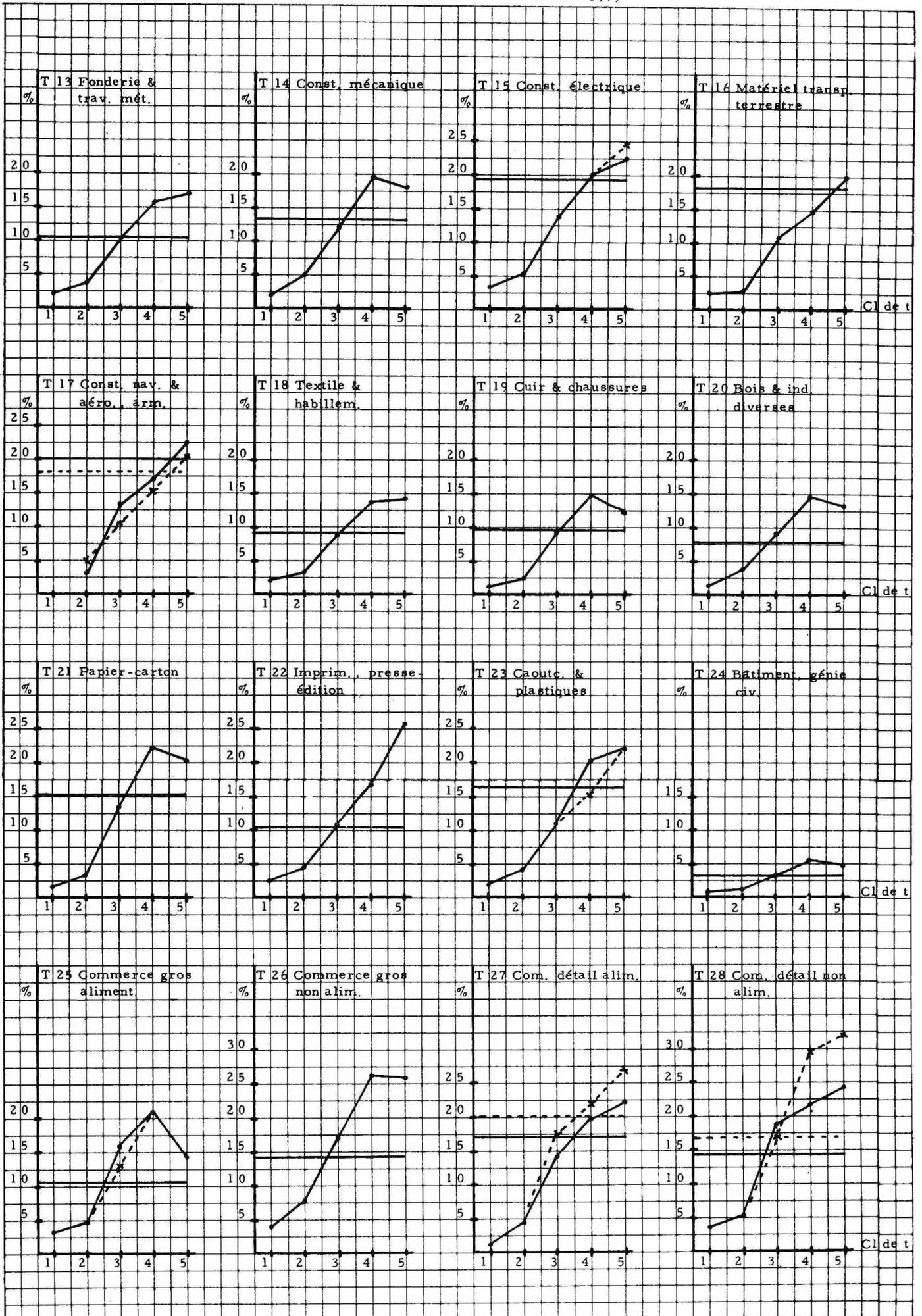


Tableau 30 - Pourcentages t₃ de salariés ayant suivi des stages, par secteur
 • ————— 1980
 x - - - - - 1979

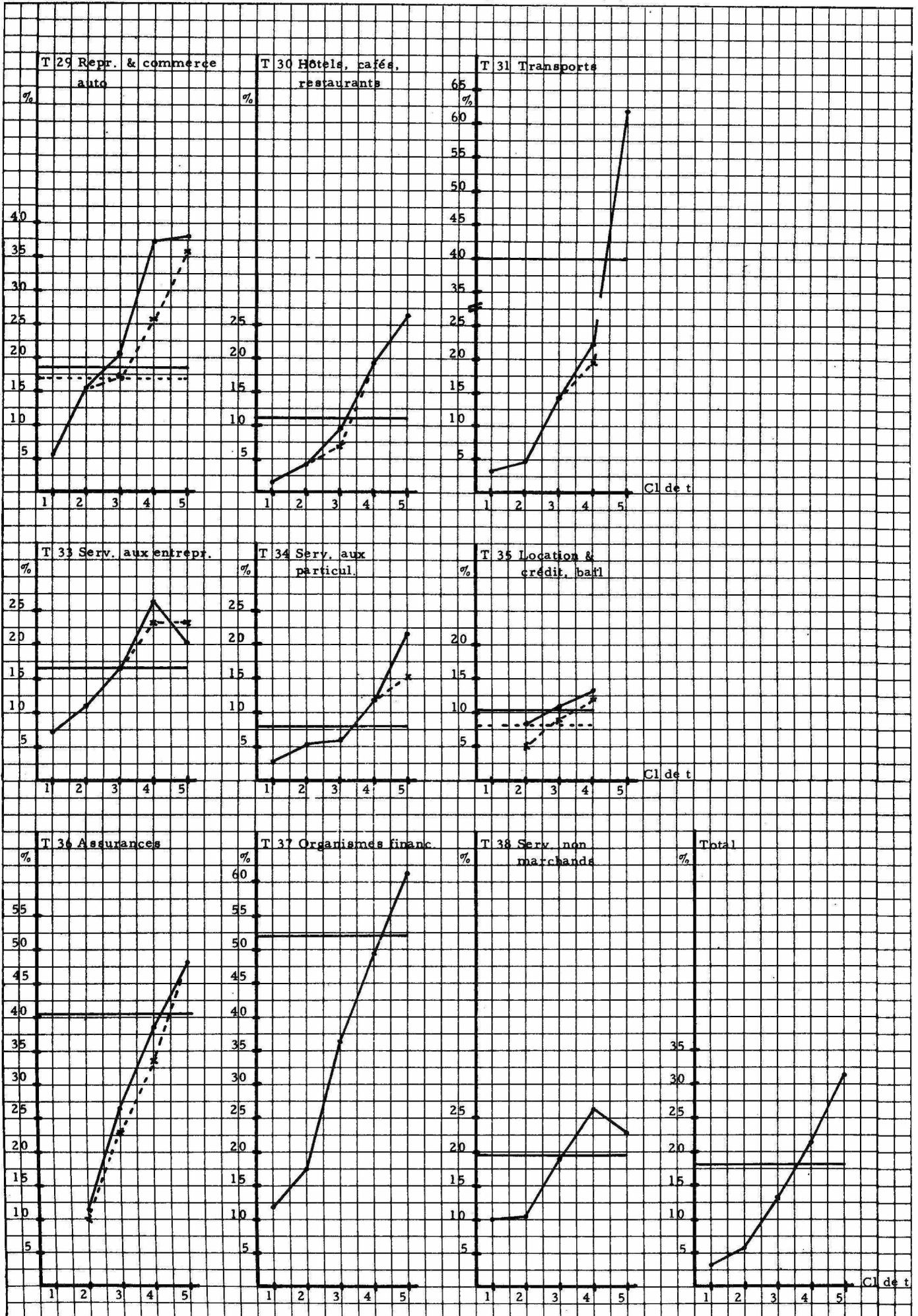


Tableau 31 - Pourcentages t3 de salariés ayant suivi des stages, par secteur 1980
 • ——— t3 hommes * - - - - t3 femmes

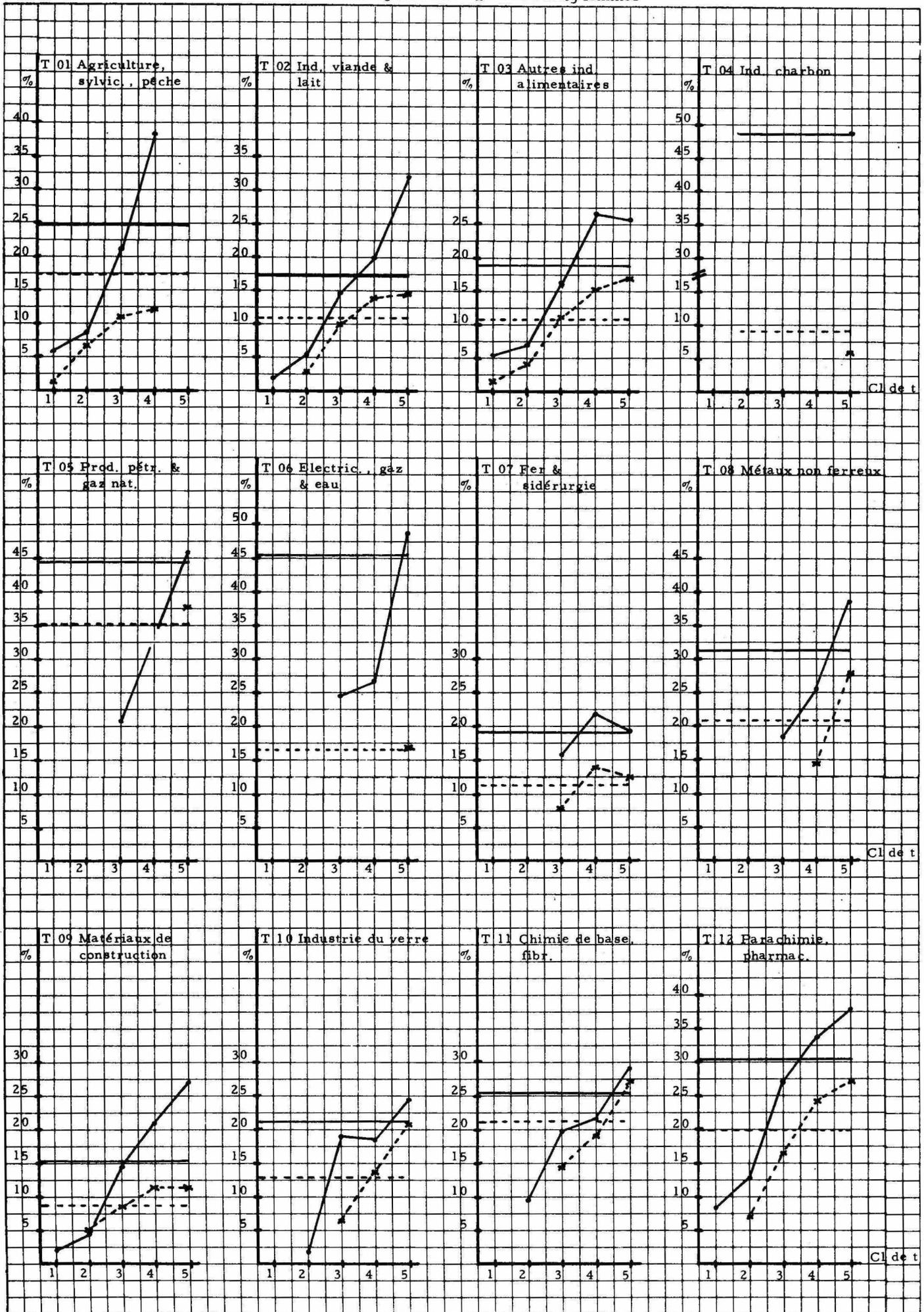


Tableau 31 - Pourcentages t3 de salariés ayant suivi des stages, par secteur 1980
 •----- t3 hommes *----- t3 femmes

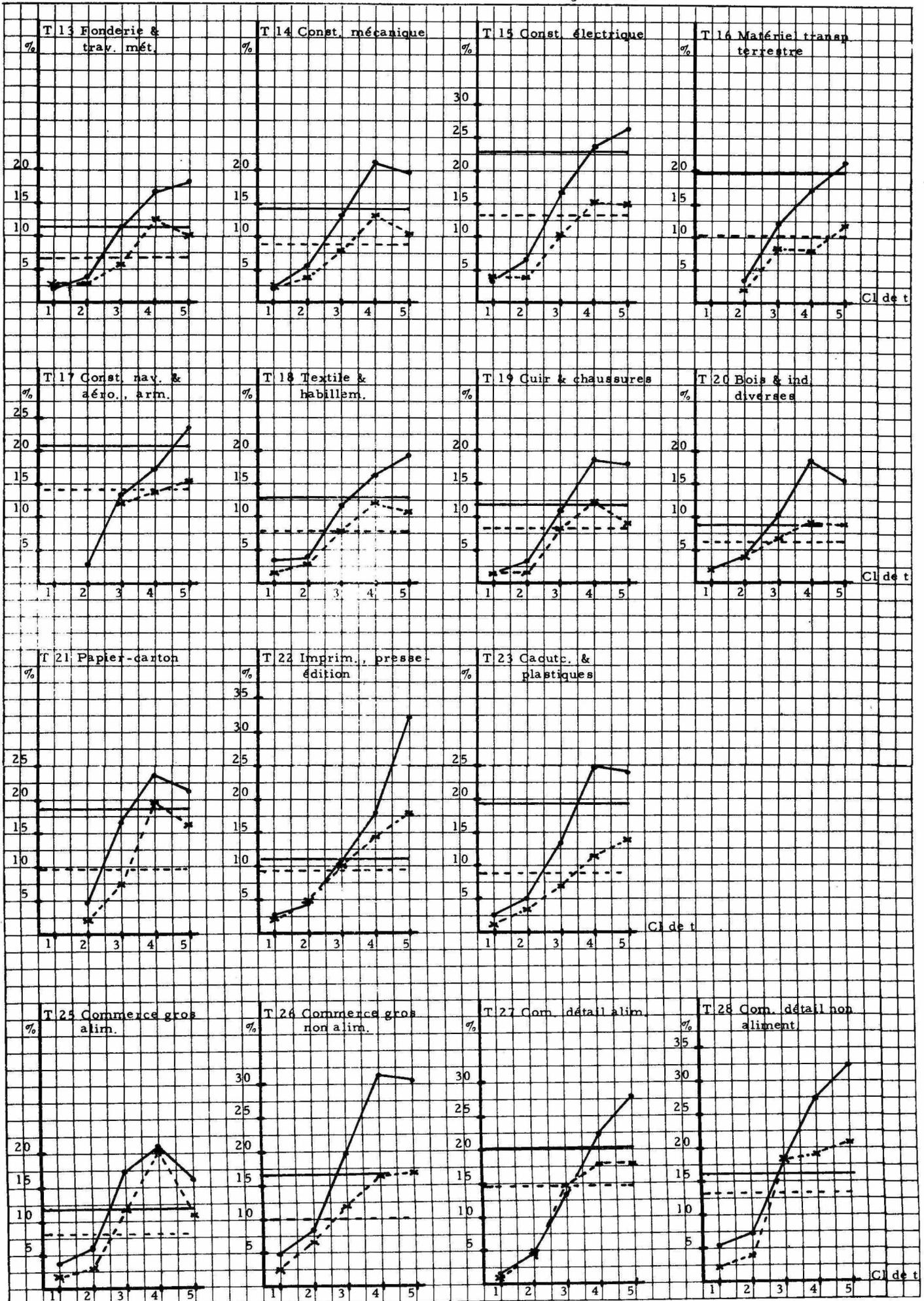


Tableau 31 - Pourcentages t3 de salariés ayant suivi des stages, par secteur 1980

● — t3 hommes * - - - - t3 femmes

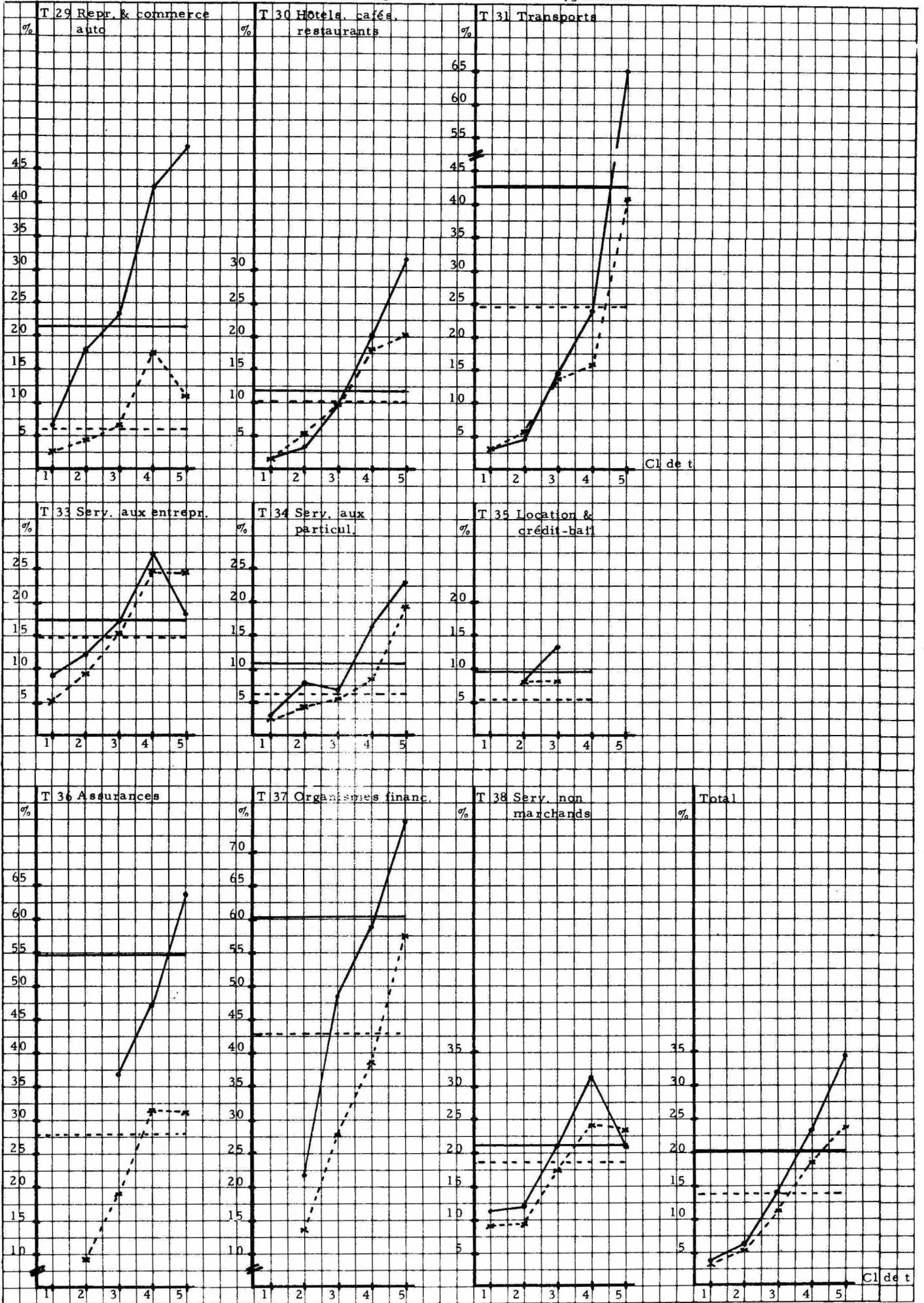


Tableau 32 - Durée moyenne des stages, en heures, selon la formation initiale des stagiaires,

par secteur - 1980

| SECTEUR | | Manoeuvres Ouvr. spécial. | Ouvr. qual. Empl. qual. | Agents de mafr. Agents techn. Techniciens | Ingénieurs Cadres | Ensemble |
|---|------|------------------------------|----------------------------|---|----------------------|----------|
| Agriculture, sylviculture, pêche | T 01 | 39 | 29 | 15 | 25 | 24 |
| Industries de la viande et du lait | T 02 | 37 | 30 | 34 | 33 | 32 |
| Autres industries alimentaires | T 03 | 31 | 38 | 37 | 36 | 36 |
| Prod. de combustibles minéraux solides et cokéfaction | T 04 | 106 | 64 | 47 | 39 | 71 |
| Prod. de pétrole et gaz naturel | T 05 | 109 | 56 | 63 | 59 | 61 |
| Prod. et distr. d'électricité, distr. de gaz et eau | T 06 | 101 | 68 | 83 | 73 | 76 |
| Prod. minerais-métaux ferreux, première transf. de l'acier | T 07 | 55 | 79 | 78 | 45 | 71 |
| Prod. minerais, métaux et demi- produits non ferreux | T 08 | 29 | 54 | 51 | 44 | 48 |
| Prod. matériaux de construction et minéraux divers | T 09 | 60 | 50 | 39 | 38 | 48 |
| Industrie du verre | T 10 | 52 | 60 | 44 | 49 | 53 |
| Chimie de base, prod. fils et fibres artificiels et synthétiques | T 11 | 61 | 58 | 65 | 50 | 59 |
| Parachimie et ind. pharmaceutique | T 12 | 47 | 45 | 47 | 46 | 46 |
| Fonderie et travail des métaux | T 13 | 61 | 51 | 47 | 44 | 51 |
| Construction mécanique | T 14 | 68 | 53 | 47 | 46 | 52 |
| Construction électrique et électron. | T 15 | 48 | 65 | 71 | 54 | 62 |
| Constr. véhicules auto et autres mat. de transport terrestre | T 16 | 62 | 85 | 62 | 52 | 69 |
| Constr. navale et aéronautique, arm. | T 17 | 131 | 61 | 56 | 46 | 59 |
| Ind. textile et de l'habillement | T 18 | 93 | 59 | 45 | 39 | 68 |
| Ind. du cuir et de la chaussure | T 19 | 91 | 48 | 39 | 37 | 59 |
| Ind. du bois, de l'ameublement, ind. diverses | T 20 | 41 | 46 | 41 | 40 | 43 |
| Ind. du papier-carton | T 21 | 30 | 36 | 37 | 36 | 35 |
| Imprimerie, presse, édition | T 22 | 78 | 61 | 60 | 47 | 59 |
| Ind. du caoutchouc, transf. des matières plastiques | T 23 | 126 | 60 | 144 | 60 | 101 |
| Ind. mise en oeuvre bâtiment, génie civil et agricole | T 24 | 82 | 49 | 41 | 40 | 48 |
| Commerce de gros alimentaire | T 25 | 40 | 33 | 31 | 35 | 34 |
| Commerce de gros non alimentaire | T 26 | 40 | 39 | 47 | 40 | 41 |
| Commerce de détail alimentaire | T 27 | 34 | 28 | 30 | 30 | 29 |
| Commerce de détail non alimentaire | T 28 | 29 | 27 | 39 | 34 | 30 |
| Réparation et commerce de l'auto. | T 29 | 44 | 34 | 29 | 29 | 33 |
| Hôtels, cafés, restaurants | T 30 | 21 | 30 | 35 | 30 | 29 |
| Transports | T 31 | 68 | 48 | 62 | 80 | 55 |
| Services marchands aux entreprises | T 33 | 47 | 41 | 60 | 45 | 47 |
| Services marchands aux particuliers | T 34 | 65 | 74 | 64 | 45 | 65 |
| Location et crédit-bafl immobilier | T 35 | 34 | 32 | 48 | 29 | 34 |
| Assurances | T 36 | 88 | 61 | 41 | 37 | 54 |
| Organismes financiers | T 37 | 57 | 48 | 55 | 46 | 51 |
| Services non marchands | T 38 | 129 | 77 | 68 | 59 | 78 |
| TOTAL | | 65 | 52 | 57 | 48 | 54 |

Tableau 33 - Structures des nombres de salariés (%)
Rapports des nombres de stagiaires/salariés (t₃ %)

selon leur qualification professionnelle,
par secteur 1980

| T | Manœuvres Ouvriers spécialisés Employés non qual. | Ouvriers qualifiés Employés qualifiés | Agents de maîtrise Agents techniques Techniciens | Ingénieurs Cadres | Total stag/sal t ₃ % | |
|--------------------------------|---|--|--|----------------------|---------------------------------------|------|
| Agriculture, sylvic., pêche 01 | 11 | | 13 | 68 | 67 | 23 |
| Industrie viande & lait 02 | 9 | | 14 | 31 | 44 | 15 |
| Autres ind. alimentaires 03 | 8 | | 15 | 28 | 44 | 16 |
| Industrie du charbon 04 | 47 | | 43 | 62 | 32 | 47 |
| Prod. pétr. & gaz nat. 05 | 31 | 35 | 49 | 54 | | 43 |
| Electr., gaz et eau 06 | 23 | 35 | 45 | 48 | | 40 |
| Fer & sidérurgie 07 | 14 | | 17 | 24 | 35 | 18 |
| Métaux non ferreux 08 | 16 | | 29 | 42 | 51 | 30 |
| Matériaux de const. 09 | 7 | | 14 | 26 | 36 | 14 |
| Industrie du verre 10 | 19 | | 15 | 34 | 41 | 20 |
| Chimie de base, fibr. 11 | 13 | 22 | | 32 | 39 | 25 |
| Parachimie, pharmac. 12 | 11 | 20 | | 31 | 58 | 26 |
| Fonderie & trav. mét. 13 | 5 | | 11 | 17 | 26 | 10 |
| Const. mécanique 14 | 7 | 12 | | 19 | 29 | 13 |
| Const. électrique 15 | 10 | 17 | | 31 | 31 | 19 |
| Matériel transp. terrestre 16 | | 11 | 18 | 34 | 41 | 18 |
| Const. nav. & aéro., arm. 17 | 10 | 16 | | 23 | 38 | 20 |
| Textile & habillem. 18 | 13 | | 5 | 17 | 27 | 9 |
| Cuir & chaussures 19 | 9 | | 7 | 15 | 40 | 10 |
| Bois & ind. diverses 20 | | 5 | 8 | 13 | 25 | 8 |
| Papier-carton 21 | | 8 | 16 | 24 | 39 | 15 |
| Imprim., presse, édition 22 | 6 | 11 | | 9 | 18 | 10 |
| Caoutc. & plastiques 23 | | 11 | 16 | 27 | 37 | 16 |
| Commerce gros alimentaire 25 | 6 | | 10 | 16 | 24 | 11 |
| Commerce gros non aliment. 26 | 7 | 13 | | 16 | 27 | 14 |
| Commerce détail aliment. 27 | 9 | | 17 | 28 | 42 | 17 |
| Com. détail non aliment. 28 | 13 | 15 | | 7 | 30 | 14 |
| Rép. & com. auto 29 | 7 | | 16 | 39 | 36 | 18 |
| Hôtels, cafés, restaurants 30 | | 6 | 11 | 29 | 24 | 11 |
| Transports 31 | 39 | 42 | | 34 | 41 | 40 |
| Serv. aux entrepr. 33 | 6 | 13 | 23 | 35 | | 16 |
| Serv. aux particul. 34 | | 5 | 13 | 9 | 11 | 8 |
| Location & crédit-bail 35 | | 2 | 15 | 23 | 28 | 10 |
| Assurances 36 | 28 | 39 | 37 | 62 | | 41 |
| Organismes financ. 37 | 34 | 41 | 79 | 57 | | 52 |
| Serv. non marchands 38 | 13 | 20 | 40 | 26 | | 20 |
| TOTAL sauf T 24 | 10,5 | | 19 | 29,4 | 34,6 | 19,6 |

Liste des secteurs d'activité économique

| Code | Intitulé | cf. page |
|------|---|----------|
| T 01 | Agriculture, sylviculture, pêche..... | 30 |
| T 02 | Industries de la viande et du lait..... | 31 |
| T 03 | Autres industries agricoles et alimentaires..... | 31 |
| T 04 | Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction..... | 24 |
| T 05 | Production de pétrole et de gaz naturel..... | 25 |
| T 06 | Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau... | 24 |
| T 07 | Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier..... | 28 |
| T 08 | Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux..... | 27 |
| T 09 | Production de matériaux de construction et minéraux divers..... | 32 |
| T 10 | Industrie du verre..... | 29 |
| T 11 | Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques. | 27 |
| T 12 | Parachimie et industrie pharmaceutique..... | 28 |
| T 13 | Fonderie et travail des métaux..... | 32 |
| T 14 | Construction mécanique..... | 32 |
| T 15 | Construction électrique et électronique..... | 28 |
| T 16 | Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre..... | 28 |
| T 17 | Construction navale et aéronautique, armement..... | 29 |
| T 18 | Industries textile et de l'habillement..... | 33 |
| T 19 | Industries du cuir et de la chaussure..... | 33 |
| T 20 | Industries du bois et de l'ameublement ; industries diverses..... | 35 |
| T 21 | Industrie du papier et du carton..... | 31 |
| T 22 | Imprimerie, presse, édition..... | 33 |
| T 23 | Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques..... | 27 |
| T 24 | Industrie de mise en oeuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.. | 35 |
| T 25 | Commerce de gros alimentaire..... | 35 |
| T 26 | Commerce de gros non alimentaire..... | 31 |
| T 27 | Commerce de détail alimentaire..... | 31 |
| T 28 | Commerce de détail non alimentaire..... | 34 |

| Code | Intitulé | cf. page |
|------|--|----------|
| T 29 | Réparation et commerce de l'automobile..... | 30 |
| T 30 | Hôtels, cafés, restaurants..... | 34 |
| T 31 | Transports..... | 25 |
| T 33 | Services marchands rendus principalement aux entreprises..... | 29 |
| T 34 | Services marchands rendus principalement aux particuliers..... | 33 |
| T 35 | Location et crédit bail immobiliers..... | 34 |
| T 36 | Assurances..... | 26 |
| T 37 | Organismes financiers..... | 25 |
| T 38 | Services non marchands..... | 26 |



N° 30-1209

Formulaire obligatoire en vertu des articles 235 ter J et K du code général des impôts.

PARTICIPATION DES EMPLOYEURS AU FINANCEMENT

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ANNÉE 1981 OU

(Lire attentivement la notice n° 2484 avant de remplir la présente déclaration)

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS SUR LES OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR L'ENTREPRISE

| D MONTANT DES DÉPENSES EFFECTIVEMENT CONSENTIES (v. notice) (arrondir les montants au franc le plus voisin) (ne pas inscrire de centimes) | | | |
|--|---|---|-----------|
| Dépenses de fonctionnement des stages organisés dans l'entreprise (sans convention de formation) | - Frais de personnel enseignant ① | } | Total → ⑤ |
| | - Frais de personnel non enseignant ... ② | | |
| | - Fournitures et matières d'œuvre ③ | | |
| | - Autres frais de fonctionnement ④ | | |
| - Dépenses d'amortissement du matériel d'équipement et des locaux spéciaux ⑥ | | | |
| - Dépenses de formation effectuées en application de conventions (à détailler cadre H) | | | |
| - Exécution du plan de formation (§ A du cadre H) ⑦ | | | |
| - Exécution des congés-formation (§ B du cadre H) ⑧ | | | |
| - Rémunérations versées aux stagiaires par l'entreprise ⑨ | | | |
| - Dépenses de transport et d'hébergement supportées par l'entreprise ⑩ | | | |
| - Versements effectués au titre de fonds d'assurance formation (à détailler cadre J) ⑪ | | | |
| - Versements à des organismes agréés (dans la limite de 10 % du chiffre figurant au cadre B, ligne ②) (à détailler cadre K) ... ⑫ | | | |
| - Versements effectués au titre d'une taxe parafiscale affectée à la formation professionnelle et assimilés ⑬ | | | |
| - Part de la contrib. pour frais de chambres de comm. et d'ind. affectée à la formation prof. continue ⑭ | | | |
| - Financement d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi (à détailler cadre L) ⑮ | | | |
| - Versement du 15-09-81 (Lois n° 78-653 du 22-06-78, art. 3 et n° 80-30 du 18-01-80, art. 21) ⑯ | | | |
| - Dépenses de stages pratiques (dans la limite de 0,1 % du montant des salaires figurant ligne ① du cadre B, cf. notice n° 2484). | | | |
| Total ⑰ | | | |
| - A DÉDUIRE - Montant des subventions effectivement perçues en 1981 ⑱ | | | |
| - DÉPENSES DÉDUCTIBLES (ligne 18 - ligne 19) (à reporter ligne ③ du cadre B) ⑳ | | | |

| E NOMBRE DE STAGIAIRES, D'HEURES DE STAGE ET DE CONGES DE FORMATION (ne pas inscrire de fractions d'heure) | | | | | |
|--|---|--------------------------------|--|----------------------|--------|
| Formations s'adressant aux | Mancœuvres Ouvriers spécialisés et employés non qualifiés | Ouvriers et employés qualifiés | Agents de maîtrise Agents techniques Techniciens | Ingénieurs et cadres | TOTAUX |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| Nombre de stagiaires | Hommes ① | | | | |
| | Femmes ② | | | | |
| | Total ③ | | | | |
| Nombre d'heures de stage | Rémunérées ④ | | | | |
| | Non rémunérées ⑤ | | | | |
| | Total ⑥ | | | | |
| Loi 17-7-78 et Accord 9/7/70 et 9/7/76 | Jeunes (art. L 930-2) ⑦ | | | | |
| | Rémunérés par l'employeur ⑧ | | | | |
| | Non rémunérés par l'employeur ⑨ | | | | |

| F EFFECTIFS TOTAUX DES STAGES SUIVIS PAR LES SALARIÉS | | | |
|--|--|---|---|
| Types de stage | Nombre total de stagiaires ayant suivi des stages organisés | | Nombre de jeunes travailleurs compris dans les chiffres des colonnes 2 et 3 |
| | à l'intérieur de l'entreprise (sans convention de formation) | en application de conventions conclues avec des organismes extérieurs | |
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| - Prévention ① | | | |
| - Adaptation ② | | | |
| - Promotion ③ | | | |
| - Acquisition, entretien ou perfectionnement des connaissances ④ | | | |
| TOTAUX ⑤ | | | |

IMPORTANT : NE PAS OMETTRE DE REMPLIR LES CADRES FIGURANT AU VERSO ET

DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

N° 2483

A LA PÉRIODE DU _____ 19__ AU _____ 19__.

Direction générale des impôts
Département (code) et commune

qui ne s'adresse qu'aux employeurs ayant au moins 10 salariés)

| | |
|---|---|
| A CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTREPRISE DÉCLARANTE | ANNÉE 81 |
| ① Nom et prénom de l'exploitant _____ ou raison sociale de l'entreprise _____ | |
| ② Numéro SIRET du principal établissement _____ | |
| ③ Code activité A.P.E. _____ — Activité principale _____ | |
| Adresse au 1 ^{er} janvier { ④ 1982 N° et rue _____ Tél. _____ Code postal _____ Commune _____ Arrt _____ ⑤ 1981 _____ <i>(en cas de changement)</i> | (Paris, Lyon, Marseille) |
| Nombre d'établissements de l'entreprise employant { ⑥ de 50 à 299 salariés... _____ ⑦ 300 salariés ou plus... _____ | Nombre de salariés au dernier jour ouvrable de l'année ou de la période { ⑧ Hommes ⑨ Femmes ⑩ Total Dans le total ci-dessus, nombre { ⑪ d'apprentis sous contrat ⑫ de jeunes travailleurs |
| Nombre de commissions de formation ⑬ _____ | |

| | |
|--|-------------|
| B DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA PARTICIPATION INCOMBANT A L'ENTREPRISE (arrondir les montants au franc le plus voisin) (ne pas inscrire de centimes) | |
| Montant des salaires versés au cours de l'année ou de la période ① | F |
| Employeurs ayant franchi le seuil de 10 salariés en 1979, 1980, 1981 ou 1982 (voir notice). { Montant de l'abattement ①a | F |
| { Salaires nets : différence ① - ①a ①b | F |
| Montant de la participation incombant à l'entreprise : ① ou ①b × 1,10 % ② | F |
| Montant des dépenses effectivement consenties au cours de l'année ou de la période (ligne 20 du cadre D ci-contre) ③ | F |
| S'il s'agit d'une insuffisance de dépenses, différence ② - ③ à inscrire en case ④ ④ | F |
| S'il s'agit d'un excédent de dépenses, différence ③ - ② à inscrire en case ⑤ ⑤ | F |
| Excédents reportables de 1978, de 1979 et de 1980 (Total de la colonne 4 du cadre M au verso) ⑥ | F |
| Différence ④ - ⑥ à inscrire en case ⑦ si la case ④ est supérieure à la case ⑥ ⑦ | F |
| Inscrire le chiffre 0 dans le cas contraire. | |
| Versement de régularisation résultant d'un changement d'affectation du matériel ou de la résorption de conventions venues à échéance au 31-12-1981 (voir notice) ⑧ | F |
| Montant de la majoration pour défaut de consultation du comité d'entreprise (50 % du montant ②) ⑨ | F |
| MONTANT GLOBAL (⑦ + ⑧ + ⑨) DU VERSEMENT A EFFECTUER AUPRÈS DU RECEVEUR DES IMPÔTS | ⑩ F |
| Pièces jointes : | |
| - Nombre de procès-verbaux de délibération du comité d'entreprise, des comités d'établissement ou de l'organisme en tenant lieu ⑪ | _____ |
| - Nombre de procès-verbaux de carence prévus à l'article L 433-13 du Code du Travail ⑫ | _____ |
| Mode de paiement (mettre une croix dans la case utile) : en numéraire <input type="checkbox"/> ; par chèque bancaire <input type="checkbox"/> | |
| par mandat ou par virement postal <input type="checkbox"/> autre mode de paiement _____ | |
| A _____, le _____ | |
| Nom et qualité du signataire : | Signature : |

| | | |
|---|---------------------------------------|-----------------|
| C RÉSERVÉ AUX SERVICES DES IMPÔTS ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | | |
| DATE DE RÉCEPTION : | PRISE EN RECETTE | PRISE EN CHARGE |
| Somme : { | Droits | Droits |
| | Indemnité de retard à % : | N° R 30 |
| | Intérêt de retard à % : | Date |
| | Numéro | |
| | N° R. 30 | |

| | | | |
|---|------|------|------------|
| G | Rég. | Dép. | N° d'ordre |
|---|------|------|------------|

DE SOUSCRIRE LA PRÉSENTE DÉCLARATION - EN DEUX EXEMPLAIRES - AVANT LE 6-4-82

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

| | Intitulé | Pages |
|--------|---|-------|
| | <u>Tableaux dans le texte</u> | |
| | Evolution des principaux indicateurs de 1972 à 1981 | 9 |
| | Pourcentages des nombres d'entreprises, et de leurs salariés - ayant fait des dépenses de formation - ayant fait des versements au Trésor | 13 |
| | Pourcentages des nombres d'entreprises, et de leurs salariés, ayant eu des stagiaires. 1980-1981 | 15 |
| | Pourcentages de salariés ayant bénéficié de stages. 1980-1981 | 16 |
| Numéro | <u>Tableaux en annexe</u> | |
| 1 | Effectifs d'entreprises et de salariés | 39 |
| 2 | Effectifs de l'échantillon (entreprises) | 39 |
| 3 | Répartition des entreprises selon le taux tl de leur participation aux dépenses de formation | 40 |
| 4 | Données financières | 41 |
| 5 | Structure des dépenses par catégorie en % des dépenses totales | 42 |
| 6 | Nombres d'entreprises ayant fait des dépenses de chaque catégorie | 43 |
| 7 | Répartition des salariés et des stagiaires par classe de taille | 44 |
| 8 | Nombres de stagiaires et d'heures de stage selon la classe de taille des entreprises et le niveau de qualification initial des stagiaires | 45 |
| 9 | Répartition des stagiaires selon leur catégorie professionnelle | 46 |
| 10 | Pourcentages des nombres de salariés ayant bénéficié de stages, selon leur catégorie professionnelle - 1980 | 46 |
| 11 | Durées moyennes des stages | 47 |
| 12 | Dépenses de formation par salarié | 47 |
| 13 | Répartition des stages individuels | 48 |
| 14 | Structure des nombres de stages individuels | 49 |
| 15 | Répartition des congés de formation | 50 |
| 16 | Principales données régionales | 51-52 |
| 17 | Principales masses de dépenses par région | 53 |

| | | |
|----|--|----------|
| 18 | Taux de participation financière t1 %, par région et classe de taille | 54 |
| 19 | Graphiques des taux de participation financière t1 %, en 1980 par région et classe de taille | 55 |
| 20 | Nombres de stagiaires et d'heures de stage, par région, selon le niveau de qualification initial des stagiaires | 56-57 |
| 21 | Principales données départementales - 1980 | 58-59-60 |
| 22 | Taux de réponse par secteur, en % des nombres de salariés | 61 |
| 23 | Comparaison du champ des statistiques de l'INSEE et des déclarations 2483 de 1979 - 1979 | 62 |
| 24 | Principales données sectorielles - 1980 | 63-64 |
| 25 | Répartition des secteurs selon leur taux de participation financière t1 et le pourcentage t3 de salariés ayant suivi des stages - 1980 | 65 |
| 26 | Répartition des secteurs selon la durée moyenne des stages et le pourcentage t3 de salariés ayant suivi des stages - 1980 | 66 |
| 27 | Taux de participation financière t1 % selon le secteur d'activité économique et la classe de taille - 1980 | 67 |
| 28 | Graphiques des taux de participation financière t1 par secteur et classe de taille - 1980 | 68-69 |
| 29 | Graphiques des pourcentages des nombres d'entreprises t2 ayant eu des stagiaires, par secteur et classe de taille - 1980 | 70-71 |
| 30 | Graphiques des pourcentages t3 de salariés ayant suivi des stages, par secteur et classe de taille - 1980 | 72-73-74 |
| 31 | Graphiques des pourcentages t3 de salariés hommes et femmes ayant suivi des stages, par secteur et classe de taille - 1980 | 75-76-77 |
| 32 | Durée moyenne des stages, en heures, selon la formation initiale des stagiaires, par secteur - 1980 | 78 |
| 33 | Structure des nombres de salariés (%) Rapports des nombres de stagiaires/salariés (t3 %)] selon leur qualification professionnelle, par secteur - 1980 | 79 |
| | - Liste des secteurs d'activité économique | 80 |

**ORGANISATION DU CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS (CEREQ)**

9, rue Sextius Michel 75732 PARIS CEDEX 15
Tél. : 575 62 63

DIRECTION

Directeur : Valli (Paul-Pierre), administrateur civil
Conseiller scientifique : Iribarne (Alain d'), maître de recherche au C.N.R.S.

- Adjoint au Directeur pour la recherche et les publications
M. Germe (Jean-François), chargé de recherche au C.N.R.S.
- Adjoint au Directeur pour les affaires générales et administratives
M. Virville (Michel de)
- Secrétariat de direction
Mme Cornet (Nicole)
- Mission des liaisons internationales et des stages
M. Bertrand (Olivier)

- Mission des relations avec les conseils de la formation et de l'emploi
Mlle Soullisse (Odette)
- Chargé de mission pour les enseignements supérieurs
Mme Pagès (Josette), professeur des universités
- Chargé de mission pour les enseignements technologiques
Mlle Meylan (Françoise), inspectrice de l'information et de l'orientation

SERVICES

- Service administratif et financier
Chef du service :
Mme Ferrari (Sylviane), conseiller d'administration scolaire et universitaire

- Service d'information et de documentation
Chef du service :
M. Kirsch (Jean-Louis), directeur de C.I.O.
Centre documentaire :
Mlle Meunier (Françoise)

- Service informatique
Chef du service :
M. Iagolnitzer (Edmond)

DÉPARTEMENTS

DÉPARTEMENT DE LA QUALIFICATION DU TRAVAIL

Chef du département : M. Zarifian (Philippe)

Chargé d'analyser les formes et le contenu du travail humain ; de décrire les emplois et leur organisation ; de rechercher les évolutions du travail en vue de l'information professionnelle, la formation et l'emploi des jeunes et des adultes ; de contribuer à la normalisation de la documentation sur les activités professionnelles et à l'amélioration des nomenclatures, définitions ou codes utilisés dans ce domaine.

Répertoire français des emplois :

M. Simula (Pierre)

DÉPARTEMENT DE L'EMPLOI ET DES PRÉVISIONS

Chef du département : M. Menu (Dominique)

Chargé d'établir les liaisons entre le fonctionnement du système éducatif et l'évolution de la situation de l'emploi à court, moyen et long termes ; de mettre en œuvre les études du Centre pour enrichir les prévisions sur l'offre et la demande de qualifications afin notamment de préciser les estimations sur les besoins en formation et les débouchés professionnels ; de procéder à des bilans approfondis dans les secteurs économiques et les régions en vue de déterminer les équilibres entre les emplois et les formations.

Bureau des statistiques professionnelles :

Chargé de répondre aux besoins du Centre liés à l'exécution de ses programmes ; de satisfaire les demandes particulières d'organismes extérieurs ; d'améliorer l'information statistique sur les professions ; d'appliquer ses recherches au rapproche-

ment et à l'exploitation comparée des données chiffrées sur l'emploi et les formations.

DÉPARTEMENT DES FORMATIONS ET CARRIÈRES

Chef du département : Mlle Affichard (Joëlle) administrateur de l'INSEE

Chargé de procéder à l'évaluation professionnelle des formations conduisant à la qualification ; d'étudier les modalités et les conditions du passage de la formation à l'activité, notamment dans le cas des jeunes ; d'observer les carrières suivant l'utilisation des connaissances initiales et les besoins de l'éducation des adultes ; de créer et d'actualiser régulièrement l'information systématique sur l'insertion et les chemine-ments professionnels des jeunes et des adultes après leur formation.

Observatoire national des entrées dans la vie active :

Chargé des enquêtes : M. Gensbittel (Michel-Henri)

Chargé des questions régionales : M. Biret (Jean)

MISSION PÉDAGOGIQUE

Chef de la mission : Mlle Lantier (Françoise)

Chargée d'étudier les innovations techniques et leurs effets sur le travail selon les besoins de l'actualisation ou de la modernisation des formations ; d'associer les travaux du Centre à la recherche sur les objectifs de l'enseignement par l'analyse des compétences professionnelles à développer ; d'assurer, avec le concours des conseillers pédagogiques, les liaisons nécessaires avec l'Institut national de recherche pédagogique, les institutions ou les organismes de formation.

Pour tous renseignements concernant les publications du CEREQ
s'adresser au Service d'Information et de Documentation (Tél. : 575 62 63 poste 218)



centre
d'études et
de recherches
sur les qualifications

9, Rue Sextius Michel - 75732 PARIS CEDEX 15

STATISTIQUE
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE
CONTINUE FINANCEE
PAR LES ENTREPRISES

(TRAITEMENT DES DECLARATIONS
D'EMPLOYEURS N°2483)
ANNEES 1980-1981

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31, QUAI VOLTAIRE 75340 PARIS CEDEX 07
TEL. 261.50.10 TELEX 204826 DOCFRAN PARIS

Prix: 55F

Imprimé en France

ISBN: 2 - 11 - 001009 - 6

DF 503